

SUPERNOVA

revue marxiste-léniniste No.02 2026

A black and white photograph showing the silhouettes of two figures against a bright, hazy sky. The figure on the right is holding a hammer and sickle symbol high above their head. The figure on the left is partially visible, looking towards the right. The background shows a horizon line with some clouds.

**la France Insoumise
impérialisme
religion et résistance
Mexique, Euskal Herria, Ghana**



SOMMAIRE

- Éditorial : Pour un front rouge	3
- Défendre LFI, défendre les damnés de la France impérialiste	7
1) LFI , porte-voix des damnés de la France	7
2) La politique de front : une nécessité tactique	10
3) Le capitalisme tributaire : théorie erronée, enjeu véritable	12
4) «Tous antisémites» la portée du nom Palestine sur le front intérieur	17
- Sommes-nous tous anti-impérialistes ?	21
- La France à travers le miroir	28
- Entreprise et territoire	33
- Et pourtant, elle tourne. Sur la naissance de l'Organisation Communiste de France et de la Jeunesse communiste	36
- La théologie de la libération	39
- Islam et marxisme	46
- Entretien avec Bultza EHM-L , Euskal Herria	50
- Entretien avec l'Organización de Lucha por la Emancipación Popular (OLEP), Mexique	54
- Entretien avec le Pan-African Progressive Front (PPF), Ghana	59
- Lexique marxiste: Droit, dictature, et démocratie	62
- Agit-Prop	64
- Les marxistes-léninistes en France	65
- Marx les nouvelles technologies et la nouvelle société	66

**Supernova est un outil d'enquête et de
recherche pour le socialisme dans la
métropole impérialiste**

ÉDITORIAL

POUR UN FRONT ROUGE

«Un front unique ne peut avoir une signification révolutionnaire que si, et à la seule condition qu'il n'empêche pas le Parti communiste de mener son travail politique et organisationnel de manière indépendante, d'organiser le prolétariat en tant que force politique indépendante.» Joseph Staline

Dans ce deuxième numéro de la nouvelle série de Supernova, nous cherchons à rendre plus explicite notre « bataille idéologique ».

Pendant des années, la gauche occidentale a glorifié la « pensée faible », forme de capitulation et de collaboration avec l'impérialisme lui-même. Aujourd'hui, face à la nouvelle concurrence mondiale et à la crise que traverse la métropole impérialiste, il est nécessaire de se réapproprier l'idéologie de la classe prolétarienne, des classes dominées, des damnés de la terre : le marxisme-léninisme.

Réaffirmer le caractère central du marxisme-léninisme, c'est se doter du « socialisme scientifique » comme arme contre les différentes idéologies impérialistes, de l'irrationalisme postmoderne au mythe du technicisme libéral, de l'opportunisme de la gauche de l'OTAN aux nouveaux courants néocoloniaux et réactionnaires, de l'anarchisme à l'extrémisme esthétique des courants de la gauche occidentale...

L'idéologie marxiste-léniniste, non pas comme une simple réaffirmation de l'histoire du mouvement communiste international, mais comme un outil pour analyser le présent et donner une perspective d'avenir.

La bataille idéologique signifie également intervenir au sein même du mouvement communiste, en critiquant ses aspects conformistes et ses erreurs. Il existe une différence fondamentale entre la bataille idéologique contre les discours impérialistes et les critiques que nous pouvons développer au sein même du mouvement communiste. La lutte contre les idéologies impérialistes ne laisse aucune place à la médiation, tandis que le débat et la confrontation au sein du mouvement communiste et de la gauche prolétarienne doivent avoir pour objectif l'unité.

Une bataille idéologique pour réaffirmer les missions que notre revue se fixe aujourd'hui :

1) la nécessité d'une analyse et d'une théorie adaptées à la métropole impérialiste

2) la relation entre le projet « communiste » et le mouvement de classe, et plus explicitement entre le parti marxiste-léniniste et l'autonomie prolétarienne

3) la construction d'un front anti-impérialiste entre les peuples du Sud et le prolétariat de la métropole impérialiste

STRATÉGIE ET TACTIQUE

Commençons par définir ces termes. Une stratégie est un plan d'orientation d'actions à long terme qui trace la voie à suivre pour atteindre l'objectif. La tactique est l'ensemble des techniques utilisées pour mener à bien les actions spécifiques définies par la stratégie.

Sur le plan stratégique, notre combat est celui du communisme ; sur le plan tactique, c'est la politique du front.

Être communiste aujourd'hui, c'est reconnaître la nécessité et la possibilité du communisme. C'est repérer les fondements du communisme dans la société actuelle, où, d'une part, le capital s'oppose aux travailleurs en tant que puissance toujours plus grande et hostile, mais où, d'autre part, il crée, bien plus que par le passé, les conditions nécessaires à sa transformation en une forme sociale supérieure. La concentration monopolistique progressive des capitaux, l'aggravation des inégalités sociales, la financiarisation de l'économie, la crise générale de surproduction et surtout la création du marché mondial sont, en ce sens, des éléments déterminants de la possibilité du communisme. Certes, personne ne peut parler d'une mise en œuvre « immédiate » du communisme. Les « médiations » que cela exige sont nombreuses. Mais, entendons-nous bien, ce serait une erreur de reléguer la nécessité du communisme dans une perspective lointaine, à atteindre on ne sait quand. De la considérer comme une sorte de phare qui brille au bout d'un chemin dont on ignore la longueur.

La question du communisme ne peut que guider l'action actuelle des communistes, car dès aujourd'hui, les contradictions du capital sont impitoyablement mises à nu et posent des questions auxquelles on ne peut répondre

qu'en allant à la racine, aux rapports de production. Il apparaît donc clairement que le marché et le secteur privé ne sont plus en mesure de soutenir les tâches imposées par le développement des forces productives dans cette phase de nouvelle mondialisation des marchés et de résurgence de la crise générale. L'enveloppe constituée par les rapports privés de propriété est déchirée en plusieurs morceaux et l'État est à nouveau invoqué, par les capitalistes eux-mêmes, pour soutenir l'économie. Dans une telle situation, toute la fragilité d'un système qui, jusqu'à hier, se prétendait éternel, se révèle au grand jour.

Pour le communiste, non seulement la possibilité de proposer à nouveau le dépassement du capitalisme se présente, mais on retrouve également la légitimité de parler du socialisme, de planification rationnelle de l'économie, de propriété publique des moyens de production. Ces éléments ne doivent pas être interprétés comme un « programme maximal » ni considérés comme une perspective d'avenir, mais doivent être mis en pratique, même partiellement, dans les luttes et les propositions de la vie politique quotidienne. Aujourd'hui, l'intégration du marché mondial et les contradictions du capital se manifestent à nouveau, et ce d'une manière si ample qu'une éventuelle rupture à un endroit quelconque provoquerait des réactions bien plus étendues et profondes. Mais aucune transformation sociale ne peut se produire de manière déterministe, c'est-à-dire comme une conséquence spontanée des contradictions du capital. Être communiste aujourd'hui signifie donc comprendre la nécessité de l'élément subjectif et de la volonté consciente. Il ne suffit pas d'être conscient de la réalité du capital. Ce n'est que si cette conscience s'organise et conquiert les masses qu'elle devient une force matérielle capable de transformer la réalité. Et pour y parvenir, le parti marxiste-léniniste et la lutte politique (dans ses aspects idéologiques, politiques, économiques et sociaux) constituent une condition nécessaire. En réfléchissant à tout cela, on se sent petit et insuffisant, surtout si l'on considère notre situation actuelle. Mais la force d'un mouvement de transformation réside dans sa capacité à s'élever au-dessus de l'immédiat, sans perdre le contact avec la réalité, pour imaginer l'avenir. Être communiste, c'est donc faire preuve de courage, le courage de penser et de mettre en œuvre l'avenir.

Si tel est notre plan stratégique, sur le plan tactique, nous plaçons au centre une politique de « front ».

Le front est une forme de collaboration politique entre diverses classes et groupes sociaux visant à développer une résistance active à la guerre impérialiste, à la réaction et à la fascisation qui s'abat sur les métropoles impérialistes. Il s'agit pour le prolétariat de nouer une alliance avec d'autres classes et couches sociales, de créer des organisations aussi larges que possible,

composées d'organismes (forces politiques, culturelles, syndicales, mouvements, associations, etc.) et de personnes qui – quelle que soit leur attitude envers le communisme – sont disposées à lutter contre la réaction bourgeoise. L'objectif politique du front est d'isoler et de faire échouer les plans de l'ennemi principal, la bourgeoisie monopoliste impérialiste. Le « front » rassemble des forces qui ont des objectifs généraux différents, un contenu idéologique et politique différent, et il se construit pour soutenir des objectifs précis qui profitent au prolétariat. Il sert à empêcher la formation d'un bloc compact contre le prolétariat et à exercer une influence sur les couches populaires.

La politique de « front » peut être mise en œuvre dans diverses situations politiques, sociales, culturelles, électorales, etc. Que ce soit à travers les coordinations contre la répression et la restriction des libertés démocratiques (où la lutte contre l'islamophobie est l'une des principales lignes de démarcation pour la défense des espaces démocratiques aujourd'hui en France...), en dépassant les divisions syndicales inutiles, dans les organisations des quartiers populaires, etc.

Le « front » signifie également utiliser tous les espaces que nous pouvons conquérir au sein de la « démocratie impérialiste », y compris l'espace électoral. Pour nous, il est évident qu'il faut soutenir LFI, et nous pensons qu'il est puéril de les accuser de ne pas vouloir la « révolution » ou de ne pas être pour le « pouvoir prolétarien ». C'est une grave erreur de la part de ces forces qui, par simple calcul politique, se présentent aux élections avec des micro-groupes (du PCF aux différentes organisations trotskistes), affaiblissant ainsi le front lié à LFI.

Pour nous, la question pour les communistes est autre : quel espace d'action les communistes ont-ils au sein des masses populaires et, plus précisément, parmi le prolétariat sans réserve ? Et cela passe par l'organisation, la coopération et la solidarité populaire, qui se construisent sur les lieux de travail, dans les quartiers populaires, dans les écoles, dans les prisons. Le rôle des communistes dans cette politique de « front » est de placer au centre les intérêts du prolétariat sans réserve, en faisant la confrontation entre la classe et l'État impérialiste comme terrain inévitable et principal. Nous pensons que le terrain principal d'action pour le communiste doit être celui des territoires et des lieux de travail, dans l'organisation de l'autonomie prolétarienne.

Plus la présence des communistes au sein de cette politique de front sera importante, plus la capacité sera grande de vivre ce front non seulement comme un élément défensif (face à l'arrogance des nouveaux mouvements réactionnaires de masse), mais aussi comme un élément offensif dans la lutte pour

l'émancipation des classes populaires contre l'État impérialiste. Pratiquer et exercer le pouvoir par les masses populaires, dans une lutte, dans la construction d'une organisation, dans l'autodéfense, etc., signifie établir concrètement le lien qui existe entre crise et socialisme.

La politique du Front a donc non seulement une fonction défensive, mais aussi offensive. Les communistes ne sont pas démocrates, même s'ils luttent pour la démocratie. Cela ne signifie pas pour autant regarder en arrière. La gauche bourgeoise peut espérer revenir à une époque où sa classe a joué un rôle positif pour l'humanité. Elle est nostalgique de la liturgie démocratique. Pas les communistes ! Le régime de contre-révolution préventive ne peut être surmonté qu'en avançant. Ce n'est plus la démocratie bourgeoise ni ses substituts qui constituent l'avenir des masses populaires, mais le socialisme ! Pour avancer, il faut lutter au cœur des contradictions réelles, et en ce sens, la bataille pour la « démocratie », pour les communistes, c'est la lutte contre l'islamophobie, pour la liberté des organisations syndicales et politiques, la lutte contre la répression en général (sur les lieux de travail, dans les quartiers populaires, dans les écoles, dans les prisons), car c'est au cœur de ces luttes que réside la contradiction avec la logique même de l'État impérialiste.

C'est l'une des leçons les plus précieuses que nous enseigne le passé. Et c'est précisément sur ce point que les mouvements marxistes-léninistes se distinguent des courants libertaires ou réformistes. Pour ce faire, il faut toutefois se débarrasser de certaines approches que l'on retrouve souvent chez les camarades et les groupes qui se réclament du mouvement communiste et anti-imperialiste :

1) une fétichisation du « front populaire » et de la politique de front. Nous ne sommes plus dans les années 1930, et le frontisme lui-même n'a pas résolu les problèmes centraux dans les métropoles impérialistes, comme par exemple celui du néocolonialisme et de la relation entre la classe ouvrière et l'État impérialiste. Pratiquer une politique de front dans la métropole impérialiste n'est pas la même chose que dans le Sud. Le poids et le rôle des classes moyennes y sont différents. Dans la métropole impérialiste, le poids de l'aristocratie ouvrière et des classes moyennes est énorme au sein des mouvements de gauche, et conditionne à bien des égards leur rôle conformiste et néocolonialiste. Le souverainisme lui-même, dans un pays impérialiste, revêt inévitablement des connotations différentes¹. Les pays européens sont clairement dominés par l'UE, et à un niveau encore plus

général par l'impérialisme USA. Cependant, le rôle de la France, tout comme celui de l'Allemagne, est proprement impérialiste et s'exerce au sein de l'UE et de l'OTAN.

Le poids idéologique de l'impérialisme est prépondérant, et les espaces organisationnels pour un front de masse sont difficiles à construire. En France, des secteurs entiers de la gauche parlementaire elle-même, comme c'est le cas de LFI, subissent une répression de la part de l'État impérialiste français lui-même. Tous ces éléments ne peuvent être oubliés... car ils représentent les nœuds de la contradiction que les communistes portent en leur sein au sein de la métropole impérialiste.

2) Penser que tout passe par une politique de front, en reléguant au second plan l'indépendance des communistes et donc la nécessaire bataille idéologique et politique. Il faut toujours placer au centre la construction du parti marxiste-léniniste, mais il ne suffit pas de s'autoproclamer parti pour l'être, il faut le construire... Il ne faut pas considérer le parti comme une chimère, un mirage, mais pas non plus comme un simple réceptacle. La définition même du parti doit être envisagée au-delà de la reproduction mécanique de la Troisième Internationale au début du XXe siècle. La richesse du marxisme-léninisme réside dans sa capacité à s'adapter à différents contextes ; pensons à la contribution du mouvement marxiste-léniniste révolutionnaire asiatique, africain et sud-américain. S'il existe un élément central dans le marxisme-léninisme, c'est celui de la « politique », qui subordonne tous les autres aspects (économiques, sociaux, culturels, militaires). Pour mettre en œuvre une véritable politique d'opposition, il faut donc se montrer encore plus direct dans la bataille idéologique et organisationnelle. Celui qui y renonce se réduit à pratiquer un activisme, certes légitime, mais incapable de mener une lutte politique, et donc soumis aux différentes idéologies anti-prolétariennes. Pour Lénine, il n'existait pas de « vides » en politique : si ce ne sont pas les communistes et la gauche prolétarienne qui combleront ce vide, cet espace sera occupé par d'autres idéologies et donc par d'autres classes...

3) Réduire la politique de « front » au « moins pire ». C'est typique des secteurs des classes moyennes qui contrôlent les organisations politiques et culturelles de gauche d'insister sur ce point. Dans les années 50-60 du siècle dernier, on disait que les ouvriers ne pouvaient pas en demander davantage, qu'on ne pouvait pas faire plus pour l'indépendance de l'Algérie... Les ouvriers ne pouvaient pas s'intéresser à ces questions, ils n'avaient pas le temps... Tout cela servait à isoler les secteurs de la gauche prolétarienne qui cherchaient à briser le conformisme et à peser réellement sur les rapports de force.

¹ « Les guerres se divisent en deux catégories : les guerres justes et les guerres injustes. Toutes les guerres progressistes sont justes, toutes les guerres qui entravent le progrès sont injustes. » Cette phrase de Mao, tirée de l'ouvrage *De la guerre prolongée*, nous permet clairement d'éviter de tomber dans une généralisation stupide. Penser que le Brexit britannique équivaut à un référendum sur l'indépendance dans un pays soumis au néocolonialisme, c'est ne rien comprendre au marxisme, et donc à la réalité...

Aujourd'hui, on retrouve des échos de ce discours dans les milieux décoloniaux, représentatifs d'une classe moyenne métisse et scolarisée, qui s'en prend de la même manière à la gauche prolétarienne (multinationale), en posant les mêmes questions que leurs homologues «français» des années 50-60. Les prolétaires métis des quartiers populaires n'ont ni la possibilité, ni la force d'imposer leur point de vue de classe, et doivent donc nécessairement suivre l'horizon social, politique et culturel des classes moyennes « métisses »... Il y a une infantilisation des classes populaires, et un sabotage direct des formes et de l'idée même d'autonomie prolétarienne.

LA BATAILLE IDÉOLOGIQUE

Cet aspect est pour nous fondamental ; le sens même de notre revue est justement de mettre au centre la bataille idéologique des communistes. Considérer aujourd'hui comme centrale une pratique qui privilégie une politique de front, c'est comprendre que le marxisme et le réformisme s'opposent non pas sur la nécessité de lutter pour les «réformes» (les espaces d'action politique et sociale au sein de la démocratie impérialiste), mais sur les conditions et les objectifs de cette lutte. Pour le marxisme, toute amélioration réelle des conditions des classes dominées au sein du régime capitaliste est une conséquence de la lutte des classes. Les réformes sont « un produit accessoire de la lutte de classe révolutionnaire » (Lénine). Le réformisme oppose la lutte pour les réformes à la tactique révolutionnaire, soit en présentant les réformes comme une étape immédiatement accessible, tandis que la révolution est reportée à une date indéterminée, soit en substituant à la révolution la réforme des fondements du système capitaliste. Nous parlons, par ailleurs, de processus révolutionnaire et non de moment révolutionnaire ; il faut rompre avec l'idée syndicaliste du « jour x », de la grève générale mythique, et se réapproprier la dimension politique de la lutte des classes, de la lutte contre l'État impérialiste. Cela signifie accumuler et expérimenter différentes expériences et différents outils.

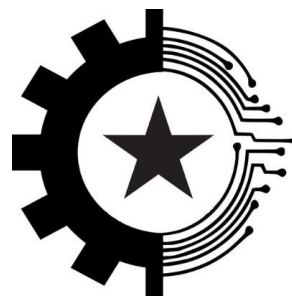
Dans quelles conditions les réformes sont-elles possibles au sein du système capitaliste ? L'histoire de la lutte des classes montre comment des lois sont promulguées pour réglementer les rapports entre bourgeois et prolétaires et améliorer la condition ouvrière. Spontanément, chaque capitaliste cherche à pousser l'exploitation de la main-d'œuvre aussi loin que possible. Mais la classe capitaliste dans son ensemble se heurte tôt ou tard à une limite physique et à une limite sociale. Selon l'expression de Marx, une « intervention sociale » vient contrebalancer l'exploitation démesurée de la main-d'œuvre. Or, ce contrepoids n'agit pas spontanément. Seuls les défenseurs de la bourgeoisie « éclairée » peuvent faire

croire que celle-ci met en œuvre volontairement et intelligemment une « politique sociale ». Dans *Le Capital*, Marx a décrit en détail la première grande bataille menée par la classe ouvrière aux débuts du capitalisme : la lutte pour la limitation de la journée de travail. En Angleterre, la limitation légale et les normes relatives à la journée de travail (notamment en ce qui concerne le travail des mineurs et des femmes) « ont été démantelées, pièce par pièce, au cours d'une guerre civile qui a duré un demi-siècle ».

Il faut considérer cela non seulement dans un cadre national, mais aussi à la lumière de la relation qui existe entre le Nord et le Sud. Il ne sert à rien de rappeler et de regretter le compromis entre la classe ouvrière et l'État conclu après la Seconde Guerre mondiale (qui reste l'horizon et le rêve des gauches réformistes, anciennes et nouvelles...). Ce compromis, tout en apportant de réels avantages à certains secteurs populaires, en excluait autant d'autres, comme par exemple le prolétariat multinational. Et dans un cadre international, c'était l'espace social et politique que l'impérialisme accordait à certaines franges des classes populaires dans la métropole impérialiste, au détriment des masses populaires dans le monde...¹

La bataille idéologique consiste à rompre avec la mythologie de la gauche réformiste du passé, et à lire et affronter les contradictions, du passé et du présent, car elles sont étroitement liées. Non pas sous la forme d'un culte des victimes, car cela ne sert à rien. Jamais le sentiment moral à l'égard des victimes n'a réussi à renverser les rapports de force. Il faut au contraire comprendre comment une politique de « front » peut contribuer à la recomposition de classe et au lien entre les peuples dominés du « Sud » et le prolétariat de la métropole impérialiste.

Parler de « front » ne signifie pas avoir des recettes toutes faites. Il faut dès maintenant expérimenter et vivre des formes de politique de « front ». Et cela ne sera possible que si la lutte idéologique et politique des marxistes-léninistes et de la gauche prolétarienne devient de plus en plus explicite et claire.



¹ L'un des passages que nous trouvons les plus intéressants dans le texte de Lénine sur l'impérialisme est sa capacité à décrire concrètement le rôle politique de l'aristocratie ouvrière par rapport à l'impérialisme.

DÉFENDRE LFI, DÉFENDRE LES DAMNÉS DE LA FRANCE IMPÉRIALISTE

- LFI , porte-voix des damnés de la France
- La politique de front : une nécessité tactique
- Le capitalisme tributaire : théorie erronée, enjeu véritable
- «Tous antisémites». La portée du nom Palestine sur le front intérieur

LFI , PORTE-VOIX DES DAMNÉS DE LA FRANCE FACE À L'ARC RÉPUBLICAIN

La France Insoumise (LFI) est le phénomène politique le plus important apparu sur la scène nationale du théâtre politique bourgeois ces dix dernières années. Bien plus que son programme keynésien de gauche (redistribution des richesses, défense des services publics, planification écologique) c'est la force avec laquelle ce mouvement a porté les aspirations des couches les plus exploitées et les plus opprimées du prolétariat, en particulier celles des enfants de la colonisation, son opposition farouche au consensus islamophobe sa défense de la cause palestinienne et son refus des guerres du « camp occidental » qui ont « polarisé » tout le champ politique et social pour ou contre elle. En se faisant le porte-voix des damnés de la France, LFI a déclenché une campagne continue de diabolisation. Cette diabolisation était jusqu'à réservée aux parias des banlieues et aux petites mains du monde du travail, surtout au cours de leurs mouvements de révoltes, pas à une force institutionnelle et parlementaire. LFI représente « l'anti-France » pour les défenseurs du statu quo social précisément et littéralement parce que la défense des droits des Noirs et des Arabes constituerait à leurs yeux une menace pour la République française et son ordre inégalitaire. Au-delà de la concurrence électorale LFI est diabolisée par haine de classe. LFI a visé juste en mettant à jour et en ciblant l'apartheid à la française. Cet apport est précieux quand bien même il n'est pas lié à une perspective révolutionnaire (celle-ci nécessite une organisation de classe autonome et une stratégie pour le socialisme capable de mener une rupture avec tous les rapports sociaux bourgeois). Cet apport est précieux car il permet d'ouvrir un espace politique, de rassembler une communauté sociale et de la politiser. Un pas en avant dans cette direction vaut mieux que des dizaines de programmes radicaux et de luttes-gadgets cantonnés aux espaces sociaux des couches rebelles de la petite-bourgeoisie.

Notre propos a un but tout à fait précis et explicite : nous voulons défendre la nécessité d'un front militant avec LFI, en commençant avec ses comités d'action locale. Les communistes ne sont ni électoralistes ni anti-électoralistes. Ils ne rejettent aucune forme de lutte pourvu que celle-ci soit subordonnée au combat de classe et à la perspective de l'émancipation de l'immense armée du prolétariat.

Mais analyser ce que représente LFI aujourd'hui n'a de sens qu'en s'inscrivant dans la situation concrète, en prenant en compte la phase actuelle (la fascisation comme tentative de sortie de la crise de légitimité du personnel bourgeois au pouvoir) et les rapports de force réellement existants. Nous n'analysons pas uniquement pour comprendre le réel mais pour nous y engager et pour contribuer à sa transformation. Toute analyse débouche sur une ligne pratique ou elle n'est rien. Or ce qui nous intéresse au plus haut point c'est de participer et d'orienter une communauté sociale de lutte afin, en liaison profonde avec cette communauté, de faire émerger une avant-garde révolutionnaire capable de poser la perspective du socialisme dans un pays impérialiste comme la France. Or, pour que cette tâche ait une réalité concrète, il faut s'impliquer là où le potentiel d'antagonisme avec l'ordre établi bourgeois existe et se manifeste.

Lutter contre « le fascisme qui vient » selon la formule de Saïd Bouamama et surtout contre la fascisation présente exige de ne pas piétiner dans l'infantilisme et des postures confortables « radicales » et isolées des masses. Nous avons besoin de bien déterminer dans les conditions actuelles qui est l'ami et qui est l'ennemi selon la fameuse formule de Mao, c'est-à-dire de déterminer quelles sont les forces qui font réellement avancer le combat de classe et quelles sont celles qui en sont des opposants farouches, des freins, des scories du passé, des phraseurs, des réactionnaires conscients ou inconscients. Cette

démarcation ami/ennemi n'est pas formelle mais dépend de ce qui est fait et assumé et non des termes et du jargon que l'on utilise pour justifier sa pratique.

La reconstruction du mouvement révolutionnaire en France ne viendra pas d'une génération spontanée qui « apprend » la théorie, ni d'une construction *ex nihilo*, qu'elle soit mouvementiste ou attentiste, c'est-à-dire de ce qui reste en marge et en dehors de ce qui secoue réellement la société de classe qui est la nôtre. Ces dernières années, deux dynamiques n'ont pas de portée historique : les dynamiques des petits groupes qui se confrontent aux Autorités (de Sainte-Soline aux Antifas) ou, sur un tout autre terrain, le repli syndicaliste sur des « bastions ouvriers » limités à une ancienne géographie de la classe ouvrière des « Trente Glorieuses », en permanence sur la défensive, subissant défaite sur défaite. Elles sont sans portée historique car elles n'ont pas permis d'organiser, d'orienter et de nourrir en profondeur les luttes des masses populaires afin de faire émerger une subjectivité révolutionnaire organisée. Le politique commence là où des millions peuvent s'agréger et faire trembler la Terre. La situation actuelle est celle où le mouvement de classe apparaît à ses propres yeux être d'une grande faiblesse en tant que force politique malgré des luttes revendicatives d'une grande ampleur (mouvement des retraites, gilets jaunes, révoltes contre les crimes policiers, mouvement de soutien à Gaza). Mais l'impuissance ressentie depuis des années n'est plus le caractère principal de notre situation car il existe au moins deux réalités subjectives nouvelles qui s'opposent au cours catastrophique des choses : 1) une jeunesse de la gauche radicale qui cherche à définir une voie de libération du capitalisme en partant de l'héritage marxiste-léniniste et de la crise de l'impérialisme français 2) des comités d'action locaux de LFI, souvent composés et animés par les habitants des quartiers populaires et donc par le prolétariat métropolitain. C'est la liaison dialectique de ces deux forces dont nous devons nous soucier car la question est de commencer à s'implanter là où les potentialités et les forces sont présentes, dans les principaux secteurs prolétariens des métropoles.

L'expérience d'une politique antagonique avec la bourgeoisie impérialiste trouvera son chemin au cœur des mouvements, organisations et formes collectives pour se forger une subjectivité de combat et se présenter comme un sujet historique. La solution naîtra du conflit. Agrandir les contradictions politiques passe par un appui et une alliance avec les forces qui portent ces contradictions dans un sens progressiste. C'est pourquoi les forces qui veulent changer le cours des choses en faveur de l'organisation des masses populaires et de la destruction des rapports sociaux capitalistes doivent s'intéresser à ce qui se déroule sur la scène de la politique institutionnelle, électorale et parlementaire, même si celle-ci ressemble de plus en plus à une arche croulante. C'est une obligation dirimante dans la tradition léniniste. Il ne s'agit pas seulement d'étudier les coups bas de l'ennemi de classe, ses stratagèmes et ses méthodes de gestion de la domination (la forme parlementaire s'est révélée être le meilleur véhicule de la dictature du capital en phase de stabilisation, le fascisme en phase de déstabilisation). Mais il s'agit aussi de saisir toute forme d'opportunités pour mettre à jour les contradictions et les politiser, de comprendre les luttes centrales à mener, les alliances à construire, les

expériences politiques à vivre afin de renforcer et même de rendre possible une politique du prolétariat tel qu'il existe dans une métropole impérialiste comme la France.

Et cela nécessite d'articuler deux dimensions, la dimension défensive et la dimension offensive. La dimension défensive revient à s'opposer au programme commun de la bourgeoisie impérialiste (qui consiste essentiellement à détruire les garanties sociales, à maintenir un apartheid racial et à mettre sur pied une économie de guerre comme issue au cours catastrophique dans lequel nous sommes actuellement plongés). La dimension offensive consiste à rassembler, former, organiser et éprouver les forces subjectives capable de croiser le fer, de porter une politique d'autonomie du prolétariat et donc une perspective socialiste dans une centre impérialiste comme la France. C'est à partir de ces deux axes que nous analysons la situation créée par l'évolution de la France Insoumise (LFI) ces dernières années et c'est en tenant compte de ces deux axes -défensif et offensif- qu'il faut mener une politique de front avec elle.

La situation de LFI sur la scène politique française est assez claire. Elle est au centre du jeu et de l'attention publique, au centre des attentes des uns et des hantises des autres. Elle a un rôle de pivot alors même qu'elle est présentée comme « extrémiste ». LFI cristallise désormais les espoirs et le mécontentement d'une partie des masses populaires et s'en fait le porte-voix et par là même elle fédère les peurs de l'*establishment* qui la considère de plus en plus non comme un adversaire problématique avec lequel il faut composer mais comme un ennemi à abattre (par la diffamation, la criminalisation devant les tribunaux et la mise en place d'un « cordon sanitaire » pour l'empêcher d'accéder au pouvoir). Un mouvement qui se réclame des idéaux de la Révolution française et qui prône une « révolution citoyenne » pacifique est présenté comme une menace révolutionnaire redoutable, un quartier général de « l'Anti-France » selon les termes d'une ministre du gouvernement actuel. Il faut comprendre les enjeux sous-jacents à cette diabolisation et comprendre pourquoi la configuration actuelle diffère de façon essentielle des différents expériences et désillusions des « unions de la gauche » du passé et des anciens Fronts populaires, toujours mythifiés dans la culture bourgeoise de gauche. Aujourd'hui tout se passe comme si toute la haine et tout le mépris de classe dont sont capables les couches dirigeantes de la politique française (médias, élus, autorités diverses) se déversaient sans relâche sur ce mouvement parce qu'il a su drainer une partie les énergies telluriques enfouis dans les quartiers populaires.

LFI est la seule force électorale d'ampleur qui s'oppose de façon déterminée au programme commun de la bourgeoisie impérialiste. Elle le fait en utilisant les outils traditionnels du réformisme (une alliance parlementaire avec un programme de grandes mesures applicables dans le cadre des institutions actuelles et dans le cadre des rapports capitalistes) tout en gagnant la confiance des masses populaires engagées dans des luttes revendicatives, en particulier celles du prolétariat multiracial des métropoles et de la jeunesse diplômée. D'une part, LFI a été en 2022, lors des élections présidentielles, la première force électorale à gauche avec les 22% de voix obtenues par Jean-Luc Mélenchon (contre 1,75% pour la candidate du Parti socialiste, Anne Hidalgo,

alors maire de Paris) et LFI a connu et connaît des succès électoraux répétés, surtout dans les villes, les banlieues et les quartiers populaires, dans et autour des grandes métropoles. Sur le théâtre de la politique institutionnelle, LFI a réussi en dix ans d'existence à devenir l'alternative possible au « bloc bourgeois » qui gouverne, l'autre alternative possible étant le RN (Rassemblement National), désormais aux portes du pouvoir, force qui a su opérer les changements nécessaires pour se rendre acceptable et conformes aux normes de la grande bourgeoisie française. En 2027, en partant de la configuration des forces actuelles, le système présidentiel français est voué à tomber dans les mains soit de LFI et de ses éventuels alliés, soit dans celles du RN, dont le programme est déjà en cours d'application sous le gouvernement actuel. La reconduction du « bloc bourgeois » des centristes et de de la droite étant le scénario le moins probable.

La particularité de LFI, au sein de la « gauche de la gauche » est de proposer, suite au discrédit du social-libéralisme de F. Hollande, un programme de « rupture », basé sur une vaste redistribution des richesses, quelques nationalisations et la planification écologique, une ligne antifasciste qui place au centre la lutte contre l'islamophobie et la défense des enfants de la colonisation et de l'immigration, une opposition aux guerres de l'OTAN, aux guerres étatsuniennes et sionistes, un programme opposé aux politiques néolibérales et aux infamies des gouvernements précédents, y compris en ce qui concerne le désarmement de la police et les lois d'exception sécuritaires entrées dans le droit commun depuis 2015¹. A

¹ Ce programme keynésien de gauche est assumé par les instances dirigeantes de LFI comme un ensemble de mesures réformistes « radicales » et non comme un programme d'instauration du socialisme, de renversement du capitalisme, y compris en le pensant sous la forme d'une « transition pacifique » comme le prônaient les révisionnistes. LFI n'envisage pas la réquisition des banques, encore moins la guerre civile révolutionnaire. Dans ces écrits, depuis *L'Ere du peuple* paru en 2014, le dirigeant de LFI, Jean-Luc Mélenchon, distingue nettement la « révolution citoyenne » et pacifique qu'il défend de la révolution socialiste car selon lui la centralité ouvrière aurait disparu. Mélenchon fonde sa stratégie politique sur un constat sociologique : les sociétés globalisées du capitalisme tardif ne rendent plus possible, à la suite des délocalisations industrielles et de la tertiarisation de l'économie, la concentration des masses ouvrières, et par-là la constitution d'un sujet politique dans les usines. Le travail – et plus spécifiquement le travail industriel – perd sa centralité sociale, au profit des villes : avec la croissance des flux urbains, les villes deviennent les lieux de concentration par excellence du XXI^e siècle, et par-là les centres de la nouvelle conflictualité sociale. La constitution des « populations urbaines » en colère, sujet trans-classe par excellence, en nouvel acteur politique aurait fait disparaître la figure du prolétariat organisé. La reformulation du réformisme par LFI s'appuie sur une analyse de la recomposition de classe. Dès lors, les dirigeants de LFI aspirent essentiellement à une régulation du capitalisme et à un changement de constitution qui réduit le pouvoir présidentiel. En pensant la structure de la société comme une opposition entre « l'oligarchie » d'un côté le « peuple » de l'autre, il s'agit pour LFI d'unifier des couches sociales dans un rejet d'une certaine gestion brutale et sans limite de l'accumulation de capital et de son appropriation. Mais en aucun cas, le programme de LFI ne prétend à la destruction des rapports sociaux capitalistes et encore moins de l'Etat bourgeois. Manuel Bompard, directeur de campagne de LFI explique ainsi: « La principale source d'inspiration qui vient de Laclau et Mouffe, c'est le refus du marxisme mécanique qui imprègne la culture d'une partie de la gauche radicale, dans lequel tout est supposé se dérouler selon un schéma prédéfini. L'idée centrale pour nous consiste à ne pas avoir de délimitation préalable au sein de la population, autre que cette frontière avec l'oligarchie. ». Le rejet du « marxisme mécanique » est donc le rejet de l'analyse de classes et des luttes de classes comme le mécanisme qui dirigé de façon consciente mène au socialisme. C'est l'ABC du marxisme qui est rejeté ainsi y compris l'horizon de l'abolition de la division en classes de la société. Mais l'attitude

lire attentivement le programme de « l'Avenir en commun » avec ses 831 mesures et en observant les méthodes centrées sur les campagnes électorales et le pacifisme, on ne peut pas comprendre l'ostracisme qui frappe LFI. LFI est en effet diabolisée et traînée dans la boue comme un « danger populiste et communautariste pour la République », non seulement la droite et extrême-droite parlementaire mais aussi par les forces de la gauche domestiquée (écologistes, PCF) et de la droite socialiste (Glucksman) qui très souvent lui doivent leurs sièges à l'Assemblée suite aux accords des élections législatives de 2022 et 2024 (NUPES puis Nouveau Front Populaire). Au nom de la stabilité gouvernementale et contre « l'extrémisme » de LFI, le PS est allé jusqu'à quitter la coalition « Nouveau Front populaire » à l'automne 2025 et il est devenu un appui parlementaire aux gouvernements centristes et de droite nommés par Macron. Aux dernières élections municipales de mars 2026, le PS a accusé LFI d'être un « poids mort » pour la gauche et lui a fait porter la responsabilité de la perte de certaines grandes villes. LFI est donc devenu progressivement la seule force effective et agissante à gauche de la macronie (le bloc central au pouvoir) et elle est devenue la force à abattre, l'infréquentable, le paria officiel de la politique française contre lequel « l'arc républicain » devrait se dresser. Le morbide consensus anti-LFI s'est constitué comme le sens commun de l'ordre bourgeois en France.

Pour quelle raison ? La réponse peut sembler étonnante si on en reste à l'image d'un mouvement issu de la gauche parlementaire, qui arbore avant tout la référence matricielle à la Révolution française et vise à une « révolution citoyenne » comme s'il fallait refaire sans cesse 1789 et 1792. En réalité, l'effet de rupture de LFI ne réside pas dans sa ligne générale nourrie par la culture de la bourgeoisie de gauche. LFI représente effectivement une rupture car tout projet réformiste assumé est devenu inacceptable pour le capitalisme actuel, c'est une rupture par rapport à un certain type de rapport de force et d'une

communisme ne consiste pas dès lors à critiquer ce qui est absent dans ce programme. Dire à des réformistes assumés qu'ils ne sont pas assez marxistes est ridicule. D'autre part, la critique du réformisme de LFI est inopérante car elle passe à côté des enjeux de ce qui a été rendu visible et possible par ce mouvement. Les communistes doivent précisément s'appuyer sur ce que LFI a mis à jour comme contradictions sur la scène politique nationale. Nous pourrions alors distinguer entre des contradictions à caractère réformiste, qui peuvent être réglées au sein du capitalisme et des institutions bourgeoises, et des contradictions à caractère révolutionnaires, qui nécessitent la perspective du socialisme. Il est toujours possible d'obtenir des victoires tactiques qui ne sont pas négligeables et qui restent néanmoins sur le terrain réformiste (pensons à l'abrogation des lois sur la retraite, aux régularisations de travailleurs immigrés, au désarmement de la police). Mais bien entendu l'exploitation des libertés démocratiques et du terrain parlementaire n'est pas ce qui permet de renverser le système capitaliste. Ce qui compte au plus haut point aujourd'hui c'est que les forces communistes ne soient pas des phraseurs abstraits. Il faut participer à une « communauté sociale » de lutte commune, à des dynamiques portées par les masses populaires, qui par leur position dans la société, leur appartenance de classe et leur sa subjectivité soit en mesure de prendre position de façon antagonique avec les Autorités et la vie sociale aliénée des métropoles. La constitution d'une telle communauté sociale est davantage possible au sein et autour des comités d'action locaux de LFI que des formes actuelles d'organisation proposées par les différentes chapelles de la « gauche radicale ». Rien que pour cela, le rejet mécanique de LFI comme « réformiste », sans comprendre la vacuité actuelle d'une telle position, est une manifestation de plus d'un détachement du monde populaire qui a placé tant de fois la « gauche radicale » française en position de posture et surtout d'imposture.

certaine gestion des rapports de force au sein du capitalisme. A ce titre, LFI bénéficie des mêmes conditions que ce qui a permis une certaine poussée de la « gauche radicale » en Europe suite à la crise de 2008. Cette crise a fragilisé des franges entières des classes moyennes, habituées à voter, auparavant peu inquiétées par la lente réduction de l'État social. Mais la rupture capitale est surtout marquée sur un autre terrain : celui de la manière dont les classes populaires doivent se définir et s'unir. Rien n'est plus instructif à ce sujet que le rejet par *toutes* les forces politiques instituées de la notion de « Nouvelle France » qui est le concept phare de LFI en vue des élections nationales de 2027. La « Nouvelle France » est en premier lieu une expression qui retourne un stigmate car elle répond à la thèse fasciste du « grand remplacement », une thèse fasciste qui dénonce comme un complot maléfique le remplacement de la « vraie France de souche » (les Blancs) par une population de millions de personnes issues des ex-colonies françaises (les Noirs et les Arabes). Cette conception est reprise par la « droite respectable » qui de Retailleau, ancien ministre de l'Intérieur de Macron, à Valérie Pécresse, présidente de la région Ile de France, parlent de « français de papier » pour désigner les enfants français qui ont un lien avec l'immigration africaine. La logique convergente du rejet de la notion de « Nouvelle France » même lorsque ce rejet n'est pas ouvertement raciste consiste à affirmer que LFI veut « fracturer » la France en inversant la promotion des identités : plutôt qu'une ancienne France blanche que prétendent défendre les identitaires de droite, LFI proposerait de découper le pays en catégories ethnico-raciales, en faveur des non-blancs. François Ruffin voit dans ce concept l'abandon des petites villes rurales et de la France périphérique des zones désindustrialisées. Le

PCF critique une dérive identitaire qui irait contre les tendances d'universalité de la gauche. Les plus « identitaires » accusent LFI d'identitarisme alors qu'ils définissent une France éternelle à laquelle on doit se conformer (surtout ne pas être musulman) ou une gauche anhistorique et abstraite synonyme d'universel (laquelle ? celle qui acceptait les statuts des travailleurs coloniaux ?) ou encore une France populaire qui exclut au moins un tiers de la classe ouvrière et du prolétariat actuel (surtout ne pas être livreur urbain, agent du soin, du nettoyage, de la logistique ou un magasinier en banlieue). Toutes les identités possibles de la « vraie » France sont brandies contre ce que porte LFI. Le refus de la « Nouvelle France » signifie que le prolétariat précarisé, la population dite post-coloniale des Zones Urbaines Sensibles, n'a pas à être mise en avant, valorisée, organisée et constituée en force politique et sociale. Dire que la vraie base populaire vient des zones périphériques, c'est abandonner ce que signifie une position de classe et la réalité des rapports sociaux qui peuvent reléguer en marge de la société que ce soit dans les banlieues ou dans le monde rural. Le territoire ne fait pas la classe et la classe elle-même n'est pas composée par des traits immuables ni dans son activité ni dans sa subjectivité politique. Le PCF de Roussel et les litanies de Ruffin s'arc-boutent sur une image des masses populaires et de la classe ouvrière qui ne peut que produire un discours réactionnaire au sens premier du terme. La Nouvelle France désigne finalement une politique qui part d'une réalité des changements au sein des masses populaires et de la composition de classe. C'est la désignation de ce qui est ici et maintenant et non ce qui existe dans des représentations anciennes de la classe ouvrière, celle de l'époque fordiste d'une France industrielle, qui occulte ce qu'est devenue la classe.

LA POLITIQUE DE FRONT; UNE NÉCESSITÉ TACTIQUE

Qu'est-ce qu'une politique de front aujourd'hui?

Nous sommes dans une période dans laquelle la combativité prolétarienne et populaire s'exprime de façon sporadique, irrégulière et sans grand mouvement social d'ensemble depuis l'épisode des Gilets jaunes et les émeutes à la suite de la mort de Nahel Merzouk. Le travail de front consiste à trouver les formes d'unité et de lutte afin de faire émerger et se renforcer une subjectivité révolutionnaire dans les masses populaires, afin de créer des espaces politiques et sociaux qui soient propres aux masses populaires, espaces qui sont les seuls garants d'une autonomie politique pour « ceux d'en bas ».

En termes généraux, il s'agit d'orienter notre action vers l'organisation de la résistance populaire à la crise multiforme de l'impérialisme. Il s'agit d'unir dans un front commun toutes les forces qui peuvent être mobilisées, de temps à autre et pour les raisons les plus diverses, contre les lois et mesures, les partis et les gouvernements soutenant le « programme commun » de la bourgeoisie

impérialiste. Ce « programme commun » est celui de l'*économie de guerre* qui a une dimension interne (la gestion des rapports de forces au sein de la société française) ou externe (les opérations militaires, blocus, sanctions, alliances internationales auxquels la France impérialiste participe). L'économie de guerre signifie la destruction progressive des concessions économiques, des garanties de droits sociaux et syndicaux et corrélativement la militarisation de la vie sociale, l'élargissement des cibles de la répression (comme on peut le voir dans le cas des poursuites pour apologie de terrorisme, dans la loi de présomption de légitime défense pour la police, dans l'explosion des gardes à vue ou la saturation des prisons). La lutte contre l'économie de guerre est le contenu essentiel de la politique de front à l'heure actuelle.

Participer à une politique de front consiste à rejoindre, renforcer et orienter les comités et assemblées populaires, les comités de lutte et d'action, qui luttent concrètement

contre le « programme commun ». Aujourd'hui, sur la scène politique des institutions bourgeoise, la dynamique de refus du « programme commun » est portée essentiellement par la LFI en France. Le déplorable dernier congrès du PCF a montré à quel point il était éloigné de cette lutte. Toutes les initiatives qui élargissent les contradictions sur le terrain institutionnel et en dehors, qui font faire un pas en avant à la conscience des masses, à la nécessité de la lutte contre la puissante mobilisation réactionnaire des masses, sont des initiatives à soutenir, à promouvoir et à intégrer. Plus que jamais, ce n'est pas la représentation subjective des forces anticapitalistes qui peut servir de critère et d'aiguillon (l'idée que se fait d'elle-même la gauche radicale en France est très éloignée de la réalité), mais ce qui est réellement fait, ce qui rassemble concrètement la classe ouvrière, dans ses différentes composantes, en particulier les couches les plus opprimées, et qui les mobilisent pour en faire un sujet politique qui affronte ses propres conditions de vie et de travail. Il s'agit pour les communistes d'être des cadres, des dirigeants du mouvement des masses, d'être « comme des poissons dans l'eau » au sein des quartiers populaires et des lieux de travail.

La politique de front exige de la créativité. Contrairement à l'imagerie véhiculée par les professionnels de l'anticommunisme, l'histoire du MCI (Mouvement Communiste International) montre une créativité constante dans les formes de lutte. L'aspect dominant dans l'histoire du MCI a été le rejet du dogmatisme et des formules sclérosées. Le mouvement socialiste allemand, les zones libérées chinoises, les foyers ruraux et urbains de la guérilla sud-américaine, les fronts de libération antifascistes, les mouvements insurrectionnels en Turquie : dans chaque sommet de l'expérience communiste, l'inventivité révolutionnaire a été présente que ce soit pour l'accumulation des forces, les tactiques et stratégies militaires ou les formes politiques d'alliances. Toute l'expérience de la première vague des révolutions prolétariennes qui parcourt le XX^{ème} siècle de 1917 à 1991 en montre mille et mille exemples. Seule l'hégémonie de la culture bourgeoise de gauche peut gommer l'importance de ce patrimoine et des leçons à en tirer. La culture bourgeoise de gauche, celles de tous les courants libertaires, autonomes, sociaux-démocrates, postmodernes, dénie une quelconque valeur à ces expériences humaines qui ont pourtant mobilisé et orienté des milliards de vies vers les objectifs du socialisme, en dehors des standards et du type de vie de l'aliénation capitaliste. La première condition de la créativité politique est le rejet conscient de la culture bourgeoise de gauche.

La seconde condition est l'analyse minutieuse de la situation concrète. La situation concrète s'impose contre tous les schémas et exige un esprit de créativité révolutionnaire. Nous devons 1) comprendre ce que signifie une politique de front pour les communistes et 2) comprendre les spécificités de la politique de front aujourd'hui. Dans son histoire, la tactique de front est avant tout défensive même s'il est possible d'envisager son aspect offensif. La tactique du *front unique prolétarien* (au sein de la classe ouvrière) est née du reflux de la vague révolutionnaire en Europe de 1917-1920. Dans ces conditions, les revendications essentielles pour la classe ouvrière et la nécessité de s'implanter plus avant dans les masses pour le MCI exigent une tactique qui ne repose plus sur la seule préparation du soulèvement armé et la rupture prioritaire avec la social-démocratie qui en 1920 désigne des partis organisateurs de la classe ouvrière

et non comme aujourd'hui une représentation des « classes moyennes » par une cohorte de notables immédiatement au service de l'impérialisme. Ce que recherche la III^{ème} Internationale dès 1919, c'est un ensemble de méthodes pour concilier la lutte pour la dictature du prolétariat et la lutte unitaire pour des revendications immédiates. Cette tactique de *front unique prolétarien* a eu comme effet de transformer les PC en parti de masse. Le parti est à la fois un parti de cadres, de révolutionnaires professionnels dont l'action est subordonnée à la préparation de la rupture révolutionnaire et un parti d'organisation de la classe ouvrière. La première période de la tactique du front unique est une période de stabilisation du capitalisme et donc de risque d'être isolé au sein de la classe ouvrière. Cette situation est celle qui fait suite aux reflux des expériences révolutionnaires d'Allemagne (république des conseils ouvriers), de Hongrie ou d'Italie (1920-1921). Le parti communiste est à la fois une organisation militaire et un instrument historique d'organisation de la classe. La lettre de la Centrale du PCA (Allemagne) invitant à l'unité d'action, le congrès de Libourne en Italie et l'action de mars 1921 en Allemagne et son revers furent les différents moments de l'apparition de la « nouvelle tactique ». Le III^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste, 22 juin-12 juillet 1921, entérine cette orientation avec le mot d'ordre : « Allez aux masses ». La première expérience de front est donc celle d'une ligne qui permette de surmonter le reflux de la vague révolutionnaire. Elle est limitée aux organisations qui se réclament du mouvement ouvrier.

La seconde expérience de front est bien mieux connue. C'est celle du combat antifasciste, c'est la tactique du *front populaire antifasciste démocratique* (alliance de la classe ouvrière et d'autres classes face à la montée des forces fascistes en Europe). Le front populaire va naître dans une situation de crise générale du capitalisme qui succède à la stabilisation des années 1920 dans la plupart des centres impérialistes (à l'exception notable de l'Allemagne). Georges Dimitrov, rappelle au VII^{ème} Congrès de l'IC, du 25 juillet au 21 août 1935, que la tactique du front populaire (défense des droits démocratiques face au fascisme) doit s'articuler avec le seul objectif stratégique : la dictature du prolétariat et l'avènement de nouveaux pays socialistes (article I des statuts de l'IC en 1919). C'est « l'oubli » de cette dimension qui orientera les interprétations de droite de la tactique du front populaire par les dirigeants du mouvement communiste en France et en Italie au cours et à l'issue de la guerre antifasciste. Cette limite va se reproduire dans une autre période, celle des années 1970. Au Chili, les comités de ravitaillement ont rapidement été liquidés au nom de la démocratie parlementaire tout comme les noyaux révolutionnaires dans l'armée ou les conseils de travailleurs. Au Portugal, la souveraineté de la Constituante a également pris le pas sur les commissions ouvrières. Il ne faut pas interpréter ces échecs à la manière formaliste et trotskiste d'une défaite de la démocratie directe ouvrière mais d'une absence de pouvoir autonome, seule condition d'un pouvoir réel des masses populaires. Quoi qu'il en soit, là encore, la tactique de front est défensive. Elle repose sur l'implantation et le renforcement d'une subjectivité communiste au sein des masses (les PC influencent alors réellement des millions de membres des classes ouvrières européennes).

La troisième forme de front concerne la lutte dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux. C'est la tactique du *front uni anti-impérialiste* mise en place par le Parti Communiste Chinois lors des différentes phases de la révolution chinoise (des

bases rouges de 1928 à la prise de pouvoir de 1949). Cette tactique consiste à s'allier militairement aux forces qui s'opposent à l'occupation impérialiste et au féodalisme sans pour autant soutenir la perspective socialiste. Cette alliance implique une indépendance politique, et même territoriale dans le cas de la Chine (les fameuses « zones libérées »), des forces communistes. A nouveau, la dominante est défensive même s'il est évident que l'aspect offensif est aussi présent puisque la forme principale de lutte est la lutte armée et que les zones libérées instaurent un pouvoir ouvrier-paysan et redistribuent les terres aux collectifs qui les travaillent.

D'une façon générale aujourd'hui, on ne peut que remarquer l'absence de cerveau et de centre de la révolution prolétarienne mondiale et à l'échelle nationale, l'absence d'un centre révolutionnaire consistant et profondément implanté dans les secteurs clés du prolétariat. Cette situation est bien connue depuis les années « chaudes » de la décennie 1965-1975. Depuis 50 ans, la question de la reconstruction du mouvement révolutionnaire dans les centres impérialistes est posée et à résoudre. Dans ces conditions, la politique de front en France aujourd'hui peut néanmoins exister pour les forces subjectives communistes. Elle consiste à articuler la dimension défensive (lutter contre les diverses dimensions de la fascisation actuelle en créant ou en s'impliquant dans des comités d'action) et offensive (organiser de façon antagonique avec le pouvoir de la bourgeoisie impérialiste ceux que l'on a appelé les damnés de la France).

Pour résumer nous dirons que la politique de front consiste aujourd'hui à :

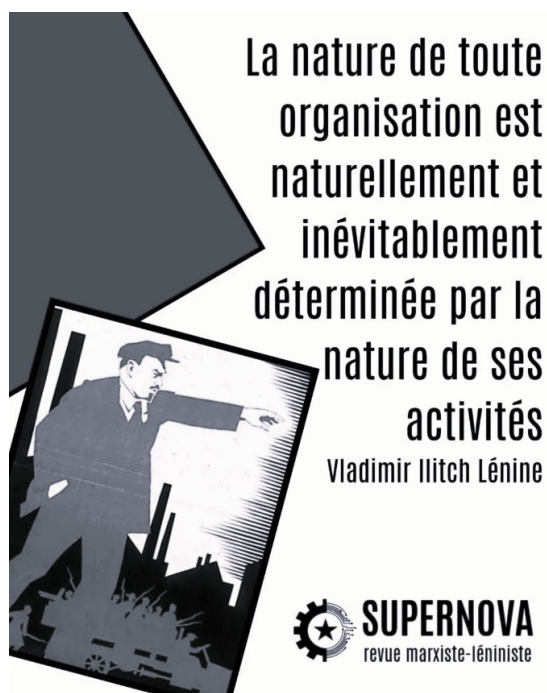
- unir toutes les forces qui luttent contre le programme commun» de la bourgeoisie impérialiste

- participer et organiser des forces là où les masses populaires ont commencé à s'organiser, principalement dans les quartiers populaires, dans les lieux de travail et dans les divers comités d'action et de lutte.

- rejeter les styles d'engagement stéréotypés et proposer de façon créative des formes de lutte qui correspondent à la subjectivité combative des masses populaires telles qu'elles sont et non à la culture bourgeoise « de gauche »

- En faisant front, en favorisant l'organisation populaire, les éléments défensifs (la lutte contre l'économie de guerre) se transforment en éléments offensifs (la lutte pour le socialisme)

Il n'existe pas de recettes toutes faites, mais des terrains d'expérimentation adaptés à la réalité actuelle de la métropole impérialiste, traversée par des processus de crise et de nouvelles contradictions.



LE CAPITALISME “FEODAL”, “TRIBUTAIRE”, “TECHNO”: THÉORIE ERRONÉE, ENJEU VÉRITABLE

LFI a réussi là où de nombreuses expériences et forces sociales, syndicales et politiques n'ont jamais abouti : s'implanter dans les quartiers populaires des grands centres urbains. Cela ne peut pas être généralisé à toutes les réalités urbaines en France, mais c'est un fait qu'elle a réussi à donner une perspective politique aux contradictions qui traversent les grandes banlieues de la métropole impérialiste française. La campagne menée par LFI sur la question des violences policières

est un acte concret, qui met en avant une dimension de classe bien précise. La définition même de la « Nouvelle France » se veut, dans les limites de la compatibilité capitaliste, une tentative de donner un rôle central à une partie de la population, écrasée par les mécanismes néocoloniaux et « classistes » des classes dominantes françaises.

Les critiques que LFI reçoit souvent de la part des secteurs communistes et de la gauche prolétarienne

sont mal posées. On critique le choix parlementaire de LFI, ainsi que la « neutralité » de l'État impérialiste. Ce sont des critiques justifiées, mais elles sont « mal posées ».

Un « parti-mouvement » comme LFI naît en tant que force politique au sein de la « démocratie impérialiste » et on ne peut pas reprocher à une force qui se déclare non « révolutionnaire » de ne pas être « révolutionnaire ». En tant que communistes, la défense du marxisme est importante, mais uniquement lorsque le marxisme est une science de la transformation et non une simple lecture scolaire...

La critique la plus importante que nous devons adresser à LFI ne se situe pas sur le plan tactique et organisationnel, mais bien sur les fondements interprétatifs du monde, sur son plan idéologique. Et c'est sur ce plan que doit se concentrer notre critique.

Les critiques qui ont été formulées à l'encontre de LFI, comme par exemple l'opposition entre le PCF, qui se présente comme un parti « ouvrier », et LFI, considéré comme un parti-mouvement des quartiers populaires, ou encore l'accusation de « populisme » portée par les sectes trotskistes, gardiennes de la « pureté » révolutionnaire et de l'identité de « classe », sont pour nous fondamentalement « stupides ». Le PCF mythifie une classe ouvrière française qui n'a jamais existé dans la métropole impérialiste. L'idée révolutionnaire des sectes trotskistes consiste à proposer à nouveau un syndicalisme révolutionnaire ou un assembléisme lié davantage à la mythologie étudiante qu'à une confrontation directe sur ce que signifie briser l'appareil d'État.

D'autres secteurs de la gauche ont critiqué LFI, de manière moins banale que le PCF ou les trotskistes, tout en restant toutefois attachés à des visions essentiellement « syndicalistes » et « sociologiques » de la classe. La classe est considérée uniquement sous l'angle d'une vision « productiviste » et non comme un élément social dynamique.

La classe prolétarienne vit de son salaire et, par conséquent, ceux qui ont la possibilité de ne pas vivre exclusivement de leur salaire n'en font pas partie. Cela vaut également lorsque le travailleur, disposant d'un salaire plus que suffisant pour sa simple survie, a également la possibilité d'épargner : il peut donc percevoir des revenus sous forme d'intérêts et peut-être même acheter une petite maison, en tirant parti de son revenu relatif. Ce n'est plus le prolétaire qui « n'a rien d'autre à perdre que ses chaînes », comme le décrit Marx, car il a désormais quelque chose à

défendre dans ce mode de production. Et cela est particulièrement pertinent précisément lors des crises économiques et sociales les plus graves.

En ces moments de bouleversements sociaux, l'être humain fait valoir ses intérêts par l'action politique non pas en tant que membre d'une « catégorie de producteurs », mais d'une classe sociale. La classe ne doit pas être considérée comme un simple agrégat de catégories productives, mais comme un groupe homogène d'individus dont les conditions de vie économique présentent des similitudes fondamentales. Le prolétaire n'est pas le producteur qui exerce certains métiers, mais l'individu qui se distingue par l'absence de possession des moyens de production et par la nécessité de vendre sa force de travail pour vivre. On pourrait même avoir un ouvrier régulièrement organisé au sein de sa catégorie, qui soit en même temps un petit propriétaire foncier ou un « capitaliste ». Nous avons affirmé que les conditions d'appartenance à la classe prolétarienne ne sont pas déterminées exclusivement par la nature du travail effectué, mais par des conditions de vie caractérisées par l'absence de toute réserve. Cela ne doit pas conduire à l'affirmation erronée selon laquelle chaque secteur du prolétariat participe de la même manière à la création de valeur dans le capital. Un autre aspect est l'armée industrielle de réserve : il s'agit de la classe ouvrière non employée, mais qui reste prolétarienne.

Le développement des mouvements sociaux, syndicaux et politiques prend une véritable dimension de rupture lorsqu'il se confronte à l'État impérialiste, à l'appareil de domination des classes dominantes. Et ce n'est qu'au sein de cette dynamique que la recomposition de classe se concrétise, car elle devient manifestation de l'autonomie prolétarienne, c'est-à-dire du rôle moteur des masses populaires. Ce processus ne tombe pas du ciel, mais résulte d'un ensemble de facteurs subjectifs et objectifs.

LFI a raison de ne pas réduire la classe à la classe ouvrière au sens strict, mais se trompe en même temps car elle analyse la composition de classe aujourd'hui à travers un prisme lié à ces mêmes courants politiques libéraux-impérialistes qu'elle pense combattre... faisant ainsi disparaître le concept même de classe et, par conséquent, celui de transformation socialiste de la société.

La réduction de la classe ouvrière (au sens strictement industriel), loin de marquer le déclin de sa centralité, comme le soutiennent les opportunistes de l'ancienne et de la nouvelle génération, est un symptôme de la

diminution du temps de travail nécessaire à la production et à la reproduction des conditions matérielles de vie des hommes. De cette manière, elle fait du renversement de sa propre condition sociale une question encore plus centrale, une pierre de touche et une synthèse de la transformation que la société bourgeoise porte en elle. Et comme le renversement de la condition sociale de la classe ouvrière ne peut être que le fruit d'un mouvement de la classe ouvrière elle-même, cela confirme également sa centralité politique et révolutionnaire. Pour LFI, en revanche, il existe une fin de la classe ouvrière (industrielle) qui équivaut à la fin de la classe et donc du processus révolutionnaire.

Le fordisme, l'intégration entre la classe et l'État dans le compromis issu de la Seconde Guerre mondiale, ont été des facteurs qui ont caractérisé le monde occidental, et c'est un fait avéré. L'idée même d'une classe prolétarienne intégrée a représenté le signe de la faiblesse de la gauche occidentale, qui renonçait à l'alternative socialiste au profit du capitalisme. Le déclin du marxisme-léninisme en Occident trouve son origine dans cet élément.

Cependant, la classe n'est pas un élément statique, et les processus mêmes d'intégration se transforment en dé-intégration. Le développement impérialiste, avec la nouvelle concurrence mondiale et l'automatisation de l'organisation du travail, a rendu encore plus contradictoire et conflictuelle la relation entre le Sud et le Nord du monde, et a créé une nouvelle polarisation sociale qui traverse les métropoles impérialistes elles-mêmes.

Réduire la classe à un sujet syndical, concevoir la transformation comme un « équilibre » sans rupture, donc sans processus révolutionnaire, relève essentiellement du mythe d'une société où il s'agit simplement de réduire les déséquilibres, mais non de remettre en cause les fondements mêmes de la société. Cette approche trouvait dans le « socialisme du XXI^e siècle » son point théorique et politique le plus avancé de ces vingt dernières années. Le mythe du socialisme du XXI^e siècle n'a même pas duré une décennie ; il a été vaincu précisément en raison de sa faiblesse idéologique, qui se traduisait par une faiblesse politique. Pour n'avoir pas accepté la confrontation en cours dans un monde où la concurrence mondiale déclenche une nouvelle lutte des classes.

On refusait la lutte des classes au sens léniniste, l'analyse de la société dans son ensemble, l'identification des contradictions, la relation entre le

général et le particulier, l'analyse de l'État et des relations impérialistes. Se réapproprier la pensée léniniste (marxiste-léniniste) ne signifie pas adopter une approche extrémiste (fondamentalement antipolitique) ou mythologique (qui envisage un passé-présent immuable), mais cela signifie utiliser tous les moyens nécessaires dans la lutte politique et sociale. Non pas comme une simple dimension de propagande, mais comme un espace de combat politique, tant sur le plan légal qu'illégal. Aujourd'hui, ce facteur devient encore plus visible, dans une situation où la justice et le droit s'éloignent de plus en plus l'un de l'autre.

LFI a raison dans sa tentative d'être une force politique d'une « nouvelle France », en ayant identifié certains secteurs sociaux, mais elle part de prémisses erronées qui la rendent inévitablement incapable d'adopter le socialisme comme horizon stratégique.

La critique doit être intransigente à l'égard de ceux qui pensent que rien ne change, en reprenant les schémas du passé, mais elle doit l'être tout autant à l'égard des tendances modernistes. Il est important pour nous de critiquer les tendances qui parlent aujourd'hui d'un « nouveau capitalisme » : du techno-capitalisme au capitalisme féodal, etc. Car derrière cette recherche légitime de compréhension de la réalité se cache le vieux réformisme, qui justifie les rapports sociaux capitalistes, avec leur division de classe et l'impossibilité du socialisme. Et c'est sur ce plan que nous pensons devoir concentrer notre critique à l'égard de LFI et de ses repères interprétatifs.

D'un point de vue marxiste, le terme « techno-capitalisme » ou « capitalisme féodal » ou « capitalisme tributaire », si on l'accepte en tant que terme, doit être considéré davantage comme la description d'une phase historique du capitalisme que comme un nouveau mode de production. L'accent mis sur la technologie risque de masquer la relation sociale fondamentale : le capital continue de dominer le travail, quels que soient les outils techniques utilisés.

LA TECHNOLOGIE NE REMPLACE PAS LE RAPPORT CAPITAL-TRAVAIL

Pour Marx, ce qui définit le capitalisme, ce n'est pas le niveau technologique, mais le fait que : les moyens de production sont la propriété privée du capital ; les travailleurs vendent leur force de travail ; le profit provient de la plus-value extraite du travail.

Les ordinateurs, l'intelligence artificielle, les robots et les plateformes numériques modifient les formes de production, mais n'abolissent pas ces rapports. Marx

écrit dans les Grundrisse : « La machine n'est pas plus une catégorie économique que ne l'est le bœuf qui tire la charrue. » La technique n'acquiert une signification économique qu'au sein de certains rapports sociaux, et non l'inverse. Les changements technologiques réels ne constituent pas un nouveau mode de production. La technologie modifie la forme de la production, mais pas le rapport social fondamental.

LE « TECHNOCAPITALISME » EST-IL UN NOUVEAU CAPITALISME ?

Capitalisme numérique, capitalisme des plateformes, capitalisme cognitif, technocapitalisme : ces termes peuvent suggérer l'existence d'un capitalisme qualitativement différent de celui analysé par Marx. On oublie toutefois que le profit continue de provenir de l'exploitation du travail, que la loi de la valeur continue d'opérer, et que la concurrence et l'accumulation restent le moteur du système. Ce sont les « formes » concrètes qui changent, et donc aussi en partie la composition de classe, mais pas la logique fondamentale.

LA TECHNOLOGIE RENFORCE LA SUBSOMPTION DU TRAVAIL

Marx faisait la distinction entre la subsomption formelle et la subsomption réelle du travail au capital. Subsomption formelle et réelle des activités économiques dans le capital : le capitalisme a subsumé les activités productives existantes dans les modes de production antérieurs et en a créé de nouvelles ; il produit des biens qui étaient déjà produits auparavant – alimentation, habillement, logement, etc. – et des biens qui n'étaient pas produits auparavant : radio, services de santé, transports, Internet, etc. Les activités productives déjà existantes ont subi un processus de subsomption formelle ou de subsomption réelle. La subsomption formelle consiste en l'absence de variations dans le contenu du processus de travail, mais en la transformation du rapport entre le travailleur et le reste de la société. Par exemple : le paysan passe du travail de sa propre parcelle de terre pour l'autoconsommation ou au service du noble féodal, au travail pour un capitaliste ; devenant ainsi un salarié et un ouvrier agricole. Son travail, cependant, reste pour l'instant inchangé. La subsomption réelle consiste en la transformation, par le capitaliste, du contenu du processus de travail : il introduit de nouveaux rythmes de travail, augmente (ou réduit) le nombre de travailleurs, les regroupe en entreprises, les fait travailler ensemble sur des chaînes de montage, adopte de nouvelles machines, modifie ce qui est

produit, etc., afin d'accroître la valorisation du capital (augmenter la productivité du travail). Par exemple, dans ce cas précis, l'agriculteur passe d'un travail sans machines, avec une utilisation réduite d'engrais et une culture non intensive, etc., à un travail avec des outils modernes, l'utilisation de produits chimiques, une productivité plus élevée, moins de pauses, etc.

L'automatisation, les algorithmes et le contrôle numérique constituent une extension de la subsomption réelle : surveillance continue, mesure permanente de la productivité, gestion algorithmique des travailleurs, intensification des rythmes. Au sein du processus de production capitaliste, la technologie reste un instrument de commandement du capital.

L'ILLUSION DE LA « FIN DU TRAVAIL »

Les théories sur le « techno-capitalisme » affirment que le travail serait voué à disparaître et que l'IA produirait de la richesse de manière autonome. Le marxisme nous enseigne que seul le travail vivant produit de la valeur nouvelle ; les machines transfèrent au produit la valeur déjà incorporée, mais ne créent pas de plus-value. L'automatisation peut réduire le travail nécessaire dans certains processus de production, mais elle n'élimine pas le rôle du travail vivant dans l'économie globale. Ce qu'elle engendre au sein du capitalisme, c'est une augmentation de l'armée industrielle de réserve, ce qui accélère les contradictions dans la lutte des classes. Ces théories soulignent un aspect correct, mais elles n'en saisissent pas les dimensions politiques et les perspectives. Le socialisme n'est pas une idée, mais naît au sein même des contradictions du capitalisme. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à un capitalisme vieillissant et obèse, où l'enveloppe sociale (la division de classe) empêche l'émergence d'un nouveau mode de production (le socialisme). Les signes avant-coureurs que l'on peut déceler dans le capitalisme impérialiste – Lénine parlait de l'impérialisme comme d'une « phase de transition vers le socialisme » – ne doivent pas être considérés de manière messianique ou « catastrophiste » ; c'est toujours la combinaison de facteurs subjectifs et objectifs qui permet le développement de la lutte des classes et donc du socialisme lui-même. L'automatisation accentue donc la contradiction du capitalisme et met en évidence son caractère archaïque, mais elle ne « détruit » pas automatiquement le capitalisme. Si le capital constant (les machines) augmente, le travail vivant diminue relativement, ce qui tend à réduire la source de la plus-value. Cela alimente la tendance à la baisse du taux de

profit. Ce sont précisément les innovations technologiques qui peuvent aggraver cette contradiction au lieu de la résoudre.

LE FÉTICHISME DE LA TECHNOLOGIE

Selon Marx, dans le capitalisme, les relations sociales apparaissent comme des relations entre des choses. Dans le « techno-capitalisme », ce fétichisme prend de nouvelles formes : on dirait que ce sont les algorithmes qui décident, que c'est l'intelligence artificielle qui commande, que ce sont les données qui créent la richesse. Cependant, derrière les logiciels, les données et l'IA se cachent : le capital investi, le travail humain (programmeurs, annotateurs de données, opérateurs logistiques, techniciens de maintenance, etc.), les rapports de propriété... avec leur contrôle respectif et leur fonction idéologique (la défense du présent et des rapports sociaux actuels)

LA CONCENTRATION DU CAPITAL N'EST PAS UN PHÉNOMÈNE NOUVEAU

Les grandes entreprises technologiques (Google, Amazon, Meta, Microsoft, Apple, Tencent, Alibaba, etc.) sont souvent considérées comme une nouveauté absolue. D'un point de vue marxiste, elles représentent plutôt une concentration et une centralisation supplémentaires du capital, une tendance déjà identifiée par Marx et développée par la suite par Lénine dans son analyse de l'impérialisme. Leur position monopolistique n'élimine pas les lois du capitalisme. Ces grandes entreprises se font concurrence pour le profit : elles investissent du capital, recherchent des rendements élevés et sont soumises aux cycles économiques. Amazon, par exemple, n'est pas un nouveau grand seigneur féodal : c'est une entreprise capitaliste moderne, qui détient une position monopolistique et un pouvoir économique considérable.

LE CAPITALISME « TRIBUTAIRE »

Le concept de capitalisme fiscal tend à confondre le mécanisme fondamental de l'exploitation capitaliste avec les modalités politiques et fiscales de répartition de la plus-value. L'État, la fiscalité et les rentes peuvent modifier le fonctionnement concret du capitalisme, mais ils ne remplacent pas la relation sociale fondée sur le travail salarié et la production de plus-value. Le profit ne provient pas de la fiscalité, de la rente publique ou de l'intervention de l'État. L'État peut redistribuer la plus-value ; il peut favoriser certaines fractions du capital ; il peut transférer la richesse. Mais il ne crée pas la plus-value. La plus-

value continue d'être produite dans la sphère de la production capitaliste. Le mécanisme fiscal et financier qui caractérise aujourd'hui le capitalisme reste un phénomène lié au développement du capitalisme monopolistique, financier ou impérialiste, plutôt qu'à l'émergence d'un nouveau type de capitalisme « tributaire ».

L'ÉCONOMIE DES DONNÉES NE DÉPASSE PAS LA LOI DE LA VALEUR

On entend souvent dire que « les données sont le nouveau pétrole ». Cependant, les données ne produisent pas automatiquement de valeur ; elles n'acquièrent de la valeur que si elles sont intégrées dans des processus de valorisation du capital ; leur collecte et leur analyse nécessitent des infrastructures, du travail et des investissements. L'IA peut augmenter considérablement la productivité, mais elle ne crée pas de nouvelle valeur ; l'IA est une forme encore plus sophistiquée de capital constant. Par conséquent, même si l'IA remplace de nombreux travailleurs, elle ne peut pas être la source du profit. L'idée selon laquelle une technologie plus avancée pourrait produire un capitalisme plus stable et plus harmonieux est fausse. La productivité augmente, mais les investissements ralentissent, la rentabilité reste problématique et les crises de surproduction et financières continuent de se produire. Les crises que traverse le capitalisme découlent des contradictions de la production capitaliste, et non d'une insuffisance technologique.

Parler de « nouveau capitalisme » n'est utile que si cela désigne une configuration historique particulière du capitalisme. Cela devient en revanche problématique lorsque cela laisse entendre que la technologie a remplacé les catégories fondamentales de l'analyse marxiste. La technologie modifie l'organisation de la production, les formes de contrôle du travail et la composition du capital, mais elle n'élimine pas les rapports sociaux de production fondés sur la propriété privée des moyens de production, le travail salarié et l'extraction de la plus-value. Dans cette perspective, le « techno-capitalisme » ne constitue pas un nouveau mode de production, mais une phase du capitalisme dans laquelle l'innovation technologique est mise au service de l'accumulation du capital. La « révolution numérique » doit être interprétée à la lumière de la loi marxiste de la baisse tendancielle du taux de profit. Plus d'automatisation + plus d'automatisation + plus de capital constant + moins de travail vivant + moindre

production de plus-value + pression sur le taux de profit + crise et difficultés d'accumulation

L'automatisation ne représente pas une issue aux contradictions du capitalisme, mais une intensification de celles-ci. Ce n'est pas un hasard si l'automatisation est interprétée de manière complètement différente entre le pôle impérialiste et la Chine. La Chine est une société de marché socialiste, traversée par d'innombrables contradictions et donc par la lutte des classes elle-même ; cependant, son orientation politique socialiste la place face aux mécanismes de l'automatisation d'une manière différente des autres pays impérialistes, en commençant à envisager des formes sociales de masse détachées du « travail ». Il ne s'agit pas ici de littérature libertaire, mais d'une planification qui prend en compte les défis de la modernité. Aujourd'hui, il ne suffit donc pas de combattre les mouvements réactionnaires de masse, anciens et nouveaux (une bataille dans laquelle LFI est en première ligne), mais il faut inscrire la question du socialisme au cœur des contradictions actuelles. Dans un ordre social ancien et injuste, le désordre est le premier pas vers un nouvel ordre social juste (le socialisme). Au sein de ce processus, les communistes et la gauche prolétarienne en général jouent un rôle

fondamental dans la métropole impérialiste française, s'ils parviennent à saisir les aspects dynamiques d'une politique de front qui trouve nécessairement en LFI l'un de ses principaux pôles organisationnels.



«TOUS ANTISÉMITES»...

La portée du nom Palestine sur le front intérieur

À la suite de l'opération «déluge Al Aqsa» dirigée par les forces combattantes palestiniennes de Gaza, le 7 octobre 2023, le soutien des Insoumis à la cause palestinienne et la dénonciation constante du génocide à Gaza par LFI en ont fait la cible désignée de tous les réactionnaires. La solidarité avec la Palestine est un test et une ligne de démarcation d'autant plus brutale qu'elle dépasse largement la position sur la politique internationale, sur le conflit entre le colonialisme israélien et les peuples arabes et iranien. En accusant les Insoumis d'antisémitisme endémique et en reliant cette prétendue position à la volonté d'obtenir le soutien des banlieues, des quartiers populaires et des français descendants de l'immigration, la macronie, la droite et l'extrême-droite française font d'une pierre deux coups. Elles

justifient le ralliement ou la neutralité d'un électorat modéré à l'arrivée au pouvoir du RN (Rassemblement National) tout en le lavant du soupçon de racisme. D'autre part, elles permettent de criminaliser l'expression anti-impérialiste, en particulier celle qui est portée par les habitants des quartiers populaires. Une politique d'alliance bourgeoise d'un côté, une attaque contre l'expression politique des masses populaires de l'autre. Ce double objectif peut être affiché sans fard comme c'est le cas de la ministre Aurore Bergé, qui en février 2026 a invité le RN à faire barrage à LFI, un parti qu'elle a qualifié « d'anti-France ». Le « barrage républicain » serait ainsi passé d'une opposition consensuelle à l'extrême droite à une

alliance avec elle contre la gauche de « rupture » incarnée par LFI.

L'accusation d'antisémitisme a des fonctions troubles et variables. Mais, en France, c'est le critère majeur, pour certains le seul, qui permet de placer une expression politique dans l'absolument infréquentable. L'antisémitisme joue le rôle de ce qui est absolument délégitimé contrairement au racisme colonial qui est toujours accepté comme une opinion soutenable et non condamnable pénalement (« la colonisation n'est pas un crime » selon la déclaration d'Edouard Philippe, ancien premier ministre du camp « modéré »). Dans les années 1980, Le Pen père pouvait inciter au meurtre des immigrés et au nettoyage ethnique de la France sans que cela ne l'interdise de s'exprimer sur la scène publique mais sa remise en question du génocide des juifs d'Europe constituait la « ligne rouge », celle où soi-disant il tombait le masque. Son apologie du colonialisme, de la torture en Algérie, à l'apartheid sud-africain ne faisait pas de lui un paria. Son antisémitisme tout à fait avéré, si. Le consensus bourgeois consistait alors à faire du rejet de l'antisémitisme ce qui permettait de se débarrasser du soupçon de collaboration historique dans la destruction de juifs d'Europe. Il était l'argument inusable qui permettait de donner une caution morale aux électeurs qui ne votaient pas désormais pour garder le statu quo ou des avantages fiscaux mais pour « sauver la République » de l'extrême-droite fascisante.

La dénonciation étatique et médiatique de l'antisémitisme ne joue plus du tout le même rôle que dans les années 1980. Le « cordon sanitaire » contre l'extrême-droite n'est plus la priorité de la classe dirigeante. C'est le contraire puisque l'intégration du RN (Rassemblement National) dans les cercles du pouvoir est à l'ordre du jour. Dès lors, le rejet officiel de l'antisémitisme ne relève pas seulement de l'opération de blanchiment des crimes de la seconde guerre mondiale mais il permet aussi de renforcer l'alliance programmatique entre la bourgeoisie du centre au pouvoir et son challenger d'extrême-droite.

En un siècle, la bourgeoisie impérialiste française est passée de l'adhésion commune et acceptable à l'antisémitisme, qu'elle a répandu dans tous ses relais d'opinion et par là même diffusé dans toutes les couches de la société, à un philosémitisme officiel. Mais il existe pourtant une continuité dans cette rupture apparente. Dans les deux cas, cela se fait au nom d'une apologie de l'Occident. Dans les deux cas, on veut faire de la population juive et du mot « juif » une réalité à part, exceptionnelle. Soit en négatif, à détester, comme ce qui peut détruire les nations, soit en positif, à valoriser comme le centre actif des « valeurs occidentales ». Le mot « juif » est

toujours utilisé de façon instrumentale par les classes dominantes.

L'antisémitisme est une notion qui se présente comme évidente mais Mark Mazower montre dans son livre *Métamorphoses de l'antisémitisme* (2025) qu'il n'en n'est rien. De 1880 à nos jours, cette notion a été utilisée de manière contradictoire selon les époques et les situations politiques. Essentiellement, le terme est utilisé sous deux grands registres : le préjugé ethnique et social d'une part et les critiques de l'Etat d'Israël d'autre part. Du XIX^{ème} siècle à 1914, les juifs européens vont s'émanciper, c'est-à-dire qu'ils obtiennent des droits civiques et ne sont plus traités administrativement comme une communauté à part. Cette assimilation est confrontée à un contre-courant antisémite qui refuse de faire des juifs des citoyens comme les autres. Le pogrom de Kichinev en 1903 ou l'affaire Dreyfus en France font partie de cette période durant laquelle l'antisémitisme se nourrit des accusations chrétiennes habituelles mais aussi du nationalisme ethnique et du « socialisme des imbéciles » qui détourne la lutte anticapitaliste vers la seule « finance juive ». De 1914 à 1945, l'antisémitisme est d'abord stimulé par la peur de l'extension de la révolution bolchévique, les juifs étant perçus comme majoritairement acquis aux idées socialistes et ennemis des Etats-nations monoethniques. L'antisémitisme devient une politique d'Etat jusqu'à la destruction de la quasi-totalité des juifs européens par les nazis. Après la seconde guerre mondiale, les structures et organisations antisémites sont démantelées et interdites.

Dès lors, la création de toutes pièces d'Israël va modifier l'usage du concept d'antisémitisme. En 1974, l'Anti-Defamation League (1974), une influente organisation juive américaine, propose de redéfinir la notion d'antisémitisme dans un ouvrage *The New Anti-Semitism*. L'antisémitisme ne doit plus être compris comme une accumulation de préjugés et de haine contre les populations juives mais comme l'ensemble des actes et des paroles hostiles à Israël. Dès lors, les mouvements anti-impérialistes peuvent être qualifiés d'antisémites dès qu'ils refusent la colonisation de la Palestine. Le but des organisations sionistes, de droite comme de gauche, est de faire accepter l'idée d'un lien indissoluble entre les juifs du monde et « l'Etat juif ». C'est cette idée qui permet d'assimiler antisémitisme et antisionisme. Ainsi, une organisation intergouvernementale fondée en 1998, l'Alliance Internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA) a produit une définition de l'antisémitisme qui a vocation à être introduite dans les législations nationales. Cette définition inclut les critiques virulentes de la politique israélienne.

En France, en 2026, le gouvernement a pour projet explicite, à travers le projet de loi Yadan et

désormais projet de loi Bergé d'adopter dans la loi cette définition de l'antisémitisme afin de renforcer la répression des voix solidaires de la Palestine occupée. Aujourd'hui la menace viendrait de la solidarité avec la Palestine qui est assimilée par les tenants de l'hégémonie capitaliste et de son ordre international à de l'antisémitisme. Il suffit de dire que la solidarité avec la cause palestinienne met en danger les concitoyens juifs pour intégrer et légitimer pleinement une extrême-droite récemment convertie au philosémitisme par son rejet des musulmans. Le principal vecteur de la haine anti-juive en Europe devient subitement un partenaire respectable de la lutte contre le prétendu « nouvel antisémitisme » qui rôderait dans les banlieues et contaminerait la jeunesse étudiante indignée par le génocide à Gaza. La dénonciation de l'antisémitisme est devenue une véritable opération d'alchimie et d'amnésie, la boue se transforme en or. Le tour est joué. Les racistes patentés deviennent de formidables antiracistes républicains par la magie du philosémitisme d'Etat. Ce qui peut rapprocher aujourd'hui les extrêmes-droites européennes des dirigeants sionistes n'est pas uniquement l'islamophobie, ciment idéologique majeur de l'époque. C'est aussi une conception de la nation prise sur une base ethno-raciale, une sacralisation de la vision ethnique de la nation (Israël s'est auto-proclamé « Etat nation du peuple juif » selon la loi de 2018, donc une nation avec des droits exclusifs pour une certaine base ethno-religieuse). Le troisième point commun est la défense de l'Occident impérial, la frontière Est de l'Europe et des USA se trouvant sur le Jourdain. Que devons-nous retenir d'essentiel dans cette configuration ? La dénonciation officielle de l'antisémitisme en Europe et aux USA vise désormais quasi exclusivement la solidarité avec la Palestine. Elle remplit ainsi une fonction de classe au moins double : 1) la démonisation de la résistance palestinienne qui inspire pourtant par son endurance et son sacrifice tous les peuples opprimés du monde 2) la criminalisation ici au cœur des métropoles impérialistes, des aspirations et des luttes des couches populaires non blanches immigrées et de leurs soutiens. C'est donc un outil crucial de la fascisation en cours. Il n'est pas inutile de rappeler qu'un cordon ombilical relie dès le début le sionisme et l'antisémitisme. Théodor Herzl, fondateur du mouvement qui va mener à la colonisation récente de la Palestine, remarquait que les antisémites d'Europe étaient les plus chauds partisans de sa « solution ». Or cette « solution » repose sur deux présupposés : les juifs n'ont pas leur place en Europe et ils constituent un peuple voué à devenir une nation en prenant les terres arabes au même titre que les européens ont pu mener leurs projets de colonialisme de peuplement aux quatre coins du

monde. Le sionisme propose une européanisation du juif face à l'Orient arabe. Cette logique a mené les secrets israéliens à commettre des attentats dans les synagogues d'Irak afin de convaincre des juifs arabes de l'impossibilité de continuer à vivre dans un pays arabe. Les sionistes brandissent en permanence l'argument de l'antisémitisme alors qu'ils ont toujours abdiqué face aux pires antisémites, en particulier en Europe. Un camarade a parfaitement expliqué ces points dans une brochure remarquable intitulée « De la Palestine à la France, l'antiracisme en question »¹. Nous le citons : « Le sionisme a toujours qualifié d'antisémite tout mouvement qui s'oppose à lui. Ces accusations ont pris un relief particulier après la création de l'État d'Israël, lorsque les classes dirigeantes européennes se débarrassèrent du fardeau de leurs compromissions en soutenant les sionistes, tandis que les Arabes devaient supporter le poids des crimes de l'Europe dite civilisée. En s'étendant sur une contrée où les juifs n'eurent pas à souffrir des crimes nazis, l'ombre de l'antisémitisme servit à dissimuler la véritable origine du conflit israélo-palestinien : une communauté de colons a créé un État qui se proclame lui-même "monoethnique", s'emparant des terres des Palestiniens, expulsant les uns et maintenant sous le joug colonial les autres. ». Le sionisme partage avec l'antisémitisme un même substrat théorique : « ISRAËL n'est pas l'État de tous les Israéliens, il est " l'État juif dans le pays d'Israël " selon les termes de la Déclaration d'indépendance de 1948. Il représente de surcroît le " mouvement sioniste mondial ". Cette définition d'Israël comme État monoethnique a plusieurs conséquences de principe : elle pose d'emblée l'environnement de " l'État juif " comme hostile et ses habitants comme indésirables ; elle institue sa propre existence comme mise sans cesse en péril. Mais, en Israël, le " Juif " n'a pas seulement l'Autre comme ennemi, il n'en a jamais fini avec lui-même. Car pour définir et protéger la pureté ethnique, il faut des règles et des gardiens qui constituent une réalité symétrique à celle de l'antisémitisme et entretiennent avec lui un jeu de miroir. » Le sionisme pousse les choses plus loin. Le sionisme est une idéologie réactionnaire, raciste. Ses points communs avec l'antisémitisme des nazis sont nombreux : même nationalisme racial, même Lebensraum avec ses annexions de territoire, même définition du citoyen qui légitime les conquêtes. En Israël comme dans l'Allemagne nazie, l'État estime que quiconque, au-delà des frontières, appartient à la " race " est de droit citoyen du pays. C'est en vertu de ce principe que l'État hébreu peut, sans se faire trop réprimander, occuper la terre arabe, y installer des colons et nier le droit au retour des réfugiés

¹ Texte disponible sur le site de l'auteur, Daniel Blondet, danarkeo.fr

palestiniens.» Il existe une compromission historique du mouvement sioniste avec le régime nazi. « Dans les années 30 et 40, les organisations sionistes (l'Agence juive et l'Organisation sioniste mondiale) refusèrent de combattre le IIIe Reich, allant jusqu'à collaborer avec lui. La priorité était donnée à l'occupation de la Palestine et à la constitution d'un État colonial. Lorsque, après mars 1933, des militants juifs déclenchèrent en Europe et aux États-Unis un mouvement pour boycotter le Reich, les organisations sionistes s'y opposèrent. » « En mai 1933, l'Agence juive conclut un premier accord avec le IIIe Reich, connu sous le nom d'accord de la Haavara ("transfert"). Ce texte stipule les règles organisant l'émigration des juifs allemands fortunés et le transfert de leurs capitaux : les émigrés allemands ne pouvaient récupérer leurs biens que s'ils s'installaient en Palestine. L'accord de la Haavara a fonctionné jusqu'en 1939. Mais la collaboration se poursuit durant la guerre. Les organisations sionistes étaient représentées en Allemagne et dans les pays conquis à l'Est, pour sélectionner, en accord avec les autorités nazies, le "matériel humain" (l'expression est de Ben Gourion) destiné à la colonisation de la Palestine, selon des critères économiques (fortune, qualification, âge, état de santé). ». d'un côté, le mouvement sioniste a été complaisant avec l'histoire du pire judéocide européen, de l'autre il utilise avec cynisme le souvenir de la Shoah pour se prétendre menacé d'extermination.

L'usage qui est fait aujourd'hui en France de la dénonciation antisémite est d'une autre nature mais il relève lui aussi de la manipulation de l'antiracisme. La solidarité avec la Palestine et son peuple en lutte est une constante des mouvements de lutte de l'immigration. Depuis les comités Palestine nés parmi les ouvriers OS de la région parisienne en 1970, à la marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983, jusqu'à la « génération Gaza » depuis 2023. Le mouvement de solidarité avec la Palestine ne se limite pas à cette composante « immigrée » mais elle en est le fer de lance et elle est la source principale de l'inquiétude de la classe dominante qui craint au plus haut point que le mouvement de solidarité ne serve aussi de catalyseur à une contestation sociale. Le mot Palestine a ainsi une portée sociale d'une grande ampleur. Il cristallise le sentiment d'injustice qui ne peut que naître et se développer au sein du système impérialiste. Il marque les limites infranchissables du monde sous domination du capital : la domination au nom de la démocratie, l'accusation de terrorisme de toute forme sérieuse de résistance, le déni du droit à être un sujet politique, le traitement selon des principes d'apartheid des populations que l'on considère comme des parasites du « guichet social » ou des

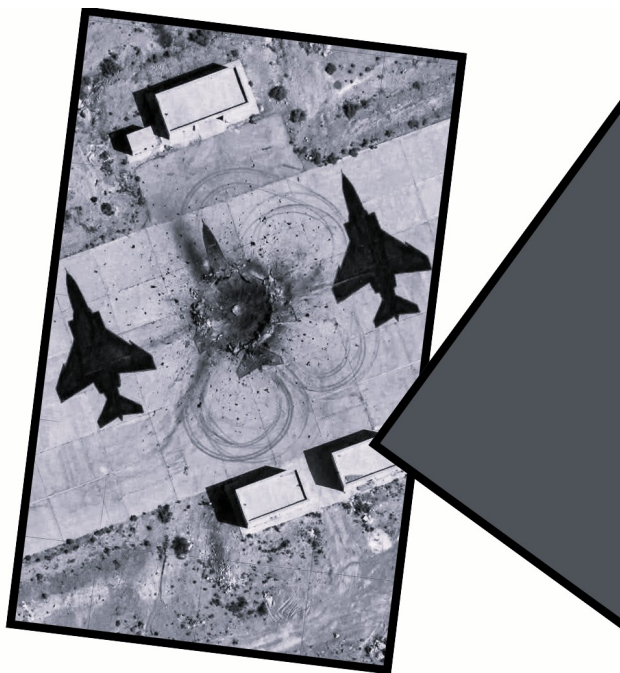
intrus de l'hospitalité nationale, la relégation, l'enfermement dans un espace qui limite toute perspective d'émancipation. La négation du droit à exister politiquement, à avoir sa propre voix est aussi ce qui caractérise la vie commune des masses populaires en France. Nous devons tirer les leçons de notre solidarité avec la Palestine afin de mener nos combats ici.

En ce sens, la diabolisation de LFI nécessite de comprendre que la cible est plus large qu'un groupe parlementaire d'opposants de « rupture », aussi déterminés soient-ils. L'accusation d'antisémitisme, lorsque celle-ci est une façon de clouer le bec aux partisans de la Palestine, vise en réalité un sujet social, une composante essentielle du prolétariat de la métropole impérialiste. Cette diabolisation avec ce qu'elle représente dans le champ politique français, ne doit rien au hasard, elle s'inscrit dans la gestion de la domination de classe. Au final, il y a de très bonnes raisons de soutenir la dynamique créée par LFI de façon défensive, pour préserver les espaces politiques d'organisation et pour poser la question du racisme comme une question de gestion des rapports sociaux, comme une question de domination de classe. Et cette forme de lutte défensive peut ouvrir, dans certaines conditions, des perspectives offensives. L'arbre cherche le calme mais le vent continue de souffler.



SOMMES-NOUS TOUS ANTI-IMPÉRIALISTES ?

Le pire produit du « campisme » est l'anti-campisme



**des avions de combat dessinés par les Iraniens
et bombardés par la coalition “Epstein”
l'intelligence anti-impérialiste
contre la terreur impérialiste**



Parler d'impérialisme, c'est avant tout le définir en utilisant les outils que le marxisme et le mouvement communiste ont mis à notre disposition. Pour nous, il est indispensable de partir de l'analyse léniniste : « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », tout en sachant en saisir le sens profond et dynamique et en ne se limitant pas à une lecture stéréotypée. La catégorie léniniste de l'impérialisme doit être comprise dans son sens le plus profond :

–dimension horizontale : lutte des classes (les classes)

–dimension verticale : théorie de la dépendance, de l'échange inégal, chaîne de valeur (Nord-Sud, centre-périphérie)

Chez Lénine, on trouve une combinaison de ces deux facteurs, une dimension «globale» et dialectique qui relie ces deux éléments. Non pas comme une somme de

facteurs, mais comme des éléments intégrés l'un dans l'autre, et c'est dans cette dynamique que nous situons notre analyse de l'impérialisme.

Quels qu'aient été les changements intervenus dans la réalité économique et sociale impérialiste après Lénine (les multinationales, le caractère transnational du capital financier, l'interconnexion entre métropole et périphérie à l'échelle mondiale, la décentralisation de la production), quatre aspects d'une importance considérable doivent être retenus dans l'analyse de Lénine :

a. L'impérialisme ne peut être défini comme une phase du capitalisme que si l'analyse part, conformément à la méthode marxiste, du processus de production où se crée la plus-value, qui est le centre d'irradiation de tous les phénomènes caractérisant l'ensemble de la structure économique et des superstructures (politiques, juridiques, philosophiques, religieuses, etc.) : l'apport le plus précieux que nous tirons de ce point concerne donc la méthode ;

b. L'impérialisme n'est pas seulement une formation économique, c'est une formation économique-sociale et il englobe donc la politique et l'idéologie tant au niveau du bloc de pouvoir de la bourgeoisie qu'au niveau des tendances fondamentales (marxisme-léninisme et réformisme social-démocrate) à l'œuvre dans le mouvement ouvrier : là encore, la critique de Lénine à l'égard du réformisme conserve toute sa portée discriminante tant par rapport aux tâches qui incombent aujourd'hui à une force communiste que par rapport à l'invariance de la rupture entre révolutionnaires et réformistes ;

c. La conception conjointe de l'impérialisme comme « mécanisme unique » et comme système mondial, c'est-à-dire l'extension au monde entier du mode de production capitaliste, constitue la base réelle et objective de l'internationalisme communiste : les problèmes internationaux cessent d'être un niveau distinct de ceux nationaux ;

d. L'existence de la chaîne impérialiste mondiale, le développement inégal du capitalisme et la théorie du « maillon faible », qui apparaissent comme des aspects d'une vision intégrée de l'impérialisme en tant que

formation économique et sociale, fondent le caractère socialiste des révolutions qui se produisent aux « points bas » du système capitaliste, dans la mesure où celles-ci agissent comme des facteurs de désagrégation et de rupture de cette chaîne, avec des effets significatifs sur l'ensemble de la formation (pensons à la révolution chinoise, à la révolution cubaine, à la guerre de libération vietnamienne et à la résistance palestinienne contre le sionisme) : il y a là une leçon particulièrement actuelle dont l'essence est anti-évolutionniste et anti-mécaniste, car elle brise les conceptions eurocentriques du processus révolutionnaire et fait émerger le rôle antagoniste que le développement de l'impérialisme a attribué aux luttes des peuples du Tiers-Monde pour l'indépendance et la souveraineté.

LA DYNAMIQUE DE L'IMPÉRIALISME

L'impérialisme – dans le contexte du capitalisme – est le transfert de valeur à travers le système mondial, de la périphérie vers le centre.

La genèse du capitalisme et la création du système mondial moderne par le colonialisme ont constitué un processus qui a débuté dans les cités-États italiennes au XVe siècle, s'est poursuivi en Espagne et au Portugal, et s'est achevé avec l'avènement du capitalisme industriel en Angleterre au début du XIXe siècle.

Le transfert de valeur, sous forme d'or, d'argent et d'autres biens coloniaux pillés ou produits par des esclaves et des travailleurs à bas salaire dans les périphéries coloniales, a unifié et polarisé le système mondial en une structure centre-périphérie, caractérisée par la surexploitation de la main-d'œuvre en périphérie et par l'augmentation des salaires au centre. Ce pouvoir d'achat accru a résolu la contradiction intrinsèque du mode de production capitaliste entre la nécessité d'augmenter la production et le manque de pouvoir d'achat pour consommer cette production au centre. Cela a entraîné un développement dynamique des forces productives au centre, tout en bloquant le développement en périphérie. L'impérialisme est devenu le moteur nécessaire du développement capitaliste global. Par conséquent, l'impérialisme n'est pas simplement une caractéristique du capitalisme ; il est essentiel à son fonctionnement.

Cela n'empêche pas que la domination-exploitation capitaliste-impérialiste ait touché des secteurs importants du prolétariat des métropoles impérialistes, mais le poids politique de l'aristocratie ouvrière et des classes moyennes rendait difficile son orientation vers les mouvements de lutte et de résistance.

Au cours des quarante dernières années, la division mondiale du travail a subi un changement fondamental.

Depuis les débuts du capitalisme jusqu'aux années 1970, les pays périphériques servaient principalement de sources de matières premières et de produits agricoles tropicaux. Dans les années 1950, les biens manufacturés ne représentaient que 15 % des exportations du Tiers-Monde. Au début des années 2000, ce chiffre était passé à 70 %.

En 1980, le nombre de travailleurs industriels dans le Sud et dans le Nord était pratiquement identique. En 2010, on comptait 541 millions de travailleurs industriels dans le Sud, contre seulement 145 millions dans le Nord. Le centre de gravité de la production industrielle mondiale ne se trouve plus dans le Nord, mais dans le Sud.

La mondialisation néolibérale a déclenché un développement considérable des forces productives : ordinateurs, téléphones portables, Internet, nouveaux systèmes de gestion et de logistique. Cela a conduit à la « mondialisation » de la production capitaliste elle-même, sous la forme de chaînes de production mondiales. La mondialisation de la production et les nouvelles formes de logistique ont rendu moins importante la distance géographique entre le lieu de production et le lieu de consommation. Un marché intérieur pour les biens de consommation n'était plus nécessaire à l'industrialisation du Sud, car il pouvait être remplacé par les exportations vers le Nord.

Dans les années 1970, les théoriciens de la « dépendance » estimaient que l'industrialisation périphérique – c'est-à-dire le développement des forces productives dans le cadre du mode de production capitaliste – était impossible. La seule voie viable pour le Tiers-Monde était la dissociation et la construction du socialisme. À l'époque, il semblait inconcevable que, quelques décennies plus tard, 80 % du prolétariat industriel mondial vivrait et travaillerait dans le Sud et que le Nord serait partiellement désindustrialisé.

La mondialisation néolibérale a offert au capitalisme quarante ans de prospérité, avec des profits élevés pour le capital et des produits à bas prix pour les consommateurs du Nord. Cependant, dans sa quête de maximisation des profits par la délocalisation de la production industrielle vers des pays à bas coûts de main-d'œuvre, le capital transnational a dû industrialiser le Sud, en transférant technologies et savoir-faire, ce qui a désormais altéré l'équilibre économique du système mondial.

La rencontre entre le Sud et le néolibéralisme s'est avérée très différente en Chine par rapport à la Russie, au reste de l'Asie, à l'Afrique ou à l'Amérique latine. Dans ces dernières régions, les « ajustements structurels » les ont contraintes à ouvrir sans condition leurs économies à l'exploitation par les multinationales. En Chine, en revanche, le capital n'a pas pu simplement exiger des « ajustements structurels » pour accéder à la main-d'œuvre

chinoise, comme il l'a fait dans le reste du Sud. L'État a pu maintenir son projet de développement national de « socialisme aux caractéristiques chinoises ».

C'est le capital qui a dû se conformer aux politiques chinoises, et non l'inverse. Les secteurs industriels stratégiques, tels que l'énergie, les transports et la défense, sont restés propriétés de l'État. La propriété foncière est restée publique. Le système financier et la gestion des changes sont restés sous le contrôle de l'État. La stratégie de Deng Xiaoping, qualifiée de « Kong-fu », face au néolibéralisme consistait à céder à la pression de l'offensive capitaliste sans entamer le pouvoir du Parti communiste et à utiliser la force dynamique du néolibéralisme contre lui-même, en lui permettant de développer les forces productives de la Chine. La politique a toujours dominé l'économie. La Chine possédait la capacité organisationnelle, sociale et politique d'utiliser le transfert de technologies de pointe pour développer les conditions préalables à la transition vers le socialisme. Il est clair que cela a eu un coût interne, en termes d'exploitation de la classe ouvrière chinoise et de perspective anti-impérialiste. La ligne de Mao et de la Révolution culturelle visait une implication croissante de la classe ouvrière dans les processus décisionnels, administratifs et politiques, comme fondement matériel de la conscience de classe ; la réduction du nombre de niveaux salariaux et la nette prévalence de l'incitation morale en sont la conséquence. Il ne s'agit pas de réduire la critique de l'économie politique à une théorie des forces productives, selon laquelle pour réaliser le socialisme il faut passer par le capitalisme, mais plutôt d'inverser radicalement le rapport entre structure et fonction, là où, dans le capitalisme, c'est la structure, le mécanisme du profit, qui prévaut sur la fonction, le bien-être de la société, là où c'est la valeur d'échange qui prévaut sur la valeur d'usage des marchandises. Deng Xiaoping, dira Mao peu avant sa mort, « est sourd », totalement indifférent à ces discours ; pour lui, l'essentiel est que tout se passe dans l'ordre, la motivation de l'enrichissement individuel est le moteur du progrès et peu importe la couleur du chat... Lorsque la technique est supposée neutre, le facteur humain devient secondaire, complètement subordonné à ses automatismes, sacrificable. La contradiction entre technique et politique se résout en réduisant la politique à une technique d'administration étatique, à laquelle le marché n'est subordonné qu'en dernier ressort et n'est en aucun cas sacrificable, du moins pour les dix mille prochaines années...

Cependant, l'ascension de la Chine au rang de première puissance industrielle mondiale a brisé, pour la première fois en deux cents ans, la dynamique de polarisation entre centre et périphérie. Avec l'ascension de la Chine et le développement d'un système mondial multipolaire, le monde traverse une profonde transformation.

L'anti-impérialisme d'aujourd'hui évolue. L'histoire ne se répète pas ; elle va de l'avant. L'esprit révolutionnaire et le succès de la lutte anticoloniale de la fin des années 1940 au milieu des années 1970 ont découlé d'une combinaison de contradictions au sein du système mondial : la contradiction entre le bloc socialiste et les États-Unis, et la contradiction entre les luttes de libération émergentes du Tiers-Monde et le néocolonialisme américain. Cet ensemble de contradictions mondiales interdépendantes a ouvert la voie à une vague de luttes de libération anti-impérialistes, à perspective socialiste, en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Tout cela a toutefois changé avec la contre-offensive de la mondialisation néolibérale qui a débuté au milieu des années 1970.

Mais le néolibéralisme n'a pas marqué « la fin de l'histoire ». Le développement des forces productives dans le Sud a commencé à briser la polarisation séculaire entre un Nord riche et un Sud pauvre. Dans les années 1970, le monde en développement a réclamé un « nouvel ordre mondial », qui ne s'est pas concrétisé. Aujourd'hui, les pays du Sud sont en train de créer un nouvel ordre mondial.

L'un de ces éléments est le groupe des BRICS. La coopération entre le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, élargie en septembre 2022, représente désormais 46 % de la population mondiale et 36 % de l'économie mondiale, s'opposant au G7 (États-Unis, Canada, Royaume-Uni, France, Italie, Allemagne et Japon), qui ne représente que 10 % de la population mondiale et 30 % de l'économie mondiale. À l'avenir, les BRICS+ dépasseront encore davantage le G7.

Les BRICS+ ne sont pas une organisation anticapitaliste. Le système mondial multipolaire émergent est composé d'une série de courants contradictoires : entre hégémonisme et contre-hégémonisme, forces conservatrices et progressistes, capitalistes et socialistes. Le monde est ainsi fait. On n'obtient rien en critiquant les BRICS parce qu'ils ne sont pas à la hauteur de certains idéaux d'anti-impérialisme et de socialisme. Dans le pire des cas, une telle critique finit par se ranger du côté de l'OTAN. Le défi consiste à naviguer dans cette mer de contradictions interconnectées au sein du système mondial, vers le socialisme.

À l'instar de la contradiction entre les États-Unis et le bloc socialiste dans les années 1960, la contradiction actuelle entre le bloc de l'OTAN, qui tente de maintenir son hégémonie, et le Sud pourrait créer un espace pour les mouvements et les nations qui s'orientent vers le socialisme. Le développement des forces productives dans le Sud du monde les a placés dans une position bien plus favorable pour s'engager dans cette direction qu'au cours des années 1960.

Les États-Unis restent l'élément dominant dans la contradiction principale, mais le Sud est à l'offensive et

encercler le centre. Alors que le pouvoir de transformation du Tiers-Monde dans les années 1970 reposait sur « l'esprit révolutionnaire » – la tentative de domination idéologique sur le développement économique –, le pouvoir de transformation actuel du Sud repose sur sa puissance économique. En tant que marxistes-léninistes, nous savons que les bases matérielles ne sont jamais uniquement « économiques » et que de multiples facteurs interdépendants entrent en jeu. En ce sens, s'attendre à une croissance lente du Sud et à une décroissance du Nord relève de la pure métaphysique. Dans cette dynamique, il est important de définir les capacités politiques d'une gauche prolétarienne et populaire révolutionnaire. Son poids déterminera les formes de lutte, le degré de développement politique vers le socialisme et l'indépendance relative vis-à-vis du capitalisme.

NOTRE CENTRALITÉ...

L'impérialisme, c'est aussi, dans l'histoire du mouvement communiste, identifier le maillon faible et déterminer où frapper. Cependant, la plupart de ces analyses ont été réalisées après que les révolutions et les grands mouvements sociaux eurent traversé les différents continents. L'enseignement le plus important a sans aucun doute été celui des expériences concrètes, qui se sont confrontées dans leurs territoires respectifs. Cela a donné naissance à des expériences « inédites ». Il existe une constance dans les processus révolutionnaires, dans la lutte des classes, dans le socialisme, mais celle-ci revêt des caractéristiques et des rythmes spécifiques selon les différents contextes. Nous ne nions pas l'importance de la lutte politique, du rôle des luttes économiques, de la résistance, de l'organisation et donc du parti, mais celles-ci dépendent du contexte social, politique et économique, tant national qu'international, ainsi que de la composition relative des classes. Par conséquent, prendre des concepts tels que « parti », « front », « résistance » etc., et les ériger en absolus, c'est le meilleur moyen de ne jamais les mettre en pratique. Faire de l'analyse ne signifie pas partir de ses « opinions personnelles », mais utiliser le marxisme comme une science, comme un outil permettant d'étudier le présent et d'esquisser les dynamiques futures possibles.

Il reste donc essentiel pour nous de comprendre le contexte dans lequel nous vivons, ainsi que les acteurs sociaux et les priorités qui sont les nôtres en tant que camarades au sein de la métropole impérialiste. Il ne suffit pas de dire que l'ennemi est chez nous (ce qui reste toutefois le point principal, et dans notre cas, l'impérialisme français), mais comprendre la dynamique qui traverse la métropole impérialiste dans son ventre.

Un élément à prendre en considération est la métamorphose même des métropoles impérialistes. La

masse du travail est parasitaire (par rapport au travail productif, puisque la plus-value est en grande partie extraite dans le Sud du monde) et présente des traits de « domination » de plus en plus marqués ; pensons à la masse des travailleurs concentrés dans les services à la personne, dans les secteurs de la restauration et de la logistique... où règne la précarité sociale la plus absolue. Dans le marxisme, les catégories sociales (les classes) ne sont pas des schémas figés, mais indiquent des dynamiques en mouvement. Aujourd'hui, nous assistons à un processus de dé-intégration (par l'État impérialiste) de larges couches du « nouveau » prolétariat métropolitain sans réserves. Le compromis corporatiste entre l'État impérialiste avec les classes subalternes dans la métropole était hégémonique et appliqué par l'ensemble du spectre politique (de gauche comme de droite) ; aujourd'hui, ce sont les classes dominantes elles-mêmes qui le jugent dépassé. Il ne s'agit plus d'intégrer, mais de contrôler et d'utiliser. On ne recherche pas les immenses « défilés » fascistes, mais la consolidation de lobbies de pouvoir politico-économique. Ce processus touche aujourd'hui une partie spécifique des masses populaires dans les métropoles impérialistes, ce que nous appelons le prolétariat sans réserves et dé-intégré.

Un prolétariat métropolitain qui n'est qu'indirectement lié à la chaîne de valeur, qui se trouve principalement dans des secteurs non productifs, et dominé par la précarité où le chômage (l'armée industrielle de réserve au sens marxiste) commence à être structurel.

En son sein, les éléments sociaux, raciaux et de genre s'entremêlent. Un prolétariat métropolitain sans réserves qui ne parvient pas à exercer son autonomie, écrasé par la crise et la précarité et, au sein des mouvements et des organisations populaires, par le poids de l'aristocratie ouvrière et des classes moyennes. Et pourtant, il est de plus en plus dé-intégré par les classes dominantes et considéré comme un ennemi intérieur par l'État impérialiste.

Ce prolétariat sans réserves est de moins en moins lié à la chaîne de valeur. Les difficultés d'organisation et donc de recomposition de classe ne doivent toutefois pas nous faire oublier que, au sens marxiste, ce sujet représente potentiellement la « fin de la loi de la valeur » et donc du capital lui-même : *« Au rebut les lois de la valeur, de l'échange équivalent et de la plus-value : avec leur chute dans le néant s'effondre la forme même de la production bourgeoise. Les premières valent tant que la seconde vit, et lorsque la science et la technologie, bien qu'elles aient été un monopole de classe pendant des siècles, les briseront, ce ne sera que l'exemple suprême de la révolte des forces productives contre les formes qui doivent s'effondrer. »* (La guerre doctrinale entre le marxisme et l'économie bourgeoise (1957), dans *Le fil rouge*, n° 5, 2019). Cette provocation, qui est pourtant bien réelle au regard de

la loi de la valeur marxiste, sert aussi à renverser le paradigme social-démocrate classique lié au mythe de la productivité : socialisme égal valeur.

Face à une gauche occidentale qui avait déclaré le marxisme mort, jamais autant qu'aujourd'hui nous n'avons la confirmation, du point de vue théorique, du marxisme lui-même : *«La société bourgeoise moderne, avec ses rapports de production, d'échange et de propriété, qui a fait surgir comme par enchantement des moyens de production et d'échange si puissants, ressemble au sorcier qui n'est plus capable de dominer les puissances souterraines qu'il a lui-même évoquées par ses sortilèges. Depuis des décennies déjà, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est autre que l'histoire de la révolte des forces productives modernes contre les rapports de production modernes, contre les rapports de propriété qui sont les conditions de vie et de domination de la bourgeoisie.»* (Le manifeste du Parti communiste)

S'il est vrai que le Sud du monde, en commençant à exercer sa propre hégémonie, remet enfin en cause l'impérialisme, nous disposons, sur le terrain de la lutte des classes, de « troupes anticapitalistes » même au cœur de la métropole impérialiste, qui peuvent jouer leur rôle révolutionnaire. Et comprendre comment organiser et donner de la force à cette armée, voilà la tâche principale de ceux qui agissent aujourd'hui dans la métropole impérialiste.

REDÉCOUVRIR LÉNINE

Après la redécouverte de Marx en 2008 lors de la crise, nous assistons lentement à la redécouverte de Lénine... à travers l'utilisation de la catégorie d'« impérialisme » par certains secteurs de la gauche et les progressistes de la gauche occidentale. La gauche occidentale, dans ses différentes ramifications, grisée par la victoire de l'impérialisme à la fin des années 80 contre l'URSS, avait complètement abandonné toute analyse fondée sur la catégorie d'impérialisme, se laissant aller à des discours liés à la pensée faible et fluide, aux empires et aux États « immatériels », etc...

La critique, lorsqu'elle était formulée, ne remettait en aucun cas en cause les rapports de force. Le slogan à la mode il y a quelques années, « un autre monde est possible », était davantage une supplique adressée aux puissants qu'un cri de guerre... Le mythe du « petit c'est beau » et des « différences » infinies scellait la capitulation totale face à l'idéologie impérialiste.

L'utilisation de la catégorie d'« impérialisme » aujourd'hui sert à défendre des positions très éloignées les unes des autres, qui renvoient inévitablement à des perspectives politiques différentes. Avant d'en venir à définir ces

différentes positions, nous estimons opportun de nous attarder sur les raisons pour lesquelles la catégorie d'« impérialisme » revient sur le devant de la scène.

- Un processus lent, mais réel, de crise du système de production capitaliste dans les métropoles impérialistes, désormais obsolète et « vieux », qui vit de rente et de finance—où l'organisation même du travail, à travers l'automatisation et l'intelligence artificielle moderne, devient une source non seulement d'exploitation, mais aussi de domination sur l'homme, dans tous les aspects de sa vie. Ce n'est plus un travailleur isolé qui accomplit des opérations différenciées, mais ce sont les travailleurs qui se différencient en accomplissant chacun une opération partielle, toujours la même. Marx remarque que dans ce processus, le travail général est subdivisé en autant de travaux partiels, mais surtout que l'ouvrier lui-même est transformé en ouvrier partiel, partie d'un tout qui peut être compris comme un ouvrier global : *l'ouvrier manufacturier, rendu incapable par sa propre constitution naturelle d'accomplir quoi que ce soit d'indépendant, ne développe désormais une activité productive qu'en tant qu'accessoire de l'atelier du capitaliste.* (Et cela se répercute également dans les secteurs non productifs, par rapport à la plus-value du travail).

Nous vivons dans un monde fondé sur l'abondance, où la pénurie est devenue artificielle, produite uniquement par la division de classe obsolète. Lénine nous le rappelle dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* : *«Les rapports économiques et de propriété privée forment une enveloppe qui ne correspond plus à son contenu. Elle est vouée à la pourriture si son élimination est entravée».*

L'impérialisme, en tant que phase finale, redevient donc la catégorie la plus simple et la plus appropriée pour décrire la modernité:

- Une nouvelle concurrence mondiale qui remet en cause l'hégémonie impérialiste, à travers l'émergence de la Chine.

Derrière ou aux côtés de la Chine, il y a une série de pays qui commencent légitimement à s'affranchir de l'hégémonie des États-Unis et de l'OTAN. Ce processus n'est pas en soi anti-impérialiste, mais il n'est pas non plus inter-impérialiste ; il est toutefois clair qu'il rend l'impérialisme (les États-Unis et les pays de l'OTAN) de plus en plus agressif. Ce n'est pas un hasard si le paradigme linguistique lui-même a changé : aujourd'hui, lorsque les pays impérialistes interviennent, ils n'utilisent plus le prétexte de la « démocratie », mais réaffirment de manière toujours plus claire leur « droit sacré » à conserver le « pouvoir » et l'hégémonie sur le monde.

- La résistance des peuples face à l'impérialisme, qui ne demandent plus l'aumône mais imposent leur souveraineté et, dans certains cas, des intérêts de classe spécifiques.

C'est dans ce sens qu'il faut lire, selon nous, le passage de Lénine dans « L'impérialisme » sur la révolution et la rupture des rapports de force.

Ce mécanisme a mis en crise les positions décoloniales et postcoloniales mêmes en Occident, effrayées par la radicalité des formes de résistance et d'organisation. Nous avons assisté à d'importantes victoires anti-impérialistes, impossibles il y a seulement quelques années.

a) Le Donbass antifasciste a réussi à se libérer de l'étau fasciste et de l'OTAN.

b) La résistance en Palestine et au Liban. Les organisations, que l'on donne chaque jour pour mortes, ont non seulement réussi à survivre, mais elles ont montré au monde leurs capacités politico-militaires et ont été et sont capables de rallier à leur cause le soutien de leurs peuples respectifs.

c) La souveraineté retrouvée des États du Sahel, capables de se libérer de l'hégémonie impérialiste. Ce processus a également servi de catalyseur à une reprise générale du mouvement communiste en Afrique, remplaçant le panafricanisme dans une perspective d'émancipation non pas « indéfinie » de l'Afrique, mais des masses populaires, et donc de sa classe ouvrière et paysanne.

d) La capacité de résistance de pays comme Cuba, la Corée du Nord et le Yémen lui-même.

e) La victoire de l'Iran et de la résistance chiite face à la coalition Epstein (États-Unis-sionistes). Cette victoire a bouleversé le discours officiel, remettant en cause l'invincibilité impérialiste, mais a en même temps rompu les équilibres au sein même du monde musulman et de la gauche en général.

f) La survie d'une gauche révolutionnaire active sur le plan de la lutte politico-militaire aux Philippines, en Inde, en Colombie et au Mexique. La gauche révolutionnaire a été le sujet politique le plus touché par l'impérialisme, dans la mesure où elle reste aujourd'hui encore la force politique la plus indépendante de l'impérialisme lui-même. Le fait d'avoir été capable de résister et de se doter d'un plan de continuité politico-militaire en fait, dans leurs contextes géographiques respectifs, un véritable sujet politique.

Cette tendance à la résistance trouve aujourd'hui, même si c'est sous des formes partielles et contradictoires, des échos également au sein de la métropole impérialiste ; pensons aux luttes qui se sont développées autour de la question politique de l'immigration aux États-Unis.

LES DEUX POSITIONS

L'utilisation de la catégorie de l'impérialisme ne doit pas nous faire oublier qu'il existe de multiples interprétations

concernant cette catégorie même, et que cela est le fruit de la lutte des classes elle-même. Il existe bien sûr toute une série de nuances, mais nous pensons qu'elles peuvent être ramenées à ces deux interprétations :

a. Inter-impérialisme

Ceux qui estiment que la phase que nous traversons est liée à un affrontement inter-impérialiste, dans lequel se placent sur un même plan les États-Unis, la Chine, la Russie, etc., mais aussi l'Iran, la Turquie, etc...

Cette position oscille entre un « économisme » rigide et les théories « libérales ».

L'économisme consiste à considérer la dimension de classe dans son sens le plus simple et immédiat, sans analyser la politique dans toute sa complexité. Le prolétariat peut parvenir à la connaissance de soi principalement à travers la connaissance politico-pratique des rapports réciproques de toutes les classes sociales et doit avoir une vision claire des caractéristiques économiques et des figures politico-sociales des membres de ces classes et strates sociales. Ce n'est qu'à travers cette conscience claire que le prolétariat prend conscience de ses propres caractéristiques économiques, politiques et sociales dans ses relations avec toutes les autres classes et couches sociales ; et c'est grâce à cette conscience qu'il peut reconstruire de manière claire et scientifique le « tableau vivant » de l'ensemble de la société dans toutes ses manifestations économiques, sociales et politiques. Et dans ce « tableau vivant », des facteurs géographiques et temporels entrent en jeu. Le colonialisme, l'impérialisme, ne sont pas des éléments secondaires, ce sont des éléments vivants. Considérer que la lutte ouvrière aux États-Unis est la même qu'au Venezuela, que les prolétaires palestiniens sont comme les prolétaires sionistes, n'est pas seulement une idiotie, mais c'est surtout défendre l'impérialisme et les classes qui en profitent.

Les théories « libérales » : laïcité, hédonisme, irrationalisme, individualisme, antitotalitarisme, etc. On part d'un paradigme (clairement occidental) pour définir une structure socio-économique. Un exemple est de dissimuler, derrière le drapeau des droits des minorités de genre (légitimes), les massacres d'enfants en Palestine et en Iran... Construire des légendes, les Chinois (communistes) qui mangent des enfants, le mythe des répressions au Tibet et chez les Ouïghours.

Les idées de la classe dominante, nous rappelait Karl Marx, *sont à chaque époque les idées dominantes... c'est-à-dire que la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est en même temps sa puissance spirituelle dominante. La classe qui dispose des moyens de production matériels dispose ainsi, en même temps, des moyens de production intellectuels, de sorte que lui*

sont globalement soumises les idées de ceux qui ne disposent pas des moyens de production intellectuels. Les idées dominantes ne sont rien d'autre que l'expression idéale des rapports matériels dominants, ce sont les rapports matériels dominants pris comme idées : elles sont donc l'expression des rapports qui font précisément d'une classe la classe dominante et sont donc les idées de sa domination... (L'idéologie allemande). Pour ensuite découvrir ce qu'a fait la bande d'Epstein...

Cette seconde approche est le signe du gouffre qui existe aujourd'hui entre la gauche occidentale et les peuples qui résistent dans le monde, y compris les secteurs populaires au sein des métropoles impérialistes... C'est une vision « puriste » et « idéale » des processus de transformation, qui nous fait oublier que la révolution est certainement la chose la plus autoritaire qui soit : *c'est l'acte par lequel une partie de la population impose sa volonté à l'autre partie au moyen de fusils, de baïonnettes et de canons ; des moyens autoritaires, s'il en est ; et le parti victorieux, s'il ne veut pas avoir combattu en vain, doit poursuivre cette domination par la terreur que ses armes inspirent aux réactionnaires...*

(Engels, de l'autorité).

La position « inter-impérialiste » est dominante au sein de la gauche occidentale. Il serait toutefois erroné de réduire cette position au trotskisme classique, car elle englobe des secteurs qui se déclarent marxistes, maoïstes, anarchistes, etc...

Elle devient immédiatement ultra-minoritaire dans le Sud...

b. Les pays impérialistes

Ceux qui considèrent que l'impérialisme se manifeste à travers les pays occidentaux (les États-Unis et les principaux alliés de l'OTAN) qui luttent pour maintenir leur hégémonie sur le monde. Ces pays ont des positions politico-économiques différentes, dans certains cas, tout comme leurs capacités hégémoniques respectives sont différentes ; cependant, bien qu'ils soient en lutte les uns contre les autres, il existe une soumission à la puissance la plus forte, les États-Unis, qui reste le principal État impérialiste. S'il existe une concurrence mondiale, celle-ci ne se traduit pas par une lutte inter-impérialiste. Et la caractéristique principale est la guerre impérialiste contre les peuples du monde pour écraser la résistance et l'idée même de résistance...

Cette position ne peut être appliquée de manière superficielle. La lutte des peuples africains contre l'impérialisme américain et européen ne peut être confondue avec les contradictions et les conflits entre deux nations impérialistes, comme dans le cas des États-Unis face à la France...

CONCLUSIONS

Aujourd'hui, notre combat idéologique s'oppose clairement à la première approche (l'inter-impérialisme), car c'est celle qui présente des traits ouvertement réactionnaires et défend, consciemment ou inconsciemment, l'hégémonie impérialiste et donc la bourgeoisie monopoliste. Cette position défend l'aristocratie ouvrière et les classes moyennes dans les métropoles impérialistes, avec tous ses mythes idéologiques : libéralisme, libertarisme... qui s'accompagnent d'une acceptation des valeurs morales, culturelles et économiques de l'impérialisme lui-même.

Nous défendons la deuxième position, qui désigne clairement, aux États-Unis et dans les principaux pays « occidentaux », la manifestation concrète de l'impérialisme. La seconde n'est pas en soi pure (elle a ses limites mais présente des contradictions secondaires). Cela peut toutefois conduire à défendre certaines positions chauvines (défendre l'impérialisme français contre l'impérialisme états-unien). Et adopter une position superficielle de la lutte des classes, qui ne saisit pas la complexité de la composition des classes, et de la classe ouvrière elle-même, où tous les facteurs entrent en jeu : sociaux, ethniques, de genre, etc...

Les premiers (ceux qui défendent la thèse de l'inter-impérialisme) accusent les seconds de « campisme ». Dans le « mouvement » français, la stigmatisation « campiste » est utilisée pour criminaliser ceux qui refusent le discours hégémonique (et donc impérialiste). Pour nous, le campisme, en tant que catégorie politique réelle, n'existe pas ; il existe en revanche l'anticampisme, qui n'est qu'une des nombreuses façons dont la gauche de l'OTAN criminalise ceux qui résistent au sein de la métropole impérialiste...



LA FRANCE À TRAVERS LE MIROIR

La fascisation et la manière dont l'intérieur devient un reflet déformé de l'extérieur

En France, comme dans l'ensemble des pays occidentaux, le contexte mondial marqué par une intensification des tensions impérialistes envahit de plus en plus notre vie quotidienne. Il ne s'agit plus d'une réalité abstraite et lointaine dont nous nous sentons déconnectés, mais d'une réalité qui s'impose à nous. Le pouls de la métropole impérialiste perçoit intuitivement que ce qui se passe ici est inextricablement lié à ce qui se déroule sur la scène internationale — mais avec ce changement, même le sommeil des villages, de la France profonde, a été brusquement interrompu. Parmi les puissances impérialistes — tant envers leurs rivaux que leurs alliés —, on observe un durcissement des positions : un glissement de la gestion diplomatique des contradictions vers la préparation matérielle de leur résolution par la force. À l'intérieur même des nations impérialistes, cette tendance trouve un écho sur le front intérieur, face à leurs propres populations. La préparation à la guerre impose la réalité d'un resserrement du contrôle sur le territoire national : pour la classe dirigeante, le risque de déstabilisation interne — et son effet amplifié face à un front extérieur hostile — ne peut pas être écarté. Au cœur des puissances impérialistes occidentales — le « monde libre », comme on l'appelait autrefois — on observe un glissement décisif vers la réduction de l'espace démocratique. Si, par le passé, les surprofits siphonnés des anciennes colonies suffisaient à financer une stratégie de « la carotte » — acheter la paix auprès d'une partie des masses (par exemple, l'État-providence, etc.) —, aujourd'hui, alors que la crise de l'Occident s'aggrave, la carotte est mise de côté et le bâton est brandi. Le 7 juillet 2026, l'Assemblée nationale a adopté, en première lecture, un projet de loi instaurant une présomption de légitime défense pour les agents des forces de l'ordre. Surnommée le « permis de tuer », cette loi renverse la charge de la preuve : les agents n'ont plus à prouver qu'un tir était nécessaire et proportionné — il est désormais automatiquement présumé légal. Cette loi n'est toutefois que la partie émergée de l'iceberg ; si l'on se concentre uniquement sur le monopole de la violence d'État, c'est-à-dire sur les éléments les plus visibles et les plus marqués, on risque de passer à côté du réseau insidieux de mécanismes et de réformes étatiques, qui, chacun à leur manière, élargissent progressivement le pouvoir coercitif de l'État tout en érodant simultanément l'espace civique et démocratique dans lequel nous évoluons et agissons. Ce carcan est un signe évident de fascisation. Il est essentiel de préciser ici que nous ne devons pas tomber dans l'illusion bourgeoise consistant à présumer que ces lois et restrictions s'appliquent de manière égale à l'ensemble de la « société civile ». Comme nous le verrons, c'est précisément le caractère de classe de la société qui rend ces restrictions inévitables pour la classe dirigeante en période de crise. Les « classes dangereuses

», les quartiers populaires, ceux qui ne se sont pas assimilés à la société française — la question de savoir comment contenir et neutraliser cette menace n'est pas nouvelle. Elle couve depuis longtemps sous la surface. Ce que la période actuelle y ajoute, c'est l'urgence : aujourd'hui, elle éclate au grand jour sous la forme d'une déclaration de guerre — la recherche de l'ennemi intérieur. Pour replacer ce changement dans son contexte, revenons sur la manière dont le traitement de cette contradiction interne a évolué au cours des dernières décennies en France.

INTÉGRATION SOCIALE

En 1981, avec « L'été chaud des Minguettes », la France a découvert pour la première fois à la télévision nationale les images de voitures en feu et d'émeutes dans les banlieues. Les fils et filles d'immigrés issus des anciennes colonies françaises, arrivés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour pallier la pénurie de main-d'œuvre industrielle, se retrouvaient désormais dans un monde post-industriel en proie au choc pétrolier. Les promesses de la génération de leurs parents, faites pendant les Trente Glorieuses, avaient rapidement cédé la place au sentiment accablant que la société française n'avait pas de place pour eux. Bien qu'ils fussent pour la plupart des citoyens français, un sentiment collectif grandissant de nôtre « ni bledards ni Français » se traduisait par l'impression d'être traités comme des citoyens de seconde zone — mis à l'écart, stigmatisés et soumis à une surveillance policière incessante par la société française. Contrairement à la période actuelle, la réponse directe de l'État à l'époque fut la mise en place d'une politique d'intégration sociale — la politique de la ville — axée sur l'animation jeunesse et la cohésion sociale par le biais de divers programmes et associations. La logique consistait à réparer le « tissu social » et à intégrer ces éléments instables dans la population active. Des centaines de millions de francs ont été alloués à cette tâche, alors même que la France traversait une période de ralentissement économique. On pourrait se demander : si c'était possible à l'époque, pourquoi ne le serait-ce pas aujourd'hui ? Mais cette crise était considérée comme exceptionnelle. Celle d'aujourd'hui est systémique et prolongée, liée à la crise du bloc occidental lui-même. À l'aube des années 2000, la politique sociale a légèrement évolué vers une politique de « mixité sociale » — fondée sur la théorie selon laquelle la concentration de la pauvreté dans les grands ensembles (pour la plupart vétustes et en voie de dégradation) était en soi le moteur du dysfonctionnement social — de sorte que la refonte du tissu urbain (démolition des tours, diversification des modes d'occupation des logements, reconnexion des quartiers à la ville) permettrait d'y remédier. L'Agence

nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) a été créée, investissant environ 48 milliards d'euros dans des centaines de quartiers. Il s'agissait du plus grand projet de construction du siècle en France : un plan ambitieux visant à démolir 200 000 logements, à en construire 200 000 nouveaux et à en rénover 200 000 autres, le tout en l'espace d'environ cinq ans.

FRACTURE SOCIALE

En 2005, la mort de deux adolescents, Zyed Benna (17 ans) et Bouna Traoré (15 ans), a provoqué une onde de choc dans les centres urbains français. Les deux jeunes, morts électrocutés après avoir été pourchassés par la police jusque dans un poste électrique, ont trouvé un écho auprès d'une jeunesse lassée du harcèlement policier dans ces quartiers. Des émeutes d'une ampleur sans précédent se sont propagées à travers le pays, touchant 300 villes et villages, et se sont poursuivies pendant trois semaines. L'état d'urgence a été déclaré — il s'agissait notamment du premier en France métropolitaine depuis la guerre d'Algérie. Des couvre-feux ont été instaurés dans les quartiers populaires ; des dizaines de milliers de policiers ont été déployés, ce qui a donné lieu à des milliers d'arrestations. Pour l'État, qui investissait dans ces quartiers depuis les années 1980, ce fut l'occasion de faire le point — et cela devint la justification d'un changement de discours : le problème n'était plus un manque d'investissement, mais la criminalité. À cela s'ajouta le contexte international de l'époque, celui d'un monde post-11 septembre où l'accent était mis sur les risques sécuritaires et la radicalisation. C'est à cette période que les préoccupations sécuritaires ont commencé à supplanter l'intégration sociale en tant que cadre dominant. Ce changement a été incarné par Nicolas Sarkozy — alors ministre de l'Intérieur, qui allait bientôt devenir président —, lequel s'est fait l'incarnation d'un discours beaucoup plus dur sur les banlieues, alors que le discours public s'orientait vers la délinquance, le renforcement des forces de l'ordre et de la surveillance, ainsi qu'une rhétorique plus sévère sur le « communautarisme ».

Cet usage croissant du terme « communautarisme » pour désigner un bloc social distinct, considéré comme porteur de valeurs différentes et en tension avec la société française dominante, a été renforcé par les attentats terroristes de 2015-2017 et la proclamation de l'état d'urgence qui s'en est suivie. L'accent a été mis sur les centres de lutte contre la radicalisation et les programmes de promotion des valeurs républicaines, qui n'étaient bien sûr pas facultatifs. Le « communautarisme » n'était désormais plus simplement en tension avec la société française, mais constituait une menace imminente pour celle-ci : la logique était la suivante : si ces populations ne pouvaient pas s'intégrer, il fallait les contraindre à s'assimiler. À partir de ce moment, l'état d'urgence est devenu une réalité permanente. Après des renouvellements successifs, ses pouvoirs de surveillance et de contrôle ont été intégrés au droit commun avec l'adoption de la loi SILT. La dernière décennie a à elle seule connu une accélération marquée : depuis 2015, au moins dix nouvelles lois sur la lutte contre le terrorisme et la sécurité intérieure ont élargi les pouvoirs de l'État

sur les soi-disant « suspects » — en pratique, des citoyens ordinaires.

L'ÉTAT D'URGENCE DEVIENT PERMANENT

Après la mort par balle à bout portant de Nahel Merzouk en 2023, des émeutes ont de nouveau éclaté dans les centres urbains français — plus brèves qu'en 2005, mais nettement plus explosives. Les appels lancés par les familles, les mosquées et les responsables communautaires au sein même des communautés de ces jeunes étant restés lettre morte, il est apparu clairement que, malgré tous les discours de l'État sur le « communautarisme », son influence sur la réalité des jeunes contredisait totalement cette logique.

Ces émeutes ont donc été présentées comme se déroulant dans un « vide politique ». En réalité, leur caractère politique est significatif : bien qu'elles aient duré trois fois moins longtemps, les émeutes de 2023 ont causé près de sept fois plus de dégâts aux propriétés publiques que celles de 2005. 273 commissariats ont été pris pour cible — une forte augmentation — et certains ont été incendiés à l'aide de cocktails Molotov.

Les mairies ont également été prises pour cible en bien plus grand nombre, avec 684 cas d'élus visés, parfois à leur domicile privé — ce qui constitue en soi un phénomène véritablement nouveau. Si 2005 a constitué une première explosion de colère contre les conditions de vie immédiates dans les quartiers — dirigée en grande majorité contre les infrastructures locales elles-mêmes (écoles, voitures, bus, bâtiments publics) —, 2023 témoigne davantage d'une évolution : une tentative de remonter à la source de ces problèmes, en s'étendant pour cibler les institutions de l'État directement responsables (résidences des maires, mairies, commissariats). Si les causes sous-jacentes des émeutes de 2005 — dégradation urbaine et violences policières dans les quartiers populaires, etc. — sont restées les mêmes, plusieurs facteurs sont venus les aggraver et les exacerber : la présence étouffante et constante de l'État dans la vie quotidienne, due non seulement aux pouvoirs accrus de l'État dont nous avons parlé précédemment, mais aussi aux années de restrictions liées à la COVID.

Nous vivions au lendemain du bouleversement social provoqué par la révolte liée à l'assassinat de George Floyd, qui s'était en partie déclenchée en raison de la réalité concrète du confinement, lequel avait rendu plus qu'évidentes les divisions de classe au sein de la société. Cette situation était tout aussi palpable en France ; alors que des mesures d'urgence étaient mises en place, ceux qui en avaient les moyens se retiraient dans leurs villas à la campagne pour se protéger, tandis que le prolétariat urbain n'avait d'autre choix que de continuer à emprunter des transports en commun bondés et à s'exposer au risque au travail, ou de rester confiné dans 70 m² avec des enfants qui grimpaient aux murs. Ces différences de classe ont littéralement signifié, pour certains, la différence entre la vie et la mort, et ces jeunes l'ont bien senti. Trois ans plus tard, la réponse apportée à cette fracture sociale est manifestement différente de celle des époques précédentes, marquées par l'intégration sociale : aucun nouveau modèle social d'envergure n'a été proposé pour résoudre ces problèmes.

Au contraire, des mesures plus répressives ont été mises en place, exposant les familles à des conséquences juridiques pour les actes de leurs enfants. Tout aussi révélatrice est une autre « solution » : l'extension des « Quartiers de reconquête républicaine » — une description à juste titre presque coloniale de la vision qu'a cette nouvelle ère des quartiers populaires, dans laquelle certains quartiers sont présentés comme existant en marge de la République et de ses valeurs, et devant être reconquis par la force. Et ce titre s'accompagne d'un durcissement prévisible de la répression, avec l'affectation de renforts policiers permanents (qui disposeront bientôt d'un permis de tuer).

LES QUARTIERS POPULAIRES – LE BERCEAU DE L'ENNEMI INTÉRIEUR

Nous avons examiné la militarisation exponentielle de la vie civique quotidienne en France au cours des dernières décennies, avec l'ancrage permanent de l'état d'urgence dans le droit civil. Un bref coup d'œil aux statistiques suffit à en montrer les conséquences : Les tirs mortels de la police ont fortement augmenté depuis la loi de 2017 sur la sécurité publique, qui a effacé l'ancienne distinction entre le cadre plus large de « recours aux armes » de la gendarmerie, de nature militaire, et la règle plus stricte de la police nationale, limitée à la légitime défense — plaçant ainsi les deux forces sous le même régime. 55 décès ont été enregistrés pour la seule année 2024, soit le chiffre le plus élevé depuis plus d'un demi-siècle. Les cas de violences policières ont également augmenté au cours de la dernière décennie, tandis que, parallèlement, les enquêtes menées par l'IGPN sur ces affaires ont considérablement diminué, 90 % d'entre elles étant déléguées à des cellules de déontologie locales, souvent dirigées par les propres supérieurs hiérarchiques des agents mis en cause. Il en résulte que le taux d'élucidation des affaires de violences policières est en baisse et que l'impunité des policiers ne cesse de croître. Le nombre de détenus a également atteint un niveau record, avec environ 88 000 détenus à l'été 2026 et un taux de surpeuplement de 140 %. Comme tout État, il justifie sa répression croissante à l'encontre de ceux qui sont déjà considérés comme des « criminels » en invoquant la protection de ses citoyens. Pourtant, dans une hypocrisie frappante, il restreint simultanément l'espace démocratique dans lequel ses citoyens peuvent agir — transformant ainsi de plus en plus d'entre eux en criminels, ne serait-ce que pour avoir simplement dénoncé la guerre à Gaza.

RÉDUCTION DE L'ESPACE DÉMOCRATIQUE – EN PARTICULIER POUR CERTAINS

Pour la France dominante, la réduction de l'espace démocratique s'est exprimée de manière particulièrement nette avec le recours à l'article 49.3 pour faire adopter de force la réforme des retraites, au mépris flagrant du consensus démocratique. Pour « l'autre France », celle des banlieues et des quartiers populaires, cette réalité était déjà une évidence depuis longtemps. La vie quotidienne avait déjà confirmé qu'une loi s'appliquait ici et une autre au reste de la population. Pour

beaucoup, cela a été aggravé par l'interdiction des manifestations de solidarité avec la Palestine et par la violence utilisée pour les réprimer — ce qui a donné le sentiment que « eux peuvent manifester, mais nous, on ne peut pas ». Nous avons également été témoins d'une vague de dissolution d'organisations — une mesure utilisée de manière disproportionnée contre les associations musulmanes et palestiniennes. Notez que les partis politiques eux-mêmes peuvent être, et ont été, dissous en vertu de cette loi, le dernier cas étant celui de Civitas en 2023. Pour mettre les choses en perspective : aux États-Unis et au Royaume-Uni, une telle mesure serait jugée inconstitutionnelle. Ajoutez à cela le fait que de nombreux élus, comme Rima Hassan, ont été accusés d'apologie du terrorisme, et l'on commence clairement à percevoir cette attaque contre l'espace démocratique.

Ensuite, il y a eu la vague d'accusations d'« apologie du terrorisme » déployées contre des musulmans français et des militants pro-palestiniens. Il est intéressant de noter que cette loi trouve son origine dans la loi de 1881 sur la liberté de la presse avant d'être intégrée au droit pénal — et aujourd'hui, en France, soi-disant berceau de la « liberté d'expression », elle sert précisément à restreindre cette liberté pour une partie de la population qui ose se reconnaître, ainsi que ses luttes, dans celles du peuple palestinien, ou du moins c'est ce que clament les cris du quartier : « Voici Gaza ! ».

L'assignation à résidence, à l'instar d'autres lois similaires que nous avons examinées, est passée d'un pouvoir réservé aux situations d'urgence à un outil permanent relevant du droit commun en 2017. Il s'agit d'une mesure qui a été utilisée contre des militants (par exemple, lors de la COP21). Elle est ordonnée par le pouvoir exécutif, et non par un juge, et confine la personne dans un périmètre géographique défini — non pas sur la base d'une condamnation, mais sur la simple suspicion d'un danger futur.

Par ailleurs, la proposition de loi Retailleau constitue un autre exemple de l'extension des pouvoirs de l'État. Elle permettrait d'étendre le gel des fonds et des ressources économiques d'un individu ou d'une organisation bien au-delà de la condition actuelle des « actes de terrorisme ». Notamment, ces mesures pourraient être prises sans qu'une condamnation pénale préalable soit requise et sans intervention préalable d'un juge.

Après avoir examiné la tendance croissante de l'État à s'octroyer des pouvoirs juridiques toujours plus répressifs — parallèlement à une érosion correspondante de l'espace démocratique dans lequel la population peut agir légalement —, nous devons souligner un thème récurrent dans ces lois : leur nature volontairement floue.

Il est important de comprendre ce caractère flou et pourquoi il est important. La plupart des analyses de gauche s'arrêtent là : l'absence de définition juridique précise de l'« apologie du terrorisme », par exemple, conduit à la criminalisation de citoyens ordinaires. Mais nous ne pouvons pas nous permettre de nous satisfaire de cette lecture bourgeoise de la légalité, qui présuppose que la loi s'applique de manière égale à tous. Nous savons que nous vivons dans un système basé sur les divisions de classes, où les mesures répressives et la réduction de l'espace démocratique sont utilisées de manière disproportionnée contre les quartiers populaires et la

classe ouvrière. Nous savons que l'« apologie du terrorisme » sera utilisée contre des membres de notre classe – comme deux membres de notre groupe de rédaction dont l'appartement a été perquisitionné à 6 heures du matin simplement pour avoir pris la parole sur la Palestine –, mais qu'elle ne sera jamais utilisée contre la classe dirigeante qui finance et encourage le génocide qui s'y déroule.

Ainsi, lorsque nous parlons de réduction de l'espace démocratique, celle-ci n'est pas répartie de manière égale. Pour les habitants des quartiers populaires, qui savent déjà ce que c'est que d'être traités comme des citoyens de seconde zone aux yeux de la loi, on pourrait penser que cela n'a rien de surprenant. Cependant – s'il est vrai qu'ils ont subi des mesures d'exception sans fin (couvre-feux, restrictions de circulation, contrôles d'identité incessants) appliquées collectivement à leur quartier – certains pourraient rationaliser cela précisément en raison de son caractère collectif : en effet, tout le monde est conscient de l'existence des réseaux de trafic de drogue et de la criminalité qui sévissent dans ces zones délabrées. Il en va tout autrement lorsque les personnes les plus brillantes et les plus intègres de ces quartiers – celles qui sont les plus engagées sur le plan civique et politique, bien qu'elles soient issues d'un monde abandonné par les politiciens – sont spécifiquement prises pour cible pour la seule raison d'avoir osé relever la tête et s'organiser. Cela crée un effet de politisation en cascade dans l'ensemble de la communauté environnante.

FASCISATION

Nous avons été témoins du règne de terreur exercé par l'ICE dans les quartiers populaires aux États-Unis : fusillades, enlèvements d'enfants, tortures et conditions de détention inhumaines. Aux États-Unis, comme dans d'autres nations impérialistes occidentales, la recherche de l'ennemi intérieur, dans un contexte de tensions mondiales accrues, s'est accélérée, s'accompagnant d'un renforcement des pouvoirs de l'État et d'un rétrécissement de l'espace démocratique.

Parmi la multitude de mesures prises pour réprimer les quartiers populaires, l'accent a été mis davantage sur le statut migratoire en raison de la composition de classe aux États-Unis, influencée par le modèle historique d'une migration temporaire et fluctuante.

En comparaison, la France a principalement connu une migration sédentaire et familiale en provenance de ses anciennes colonies (Maghreb et Afrique de l'Ouest), où la nationalité est désormais prédominante. L'outil utilisé vise donc davantage à créer une citoyenneté à deux vitesses, où, en théorie, le cadre juridique garantit l'égalité, mais où, dans la pratique, en raison de l'islamophobie institutionnelle, de la répression des quartiers populaires et de la cause palestinienne, rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité.

Ce serait toutefois une erreur de considérer la montée du fascisme, le spectacle d'une répression violente et les déclarations incendiaires de Trump, et d'en conclure que nous serions mieux lotis en France, au motif que nous sommes parvenus à faire barrage à l'accession du Rassemblement National au pouvoir.

D'un côté, nous avons un État qui a ouvertement déclaré la guerre à notre classe. De l'autre, un gouvernement technocratique qui ne s'embarrasse pas de propos incendiaires ni de démonstrations de force, mais qui agit discrètement en coulisses, tissant une toile juridique insidieuse pour tenter de nous empêcher de sortir d'une ligne qui ne cesse de se resserrer. C'est là un élément majeur de la fascistisation.

Un deuxième élément est le conformisme social, qui se distingue du fascisme historique, dont le cœur résidait dans la participation de masse (rassemblements, groupes culturels et parti de masse). Aujourd'hui, en revanche, la dimension de masse relève du conformisme social, qui est passif plutôt qu'actif. L'influence des médias contrôlés par le capital contribue à ce climat ; leur rôle est devenu si évident qu'il semble presque banal de le mentionner. Pourtant, cette apparente banalité n'en diminue pas pour autant sa fonction : à l'ère de la « post-vérité », au milieu d'un déluge d'informations contradictoires, elle sème le doute et la confusion, érodant non seulement la confiance dans l'État, mais aussi la possibilité même d'une compréhension objective (et donc de l'unité de l'action collective).

L'« unité », selon les médias contrôlés par le capital, ne peut donc être qu'une unité au sens négatif du terme. C'est-à-dire, par exemple, l'État-nation contre un ennemi commun, par opposition à la classe pour un programme commun. L'ennemi commun aujourd'hui n'est plus les États-nations adversaires, mais le terroriste sans visage, irrationnel, imprévisible et inhumain. Sur ce vide de définition, au niveau individuel, chacun peut projeter ce qu'il veut. C'est là que l'on peut observer une seconde fonction de l'ambiguïté, et donc du double standard, inhérente à ces lois répressives. Dans le climat actuel de crise et d'austérité en France, elles servent à signaler à une classe moyenne en déclin qu'il est plus sûr de faire profil bas et de se contenter d'un statu quo de plus en plus précaire, qui ne peut être garanti qu'en se distanciant activement de la « classe dangereuse » et de ses luttes. Parallèlement, pour ceux qui ont déjà rejoint leurs rangs, souvent moins habitués à la répression quotidienne subie par ceux qui occupent une telle position, le caractère perçu comme « arbitraire » de l'application de ces lois, combiné à l'ampleur presque inconcevable des pouvoirs exceptionnels pouvant être déployés contre eux, sert à déstabiliser et à désorienter, semant la peur et la panique dans leurs rangs.

Au contraire, en tant que communistes militants, nous savons que, face à la nécessité d'une action politique significative dans l'intérêt de notre classe – une action qui s'attaque au cœur même des fondements de l'État impérialiste –, la seule façon de nous prémunir contre la répression est de ne rien faire du tout.

LE DÉCLIN IMPÉRIALISTE OCCIDENTAL – LA BÊTE DEVIENT DE PLUS EN PLUS DÉSESPÉRÉE

Nous avons examiné comment, dans un certain sens, la France a retourné la machine de guerre vers l'intérieur – engendrant une sécurisation nationale et un recul démocratique qui font écho à la fascisation généralisée et aux mesures contre-révolutionnaires préventives observées dans l'ensemble de l'Occident.

Si nous voulons éviter les angles morts de l'analyse politique de la situation française — qui ne sont pas seulement propres à la gauche, mais traversent l'ensemble de la société française —, nous devons nous défaire des œillères qui nous conduisent à chercher les causes de la crise intérieure française uniquement dans des facteurs internes, et au contraire diagnostiquer l'organe en relation avec l'organisme dans son ensemble, c'est-à-dire être capable de relier l'intérieur et l'extérieur avec une vision d'ensemble.

À mesure que nous levons le voile, nous constatons que la structure s'apparente à celle d'une poupée russe : il faut prendre en compte les relations de la France avec ses anciennes colonies, sa place au sein de l'UE, la place de l'Europe au sein du bloc impérialiste occidental et la place de l'Occident dans l'ordre mondial.

Tout d'abord, et de manière évidente, on constate clairement la perte d'influence de la France en Afrique de l'Ouest avec la montée en puissance de l'AES et l'influence diffuse qu'elle a établie dans la région. À cela s'ajoutent les tensions avec l'Algérie, qui a perçu ce changement dans le rapport de forces et a réagi en s'affirmant avec plus de vigueur. De même, les tensions qui ont éclaté en Nouvelle-Calédonie constituent un autre exemple du mécontentement qui couve sous la surface dans les territoires d'outre-mer français.

Deuxièmement, la position de la France en tant que l'un des deux pôles principaux de l'UE, aux côtés de l'Allemagne, s'effrite. Elle a perdu sa crédibilité budgétaire avec un déficit qui atteint près du double du plafond de 3 % du PIB imposé par l'UE. Si l'Allemagne n'a pas été épargnée par la crise, elle l'a néanmoins mieux traversée que la France, en émergeant comme la plus forte des deux — ce qui se manifeste notamment dans le fait qu'elle se réarme progressivement pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, ainsi que dans la présence à la tête de la Commission européenne de von der Leyen, issue du choix allemand.

Troisièmement, en élargissant notre perspective, si l'on considère la France comme une puissance centrale au sein de l'UE, il convient alors d'examiner la position de l'UE au sein du bloc impérialiste occidental au sens large. Cette évolution s'est manifestée de multiples façons : depuis le fait que les États-Unis ne considèrent plus la sécurité européenne comme une priorité absolue et poussent l'UE à assurer elle-même sa défense, jusqu'aux droits de douane imposés à l'UE par les États-Unis, en passant par les revirements diplomatiques entre les deux blocs.

Enfin, le bloc impérialiste occidental lui-même est en déclin, et son centre — les États-Unis — se déchaîne dans des tentatives désespérées pour s'accrocher à sa position de puissance centrale, une position qui ne cesse de lui échapper à mesure qu'il perd son hégémonie face à la Chine.

En considérant cet ensemble, nous pouvons identifier cette emprise sur l'espace démocratique et la répression à l'intérieur (ressenties non seulement en France mais à travers ces différentes sphères) comme des symptômes. Car, à l'image d'un organisme qui, sentant qu'il a été attaqué par un virus extérieur, réagit de l'intérieur pour tenter de se débarrasser de l'intrus qu'il perçoit, il finit ce

faisant par endommager les propres cellules qui le composent. Ces attaques sont devenues plus fréquentes et plus aiguës parce que l'impérialisme occidental se trouve en position de faiblesse. Il ne s'agit plus d'une simple éclipse du soleil, où l'économie est momentanément plongée dans l'obscurité d'une crise, comme par le passé, mais, comme nous l'avons vu, d'un alignement de plusieurs planètes. Sa faiblesse soulève le voile de la démocratie bourgeoise et révèle à tous la brutalité qui se dissimule en dessous.

Ils savent que les facteurs matériels commencent à s'aligner contre eux ; car la décadence de leur ordre moribond a laissé s'accumuler un grand tas de petit bois sec. Il suffirait de la flamme vive de l'action subjective pour y mettre le feu, et ils se retrouveraient alors face à une situation très dangereuse. Mais nous devons être prêts : bien que la bête soit affaiblie, elle ne tombera pas d'elle-même, mais continuera à se débattre, folle et acharnée, et peut s'avérer très dangereuse, car elle dispose, parmi son vaste arsenal, des forces du capital, du contrôle de la presse et du système judiciaire, ainsi que du monopole de la violence d'État. C'est là que nous devons apprendre le véritable sens de l'internationalisme, non pas par des gestes symboliques, mais lorsque nous serons capables non seulement de comprendre, mais aussi de mettre en pratique le fait que notre liberté ici dépend de leur liberté là-bas, et que notre effort coordonné concrétise le cauchemar de nos adversaires alors que l'intérieur et l'extérieur se dressent contre eux, du cœur de la métropole impérialiste jusqu'au nouveau puits des continents qui se sont réveillés pour se soulever contre leurs maîtres séniles.

Pour nous y préparer, nous devons nous ancrer dans l'héritage des véritables tentatives de socialisme et d'internationalisme. Car le plus grand mensonge que notre génération se soit raconté est que nous devons allumer notre propre feu à partir de zéro plutôt que de porter le torchon qui a été allumé bien avant nous.



ENTREPRISE ET TERRITOIRE

sur l'action syndicale face à la précarité sociale

Pour intervenir efficacement, il faut mener des enquêtes, connaître la réalité. Dans l'activité militante – qu'elle soit politique, syndicale ou sociale –, il faut comprendre les changements qui ont bouleversé l'organisation du travail, la concurrence impérialiste mondiale et, par conséquent, l'État impérialiste lui-même.

Le problème de l'adaptation aux changements est une contradiction qui traverse le monde militant et les militants. Souvent, les mécanismes de conservation et de conformisme l'emportent. Prenons par exemple l'attitude tout à fait erronée qui consiste à réduire la lutte des classes, pour les communistes, à la lutte syndicale, ou à croire qu'il suffit d'évoquer le terme « classe » pour être une classe, pour comprendre où et comment la classe évolue.

L'action syndicale est certes importante car elle représente historiquement l'organisation naturelle des travailleurs, au service de l'unité, de la solidarité et de la coopération. Il est donc indispensable pour les communistes de participer et de promouvoir l'organisation des travailleurs. Cela ne doit toutefois pas nous empêcher d'analyser les différentes contradictions qui traversent la lutte des classes elle-même. La lutte des classes est à la fois simple et complexe. Elle est simple parce qu'elle est le moteur de l'histoire ; elle est complexe parce qu'elle recouvre toute une complexité de phénomènes : l'aristocratie ouvrière, l'armée industrielle de réserve, l'automatisation du processus de production, le Nord et le Sud du monde, le travail productif et non productif (par rapport à la plus-value), le parasitisme, le genre, les « races », etc.

Tous ces facteurs revêtent une importance fondamentale. Si l'on nie cela, on vit dans un récit toxique, qui a permis à la gauche occidentale de défendre ses propres privilèges face au prolétariat multinational, ou de transformer, dans ses variantes radicales, l'action politique en prose littéraire...

Ce document vise à mettre l'accent sur le lien entre l'action territoriale et les lieux de travail, au sein de la pratique syndicale. Il ne nous importe pas de citer des sigles syndicaux en les classant entre gauche et droite. Il existe différentes approches, qu'il serait réducteur de nier au sein du monde syndical, mais nous pensons qu'aujourd'hui les communistes peuvent militer dans l'ensemble du mouvement syndical et au sein des diverses structures et collectifs qui interviennent, des lieux de travail au territoire. L'essentiel réside dans l'action des communistes au sein de ces « organisations » et « mouvements » :

- centralisation et direction ouvrière contre la dispersion de la précarité sociale, ce que nous appelons l'organisation de l'autonomie prolétarienne
- unité avec les peuples du Sud, contre l'économie de guerre impérialiste
- lien entre crise capitaliste et socialisme

La critique même que les communistes adressent à la structure syndicale doit se débarrasser des approches conformistes qui prévalent au sein de la gauche occidentale. L'une des critiques les plus couramment avancées par les secteurs « radicaux » de la gauche occidentale consiste à dire que le réformisme des syndicats est la faute de la

direction réformiste. Ce qui sous-entend une radicalité immuable de la base. En réalité, la direction est l'expression de la base elle-même... Cela ne signifie pas pour autant qu'il faille abandonner la lutte interne, sur les plans idéologique, politique et économique. Les luttes internes aux syndicats, si elles ne sont pas liées à une lutte de classe – compte tenu de la composition de classe (secteurs prolétariens sans réserve contre l'aristocratie ouvrière et les classes moyennes) –, se réduisent à de simples assemblées de plus en plus muettes, où la lutte oppose différents clans politiques... Dans ce théâtre, bien sûr, des éléments d'extrême gauche peuvent également jouer un rôle ; ils sont souvent tolérés et utilisés dans les luttes internes. Le « syndicalisme » est utile, mais il ne peut pas dépasser le cadre légal et catégoriel que le capitalisme impose ; pour nous, il y a des communistes qui font du syndicalisme, mais il n'y a pas de syndicalistes qui font du communisme...

En tant que communistes, nous avons le devoir de valoriser et de tirer les leçons de l'autonomie prolétarienne lorsqu'elle prend forme et force, mais aussi de parvenir à lui donner une dimension organisationnelle et une perspective qui remettent en cause les fondements de la division de classe actuelle.

CONTEXTE DE LA PÉRIODE ACTUELLE

Nous traversons une période de profondes transformations qui imposent une réflexion collective au sein des organisations syndicales, ainsi qu'une révision des pratiques et des formes d'action. La France, à l'instar d'autres puissances occidentales, est confrontée à une crise systémique. Pour préserver son hégémonie économique et politique, elle intensifie les politiques d'austérité, affaiblit les droits sociaux et alimente des logiques de confrontation qui touchent en premier lieu les classes populaires, ici comme ailleurs. La France, comme l'ensemble de l'Occident impérialiste, est en crise et, pour maintenir son hégémonie, elle terrorise, sème la peur et déclenche des guerres contre ses propres classes populaires et contre les peuples du monde. Ce compromis né entre la classe et l'État, dans les métropoles impérialistes, à la suite de la fin de la Seconde Guerre mondiale, commence à se fissurer.

La crise et la précarité caractérisent la phase historique que nous traversons. Aujourd'hui, la crise et la précarité affectent durement nos vies. Les protections sociales collectives sont menacées, les conditions de travail et de vie se détériorent et l'insécurité sociale se répand partout.

CRISE

Nous assistons à une profonde transformation du cadre économique, politique et culturel.

L'économie de guerre tend à devenir le modèle dominant. Elle structure les choix budgétaires, industriels et idéologiques, tout en renforçant une polarisation politique et sociale qui traverse les principales puissances impérialistes. Aujourd'hui, en France, se déclarer ouvertement fasciste ou raciste n'est plus systématiquement perçu comme un stigmate : ces positions trouvent un écho et une légitimation croissante dans certains secteurs de la société.

Nous assistons par ailleurs à une réorganisation du monde du travail, caractérisée par la financiarisation, l'ubérisation et l'automatisation. L'impérialisme se caractérise par une concentration de plus en plus forte des capitaux — forme moderne du monopole — mais cette concentration s'accompagne, du point de vue des travailleurs, d'une fragmentation croissante des statuts, des contrats et des collectifs de travail. Plus les capitaux se concentrent, plus les travailleurs sont dispersés et mis en concurrence les uns avec les autres. Au sein de la métropole impérialiste, la part du travail productif devient de plus en plus marginale, par rapport à une composition de classe fondée sur des travailleurs parasites (par rapport à la plus-value)

Cette phase se caractérise par l'émergence d'un chômage structurel et permanent, particulièrement concentré dans les quartiers populaires et les banlieues urbaines, ce qui accentue la précarité et la vulnérabilité sociale.

Les flux migratoires, fruit des déséquilibres impérialistes, des guerres et des inégalités mondiales, deviennent un terrain d'instrumentalisation politique. Ils sont utilisés pour alimenter une guerre sociale entre les exploités, une opposition artificielle entre les « pauvres », qui affaiblit la solidarité de classe.

PRÉCARITÉ

Précarité du marché du travail

Le marché du travail est aujourd'hui structuré par une combinaison de flexibilité productive et de précarité contractuelle. La recherche constante d'adaptabilité et de rentabilité se traduit par une déqualification du travail, par une baisse réelle des salaires minimums et par un affaiblissement des garanties sociales et syndicales. Les parcours professionnels deviennent discontinus et instables : un salarié peut changer plusieurs fois par an d'emploi, de statut ou de catégorie. Travail et chômage s'alternent à des intervalles de plus en plus rapprochés, créant une situation d'insécurité permanente.

Précarité sociale généralisée

La précarité ne se limite pas au travail : elle touche tous les aspects de la vie sociale, de la santé à l'école, des transports au logement, en passant par la sécurité. Elle a un impact direct sur la santé physique et mentale de la population. Le manque de transports adaptés, l'insuffisance des centres de santé, l'affaiblissement de l'école publique et l'expansion du narco-banditisme sont autant de fléaux qui affligent quotidiennement les masses populaires. Face à cette situation, les réponses institutionnelles se limitent presque exclusivement à l'ordre et à la sécurité, avec un renforcement massif des dispositifs policiers (fondés sur une logique néocoloniale). Ces mêmes dispositifs alimentent les tensions qu'ils prétendent résoudre, par le recours répété à la violence et à des pratiques discriminatoires, y compris le racisme, à l'encontre des habitants des quartiers populaires. Intervenir dans ce contexte, intervenir à ce stade, est sans aucun doute difficile. Mais ce n'est pas impossible. La crise que nous traversons n'est pas seulement économique et sociale : c'est aussi une crise de consensus au sein des classes dominantes. Les politiques mises en œuvre suscitent la colère, le « désenchantement », la désillusion et une perte de légitimité. Cela fait émerger des contradictions et donc des espaces d'intervention. Pour agir efficacement, nous devons toutefois nous doter de formes d'organisation politico-syndicale adaptées à cette nouvelle phase. Dans un monde structuré par la flexibilité et la précarité, l'organisation devient un élément central. Sa stabilité, sa continuité et sa solidité sont les conditions nécessaires pour

nous relier aux conflits existants et aux défis sociaux et politiques contemporains. Une organisation syndicale ne peut se limiter à la seule défense catégorielle ou sectorielle. Elle doit assumer pleinement les défis sociaux, économiques et politiques qui traversent la société. Face aux transformations en cours, il n'est plus possible de se replier sur des identités étroites, ni de s'enfermer dans des espaces culturels ou symboliques de « gauche » déconnectés des réalités matérielles. Nous estimons que notre action doit être ancrée dans les conditions de vie concrètes des travailleurs.

POUR UNE ORGANISATION COHÉRENTE ET « AGILE »

Nous avons besoin d'une organisation capable d'allier solidité, stabilité et rapidité. Dans les grandes métropoles, les rythmes économiques et politiques sont effrénés : restructurations successives, contrats fragmentés, mobilités imposées. Lutter et résister dans ce contexte signifie se doter d'outils dynamiques et fonctionnels, capables de répondre aux contradictions actuelles avec réactivité et continuité. Les catégories professionnelles sont essentielles : elles structurent l'organisation, lui confèrent une base matérielle et une force collective. Mais elles ne suffisent pas. Dans le même temps, nous devons disposer de structures souples, capables de surmonter la précarité, d'organiser ceux et celles qui alternent entre emploi et chômage, entre secteur public et privé, entre emploi salarié stable et contrats à court terme. Et dans cette perspective, les syndicats locaux et les bourses du travail doivent jouer un rôle central. Ils doivent devenir des lieux d'organisation regroupant toutes les catégories professionnelles ainsi que les travailleurs et travailleuses précaires d'un même territoire. Il s'agit de renverser la logique qui les subordonne exclusivement aux structures de catégorie. Trop souvent considérés comme des instances secondaires ou administratives, ces espaces doivent devenir des lieux politiques et syndicaux stratégiques — l'épine dorsale de l'organisation syndicale. Dans un contexte caractérisé par l'individualisation et la fragmentation imposées par l'organisation du travail, ces structures territoriales sont capables de reconstruire le collectif et de créer de véritables communautés de lutte. C'est dans ces lieux que se tissent des liens entre les catégories, entre les statuts et entre les générations de travailleurs. Ils permettent en outre de relier la masse croissante de travailleurs précaires présents dans tous les secteurs — du public au privé —, dans des parcours de plus en plus mobiles, qui alternent travail, chômage et discontinuité de statut. Transformer les syndicats locaux et les bourses du travail en véritables points d'ancrage territoriaux signifie organiser cette réalité fragmentée et reconstruire une force collective capable de répondre aux défis contemporains du monde du travail.

Les catégories doivent bien sûr agir sur leur propre terrain — les lieux de travail — et savoir s'adapter à une composition du travail de plus en plus instable, caractérisée par des contrats à court terme, un taux de rotation élevé et des délais réduits. Mais elles doivent, dans le même temps, rester en lien avec les structures qui organisent celles et ceux qui traversent des phases d'interruption, de mobilité ou de chômage. L'objectif est double :

- stabiliser la présence syndicale sur les lieux de travail, en développant un travail de catégorie solide.
- maintenir un lien organique avec les structures qui interviennent spécifiquement sur la mobilité et la flexibilité du travail précaire, ainsi que sur la précarité sociale en général sur le territoire.

Il faut par ailleurs reconnaître qu'aujourd'hui, la lutte pour l'emploi selon un modèle classique ne correspond pas toujours aux besoins immédiats des travailleurs précaires. Leurs revendications portent souvent davantage sur le niveau des salaires, les rythmes et les horaires de travail, ainsi que sur la dignité et le respect sur le lieu de travail. Cela rend le travail de coordination encore plus indispensable. Dans ces domaines, un lien permanent entre le « fil » (l'action organisée sur le territoire) et le « nœud » (le syndicat de branche) devient stratégique. La relance des bourses de l'emploi et des syndicats locaux permettrait de renforcer et de dynamiser ce mécanisme de liaison.

Dans les banlieues, les difficultés liées au lieu de travail et les problèmes des quartiers populaires – logement, santé, criminalité – sont profondément liés. Nous avons besoin d'une approche globale, qui relie les conditions de travail aux conditions de vie, et c'est la seule capable de produire des résultats durables et de reconstruire le sens de la collectivité. Les problèmes liés au lieu de travail et ceux qui affligent les quartiers populaires – logement, santé, accès aux services publics, criminalité, exclusion sociale, racisme néocolonial – sont profondément imbriqués. La précarité du travail se reflète dans la précarité de la vie quotidienne. L'instabilité salariale a des conséquences directes sur l'accès au logement, sur la santé et sur les conditions de vie des familles. À l'inverse, les difficultés sociales des quartiers ont une incidence sur la capacité d'organisation et de résistance sur les lieux de travail. C'est pourquoi l'action ne peut pas cloisonner ces domaines. L'organisation syndicale et territoriale doit être capable d'articuler les conflits du travail avec les luttes sociales, en jetant des ponts entre l'entreprise, les lieux de travail et le quartier, entre les travailleurs, les précaires et les habitants.

POUR DES PLATEFORMES TERRITORIALES POUR LA RECOMPOSITION DE CLASSE

Pour que ce travail dynamique et organisationnel produise des effets concrets, il est nécessaire d'élaborer des programmes et des plateformes revendicatives territoriales capables de rassembler les travailleurs tant sur les lieux de travail que sur les territoires. Il ne s'agit pas d'additionner des revendications sectorielles, mais de construire des cadres communs reliant l'emploi, le salaire, les conditions de travail, le logement, les services publics et la dignité sociale. Le point de départ doit être les besoins réels de résistance et de réorganisation de la classe telle qu'elle existe aujourd'hui : fragmentée, mobile, marquée par la précarité et l'alternance entre emploi et chômage. Nous insistons sur cet aspect, car l'idée d'une simple « convergence des luttes » s'est révélée largement insuffisante ces dernières années. L'« intersection » ou la coordination ponctuelle de mobilisations distinctes ne suffisent pas à produire une force collective durable. L'enjeu n'est pas la somme algébrique de différentes composantes, mais la capacité de recomposition à travers des formes d'organisation stables et une perspective commune. C'est dans la structuration (l'organisation), dans la continuité et dans la construction d'un horizon partagé qu'une véritable dynamique de classe peut émerger.

LA PLACE CENTRALE DE LA PRÉCARITÉ DANS LA PHASE ACTUELLE

Autrefois, la classe ouvrière industrielle jouait un rôle de « catalyseur » dans le conflit social et dans la construction de perspectives politiques. Grâce à sa concentration dans les grandes unités de production, elle constituait le principal

point d'appui de l'organisation et de la confrontation avec le patronat. Aujourd'hui, sans nier l'importance des secteurs industriels tant publics que privés, il est nécessaire de placer au centre de notre réflexion et de notre action la question de la précarité sociale. Les masses de précaires et de chômeurs constituent elles aussi une force sociale concentrée, en particulier dans les espaces urbains et périurbains. Cette concentration crée une condition objective : celle d'un passage possible de la quantité à la qualité. La quantité (la masse concentrée) ne devient une force que par le travail conscient d'organisation. C'est ce travail qui permet la transformation de situations dispersées en une organisation collective de la résistance. Ces fractions de classe sont également celles qui subissent le plus directement l'agressivité des politiques économiques bellicistes de l'impérialisme : austérité budgétaire, réduction des services publics, militarisation des territoires, répression sociale. Placer la précarité au centre ne signifie pas opposer les travailleurs les uns aux autres, mais reconnaître la composition réelle de la classe aujourd'hui et adapter nos formes d'organisation à cette réalité.

VISION GLOBALE ET INTERNATIONALISME

S'il est indispensable pour une organisation syndicale de développer une vision d'ensemble des problématiques et des catégories sociales qui traversent le monde du « travail et du non-travail », il nous semble évident que l'attention doit se concentrer en priorité sur les ouvriers et la précarité sociale dans les banlieues urbaines. Cette approche doit s'articuler avec les luttes des peuples opprimés et les mouvements de résistance, afin de construire une solidarité qui dépasse les seules frontières du travail salarié. Cette centralité locale ne doit pas exclure le lien avec les luttes des peuples opprimés au niveau international. L'exemple de la Palestine montre l'importance des conflits sociaux et politiques mondiaux dans le monde du travail. Les grèves et les mobilisations politiques qui ont secoué le monde du travail en Europe, et en particulier l'exemple de la grève politique de masse en Italie, ont démontré concrètement que les luttes internationales peuvent alimenter et renforcer les mobilisations locales, en reliant les questions sociales, économiques et politiques à une perspective plus large.

CONCLUSIONS

Agir aujourd'hui, c'est comprendre le lien qui existe entre l'organisation du travail, la métropole et le rôle de l'État impérialiste. Les luttes, des lieux de travail aux quartiers populaires, des écoles aux prisons, prennent différentes formes d'intervention et d'organisation. De la recherche de nouvelles formes syndicales à la lutte politico-sociale. Il n'existe pas de recettes toutes faites ; l'important est d'expérimenter différentes formes. Adopter ce point de vue revient à se défaire d'une vision mythologique de la « classe » et, parallèlement, des multiples « particularismes », et à poser de manière concrète et réelle le problème de la recomposition de classe et, par conséquent, de l'organisation. En gardant toujours comme point central la relation qui existe entre les emplois et le territoire (avec toutes les problématiques politiques, sociales et culturelles inhérentes à la classe), car c'est la seule façon de parvenir à recomposer la classe dans un contexte de précarité sociale généralisée. C'est sans aucun doute l'un des défis auxquels le mouvement syndical est confronté et pour lequel son retard est manifeste...

ET POURTANT, ELLE TOURNE...

sur la naissance de l'Organisation Communiste de France et de la Jeunesse Communiste

« Et pourtant, elle tourne » : on raconte que cette phrase aurait été prononcée par Galilée à sa sortie du tribunal de l'Inquisition en 1633. Contraint de renier ses théories astronomiques (il avait soutenu, comme son collègue Copernic avant lui, que c'était la Terre qui tournait autour du Soleil et non l'inverse), Galilée aurait déclaré aux juges : « D'un cœur sincère et d'une foi sans feinte, je renie, maudis et déteste les erreurs et hérésies susmentionnées ». Mais en ajoutant, au moment de partir : « Et pourtant, elle tourne », en référence à la Terre. En réalité, cette phrase lui a été attribuée plus tard, par l'écrivain Giuseppe Baretti. C'est lui qui a ainsi reconstitué les faits en 1757, dans une anthologie écrite pour défendre le scientifique.

Nous vivons une période où les mouvements réactionnaires ont pris une ampleur de plus en plus massive, exprimant une hégémonie culturelle qui touche toutes les métropoles impérialistes, de l'anticommunisme brandi par le président Trump à la haine envers les classes populaires des techno-libéraux en Europe...

La gauche française elle-même est l'une des plus liées à la « gauche de l'OTAN » et prône un anticommunisme virulent. Le mouvement communiste et la gauche prolétarienne en général existent, mais ils sont fortement minoritaires et liés principalement au milieu étudiant ou à un microcosme syndical (délégués syndicaux, pour la plupart salariés par la structure syndicale elle-même ou par le monde associatif qui y est lié). Sa faiblesse ne réside pas dans ses divisions infinies, mais ces divisions sont le produit de sa faiblesse même. Une faiblesse liée à sa composition sociale – étudiants et classe moyenne –, ainsi qu'à ses idéologies de référence, fortement imprégnées de toute une série de références à l'idéologie impérialiste elle-même. Et pourtant, le mouvement communiste existe et « pourtant, il bouge ». De nouvelles organisations voient le jour, se posant comme des forces de rassemblement et de perspective politique nationale. L'importance de l'organisation, du parti, pour les marxistes-léninistes est un thème central. En tant que Supernova, nous avons toujours défendu l'unité des communistes et, bien que nous ne soyons pas des « fétichistes », nous estimons qu'il est important de valoriser toutes les tentatives organisationnelles concrètes du mouvement communiste en France.

Aujourd'hui, aucune organisation ni aucun groupe ne peut se permettre d'avoir le monopole en tant que « centre de rassemblement » pour les communistes. Les communistes et la gauche prolétarienne se trouvent aujourd'hui au sein de cercles, de collectifs, de revues, de partis parlementaires (de LFI au PCF), au sein d'organisations et de partis ou tout simplement au sein de mouvements syndicaux, sociaux, culturels, etc. Dans certains cas, les divisions sont byzantines et liées aux mécanismes de racket de la politique, mais en réalité, il existe des différences importantes : sur le rôle de l'impérialisme, sur la relation entre le parti et la classe, sur la stratégie et la tactique révolutionnaires, etc.

C'est dans ce contexte que deux nouvelles organisations nationales ont vu le jour ces derniers mois : l'Organisation communiste de France et la Jeunesse communiste. Bien qu'elles partent de contextes et de références très différents, nous pensons qu'elles constituent le signe d'une reprise du mouvement communiste en France et, plus précisément, du mouvement marxiste-léniniste. Ces deux organisations ont d'emblée mis en avant la nécessité de rompre avec le discours dominant de la gauche française radicale, libertaire, autonome, spontaniste et néo-réformiste, ce qui représente déjà une nouveauté importante qu'il faut soutenir !

Il ne s'agit pas d'expériences « de masse » (elles ne rassemblent pas des millions, mais seulement quelques centaines de personnes), mais cela signifie déjà qu'elles ont développé une « masse critique » qui les place hors de la dimension des cercles ou du localisme. Il est par ailleurs intéressant de souligner que ces organisations ont rallié des sections de jeunesse, parvenant à proposer un mode de travail militant qui ne se réduit pas à l'activisme antifasciste, avec une forte référence à la classe prolétarienne et aux luttes des peuples du Sud.

ORGANISATION COMMUNISTE DE FRANCE

L'OCF est née de la rupture avec l'ancien PRCF, principalement au sein de sa composante jeunesse. Le nom du journal de l'organisation, « La jeunesse du monde », reprend directement le titre du journal de l'organisation de jeunesse du PRCF. La rupture a été assez floue, mais il est clair qu'à la lecture des documents de l'OCF et de son

travail militant, on perçoit la volonté de dynamiser l'immobilisme du PRCF et d'atténuer les aspects les plus conformistes du parti qu'ils ont quitté. Le PRCF et l'OCF ont pour trait distinctif la défense du « souverainisme de gauche » ; au sein de l'OCF, on observe toutefois une réflexion plus approfondie sur cette approche, et moins stéréotypée (la campagne du PRCF pour la défense de la langue française...).

Mettre en avant une organisation, c'est aussi mettre en évidence ses contradictions et ses limites.

Le fait de ne pas prendre du tout en considération la question des luttes de libération au sein de la métropole impérialiste reste pour nous une grave limite. Parler de la Corse comme d'une région française, c'est nier le droit légitime du peuple corse à avoir sa propre nation. Lutter contre l'UE, contre l'OTAN, c'est aussi lutter contre les intérêts impérialistes de l'État français, et cela passe inévitablement par la reconnaissance de la légitimité de la lutte du peuple corse, breton, basque...

On y retrouve un rappel à la tradition du PCF, mais en même temps, on commence à entrevoir les limites que présentait ce parti, non pas dans les années 80, mais dans le rôle qu'il a joué dans la défense du néo-révisionnisme dans les années 60 et dans son rapport au néocolonialisme et à l'impérialisme français. La défense de la République française contre les mouvements réactionnaires de masse ne peut servir d'alibi pour adopter une position néocoloniale. C'est au cœur de cette contradiction et de cette tragédie que l'ancien Parti communiste français s'est complètement enlisé sur la question coloniale... L'analyse de la composition de classe reste pour nous le point le plus faible de l'OCF : on évite de prendre en considération les catégories de l'aristocratie ouvrière, du parasitisme international (par rapport à la plus-value), ainsi que la dimension de la précarité sociale généralisée. Les références à l'ancien PCF évoquent la perspective d'un futur parti communiste de masse, sans saisir les changements qui se sont opérés au sein de l'organisation du travail et au sein même de l'impérialisme. Historiquement, l'introduction du parti « cellules sur les lieux de travail », dans les années 1930, au sein du mouvement communiste, visait à rendre l'organisation plus « ouvrière » et moins liée à l'action parlementaire. En Europe, les partis ont été structurés avant même les circonscriptions. Cette structure a toutefois favorisé certaines dynamiques dégénératives. Tout d'abord, l'idée que le parti communiste est un parti « syndicaliste »...

Cette formule, tout en conservant un intérêt vital pour « la recherche d'une présence effective des prolétaires et des travailleurs au sein du parti », ne rend pas compte des changements structurels intervenus dans l'organisation

du travail, avec des unités de production plus petites en termes d'effectifs. Il faut partir du constat qu'il n'existe pas de formes parfaites ; il n'y a pas, d'une part, une sorte de « travaillisme » qui serait vaincu par un « programmatisme » réduisant l'organisation à une association culturelle, intellectuelle... On n'assiste pas non plus à une résolution des contradictions dans une forme d'organisation « liquide » typique des formations d'aujourd'hui, lesquelles sont principalement liées au consensus électoral. La forme de l'organisation politique doit nécessairement tenir compte des changements sociaux et politiques liés à l'impérialisme (métropole, organisation du travail, contre-révolution préventive), tout en favorisant autant que possible la croissance et l'adhésion des militants issus des milieux populaires. On retrouve le même mécanisme en ce qui concerne la question de la race ou du genre. La « race » et le « genre » restent un excellent critère, un levier pour évaluer la « santé politique » d'une organisation.

Tout cela ne nous fait toutefois pas oublier l'essentiel : la tentative sérieuse de la part de ces camarades de construire non une confédération entre différents groupes, mais de donner vie à un véritable processus d'homogénéisation et de centralisation organisationnelle parmi les communistes en France aujourd'hui. L'OCF se pose concrètement la question d'intervenir au sein de la métropole impérialiste française, en cherchant à développer une action qui s'adresse concrètement aux masses populaires, sans se contenter de simples visions « puristes » ou « syndicalistes » de la classe, en remettant la « politique » au centre, au sens léniniste du terme. Le travail et la discipline militante de cette organisation envers la classe ouvrière, sa fermeté dans la défense de la résistance anti-impérialiste et son soutien direct à ceux qui sont touchés par la répression font de l'OCF l'une des organisations les plus intéressantes et les plus dynamiques du mouvement communiste français actuel.

LA JEUNESSE COMMUNISTE

La Jeunesse communiste¹ est issue de la réunification de deux organisations de la jeunesse « maoïstes » et de quelques groupes de jeunes communistes indépendants. Sur le plan politique, elle s'appuie sur la revue « La Cause du Peuple », la revue historique du maoïsme français. Différents domaines gravitent autour de ce projet, depuis le milieu purement étudiant via la FSE, qui a réussi à se tailler une véritable place au niveau national dans le monde universitaire, jusqu'aux CEPS (Comités Populaires d'Entraide et de Solidarité), un réseau de comités d'action

¹Il existe une autre organisation portant le même nom, active au niveau national, liée à la scission de plusieurs sections rattachées à l'organisation de jeunesse de référence du PCF. Nous ne savons pas s'il s'agit d'un regroupement de groupes ou d'une véritable organisation nationale. Cela dit, ils sont actifs dans différentes régions sur divers thèmes : les questions étudiantes, la répression, les questions syndicales, l'anti-impérialisme, etc.

dans les quartiers populaires. L'action de ces camarades ne se limite pas à ces domaines, mais ils sont présents et constituent une force motrice au sein des mouvements contre la répression et en soutien à la lutte anti-impérialiste des peuples opprimés.

La capacité à rassembler, à l'échelle nationale, de jeunes a certainement été l'une des nouveautés les plus intéressantes du mouvement communiste en France. De nombreux groupes et organisations ont perçu la croissance et la naissance de cette organisation comme un « problème », tant par ceux qui revendiquent le « copyright » sur le maoïsme français que par ceux qui ne supportent pas que ces jeunes camarades réintroduisent dans le vocabulaire et le débat politique la question des rapports de force et de la rupture révolutionnaire. Les références historiques de cette organisation renvoient à un courant né dans les années 80, lié à la tentative révolutionnaire du Parti communiste péruvien (connu sous le nom de Sentier lumineux). Les limites de cette expérience ne doivent pas nous faire oublier qu'elle a représenté une véritable tentative de rupture révolutionnaire au Pérou. Les camarades français sont rattachés à un courant qui revendique le rôle « universel » des théories et des pratiques du PCP péruvien. Nous ne souhaitons pas, dans cet article, nous plonger dans les querelles et les courants du mouvement maoïste¹. Les critiques formulées à l'encontre des jeunes camarades par différents groupes français ont été menées selon une approche de « droite », allant jusqu'à inciter, dans certains cas, à la délation...

Nous pensons qu'aucune tactique ni stratégie ne peut être érigée en absolu ; la leçon du marxisme-léninisme nous enseigne que *« Ceux qui ne tiennent pas compte des changements dans les conditions politiques, culturelles et nationales de l'évolution économique (impérialisme), qui sont détachés de la situation historique concrète vécue et de la pratique, et ceux qui sont fixés sur une méthode de travail mécanique basée sur les œuvres de Marx, Lénine, Staline et Mao, peuvent être de bons marxologues, mais ils ne pourront jamais être des révolutionnaires prolétariens. »* Mahir Çayan

Le volontarisme, la passion révolutionnaire, sont nécessaires et vitaux, mais ils doivent être liés à la science socialiste et donc se confronter aux rapports de force et à l'organisation du travail. Nous restons toutefois convaincus que c'est précisément grâce à leur « enthousiasme militant » que ces jeunes camarades ont réussi à briser le mur du conformisme qui domine le mouvement communiste en France. La critique même qui est adressée à ces camarades concernant leur «

sectarisme » est, à nos yeux, à rejeter. Il faudrait se demander pourquoi ces camarades sont si attachés à leur indépendance ? De jeunes camarades nés dans le désert des années 2000, écrasés par l'idéologie impérialiste dominante, des camarades évoluant dans un pays où le poids culturel de l'impérialisme et de ses ramifications de gauche est extrêmement fort. Leur quête d'indépendance traduit leur volonté de résister aux influences bourgeoises et néocoloniales qui dominent dans la métropole impérialiste et qui polluent la jeunesse des masses populaires.

En tant que revue, si nous devons tenter de mettre en évidence un point critique au sein de la nouvelle Jeunesse communiste, c'est son extrême « fluidité » vis-à-vis de la catégorie de l'impérialisme. Cette approche, bien qu'elle ne soit pas identique à celle des forces trotskistes, est à bien des égards analogue. Considérer la Russie, voire la Chine, comme un pays impérialiste conduit inévitablement à une rupture avec les véritables mouvements progressistes, souverainistes et anti-impérialistes actuels dans le monde, et fait perdre de vue la contradiction fondamentale entre la guerre impérialiste et la résistance des peuples du monde. La Jeunesse communiste a subi et subit encore des attaques de la part de l'État impérialiste, et la cohérence de ses militants face à la répression est un exemple pour l'ensemble du mouvement communiste et anti-impérialiste.

Il est aujourd'hui fondamental de poser la question de la reconstruction d'une identité communiste, anti-impérialiste et prolétarienne et cette organisation a sans aucun doute un rôle et une responsabilité à jouer dans le développement d'une nouvelle génération de camarades et de militants communistes en France aujourd'hui.

**NOUS CONTINUONS À
AVANCER, NON PAS
PARCE QUE LE CHEMIN
EST FACILE, MAIS
PARCE QUE NOTRE
CAUSE EST JUSTE**

STALINE



SUPERNOVA
revue marxiste-léniniste

¹ En ce qui concerne le rôle du maoïsme, nous renvoyons à notre texte d'introduction à l'ouvrage des naxalites indiens: La révolution chinoise, Contradiction éditions, 2025

LA THÉOLOGIE DE LA LIBÉRATION

et le christianisme révolutionnaire de Camilo Torres

Ce n'est pas la première fois que Supernova consacre un espace à des sujets liés à la religion. Notre intérêt pour les mouvements religieux et leur importance sur le plan politique et social est lié au rôle que joue la religion dans la lutte des classes. Loin de considérer la religion comme un héritage du passé, nous pensons au contraire qu'elle représente une dynamique en constante mutation, entre conservation et rupture, oscillant entre ces deux pôles. Au sein de la gauche libérale, libertaire et occidentale, à travers une lecture superficielle du marxisme, on a toujours conservé une attitude « bourgeoise radicale » envers la religion, n'en saisissant que la dynamique conservatrice. En s'alignant en France sur cet intégralisme laïc, qui est l'un des piliers culturels de l'impérialisme français.

La relation entre religion, marxisme, lutte des classes et processus révolutionnaire a existé et existe toujours. Dans le marxisme et dans le mouvement communiste international, il n'y a jamais eu d'attitude « anticléricale » ou « athée » à l'égard de la religion.

Le marxisme, la science socialiste, utilise le matérialisme dialectique et historique. Le terme « dialectique » exprime l'inclusion, dans la perspective matérialiste, de la conscience de l'interconnexion dynamique entre les processus et de l'universalité du changement : toute entité est soumise à un processus d'autotransformation, du fait que son contenu est constitué de forces opposées (ou contradictoires) ; chaque chose se transforme constamment en quelque chose de différent d'elle-même. Dans ce contexte, on rejette donc le mécanisme compris comme matérialisme non dialectique et la métaphysique au sens de l'ontologie idéaliste. Le matérialisme historique est l'application du matérialisme dialectique à l'histoire des sociétés humaines. Et il est clair qu'il défend une explication historico-scientifique de la création de Dieu par l'homme, tout en reconnaissant l'importance de la religion dans l'histoire humaine et ses répercussions au sein de la lutte des classes et donc au sein de la politique.

La dimension religieuse revêt une importance sociale, politique et culturelle, et traverse tous les continents, du cœur des métropoles impérialistes jusqu'au Sud du monde.

De quelle manière la gauche prolétarienne s'est-elle liée à certains courants religieux, quels sont les points de

contact et comment avancer dans la lutte contre l'impérialisme et le capitalisme, voilà des questions fondamentales. Une démarche qui devient d'autant plus nécessaire compte tenu de l'importance que revêt la religion au sein des classes populaires. Pour ce faire, il faut toutefois se débarrasser de ces deux approches :

- Une vision instrumentale, qui consiste à penser que la relation entre la religion et l'action politique n'est qu'une phase de transition vers des positions « cohérentes » de gauche et révolutionnaires. Nous ne nions pas que cela se produise, pensons par exemple à la figure de Malcolm X. Cependant, cette approche part d'un préjugé de fond que nous estimons erroné, à savoir penser qu'il y a contradiction entre être croyant et embrasser le programme marxiste-léniniste et révolutionnaire.

- Une dimension mythologique de la religion. Dans un contexte marqué par l'hégémonie impérialiste, qui détruit tout (mais pas la division de classe), le « retour » à la religion peut être vu comme une ancre pour ne pas dériver. Cette approche, bien qu'elle parte d'une répulsion sincère face à la domination culturelle impérialiste, ne parvient pas à élaborer une action politique adéquate, en niant la lutte titanessque qui traverse l'espèce humaine : *l'histoire de chaque société qui a existé jusqu'à présent, est l'histoire de luttes de classes...* Au sein de la gauche, cette attitude se transforme en « opportunisme », renonçant à la bataille politique contre les courants politico-religieux. Une bataille qui ne doit pas être comprise comme une guerre, mais comme une lutte politique non antagoniste : *« Nous sommes confrontés à deux types de contradictions sociales : celles entre nous et l'ennemi, et celles au sein du peuple. Les deux sont de nature totalement différente... Les contradictions entre les membres du peuple sont des contradictions non antagonistes. »*¹.

Une expérience qui a jeté un pont entre la gauche prolétarienne et la religion a été la Théologie de la Libération et les expériences de christianisme révolutionnaire qui ont traversé l'Amérique latine. Des courants du monde chrétien contemporain qui ont fait de la « rupture » l'un de leurs éléments vitaux.

¹ Mao, *Sur la juste solution des contradictions au sein du peuple* (1957)

La Théologie de la Libération (TdL) est une idéologie politico-théologique née dans les années 60 lors de la réunion du Conseil épiscopal latino-américain (CELAM) à Medellín (Colombie). Cette doctrine prétend fournir une nouvelle interprétation globale du christianisme, considéré comme une pratique de libération, et se veut elle-même une introduction à cette pratique. Puisque, selon cette théologie, toute réalité est politique, la libération est elle aussi un concept politique et l'introduction à la libération est une introduction à l'action politique : « Rien n'est en dehors de l'engagement politique. Tout a une connotation politique », Gutiérrez, Teología de la liberación.

THÉOLOGIE DE LA LIBÉRATION

On définit un « lieu théologique », c'est-à-dire une perspective à partir de laquelle on construit le discours sur Dieu. Un Dieu d'amour ne peut coexister avec l'injustice, l'exploitation, la guerre. Il s'agit d'une théologie qui ne se demande pas si Dieu existe, mais où il se trouve. C'est la réalité des luttes sociales et l'engagement des chrétiens en faveur de la justice qui constituent la base de l'élaboration de cette pensée.

En Amérique latine, la théologie de la libération est née à la fin des années 60. On cherchait à analyser et à expliquer les phénomènes sociaux latino-américains à la lumière de la situation périphérique du continent, face à un capitalisme central, situé aux États-Unis. La théologie de la libération s'appuie sur cette forme d'analyse pour tracer son propre chemin. Dès le départ, même si le vocabulaire est différent, les caractéristiques anti-impérialistes, voire dans certains cas directement anticapitalistes, sont présentes.

La pauvreté, la misère, l'oppression en Amérique latine ne pouvaient être dissociées d'un contexte plus vaste, dont les logiques s'inscrivaient dans la relation entre centre et périphérie. C'est un choix, non arbitraire, puisqu'on le considérait comme la meilleure manière de lire la réalité sociale pour la comprendre et l'exprimer ensuite en termes théologiques.

Pour la théologie, il s'agit d'un renversement de la logique du parcours habituel. En effet, par tradition, il s'agit d'une logique déductive, c'est-à-dire qui part de la révélation divine contenue dans les textes sacrés pour en tirer ensuite toutes les applications logiques et concrètes au niveau de la réalité.

La théologie de la libération, en revanche, part d'un parcours inductif, qui la conduit à construire une pensée spécifiquement religieuse à partir du réel et de la pratique sociale. Un parcours intellectuel de ce type introduit inévitablement un élément de relativité dans le discours théologique. Le discours n'est donc plus dogmatique, mais

part d'une réalité sociale et politique concrète ; en ce sens, la théologie de la libération utilise le marxisme.

« Le problème que pose cette théologie n'est pas de savoir comment le chrétien doit s'engager politiquement, mais comment une personne politiquement engagée peut être chrétienne. Il ne s'agit donc pas de fournir un fondement théologique à l'engagement politique, mais de répondre aux interrogations religieuses du militant politique. La « théologie de la libération » n'est pas une théologie sectorielle, au même titre qu'il y a eu la théologie de la femme, la théologie de la sexualité, etc. La théologie de la libération n'est pas une réflexion sur un nouveau secteur qui aurait été négligé par le passé ; ce n'est pas, en d'autres termes, une théologie qui reste ce qu'elle était, même si elle découvre qu'elle a négligé un secteur particulier. C'est au contraire une réflexion sur tous les problèmes de foi sous un autre angle. La libération n'est pas l'objet principal de cette théologie, mais plutôt l'horizon sur lequel elle se fonde. C'est la nouvelle variable qui change le sens de tous les problèmes. Pour que cela soit plus clair, il faudrait parler de théologie libératrice, ce qui indique plus clairement qu'il s'agit d'une dimension qui touche l'ensemble des problèmes. Ce n'est pas l'expression des problèmes de tous les croyants, mais de ce secteur de croyants qui réfléchit à partir d'un choix politique. » Giulio Girardi¹

Cette orientation réduit manifestement le champ d'intervention de l'autorité religieuse dans l'interprétation des Écritures et de la tradition. La hiérarchie ecclésiastique n'a plus le monopole de l'interprétation religieuse, car celle-ci prend en considération les réalités sociales, analysées d'un point de vue très spécifique, celui des opprimés, et en choisissant le type d'analyse le plus adapté à cette perspective.

Dans le christianisme, ce choix (pré-scientifique) n'est pas arbitraire. L'esprit de l'Évangile va dans ce sens : Jésus a fait un choix très précis en faveur des pauvres et contre tous les pouvoirs qui oppriment : « *L'Esprit du Seigneur est sur moi ; il m'a envoyé pour annoncer la bonne nouvelle aux pauvres, pour proclamer la libération aux captifs...* », Luc 4,18.

Est-il donc possible qu'un parcours théologique chrétien prenne une direction contraire, consciemment ou non ? C'est là le point de départ de la théologie de la libération.

Bien qu'elle ne soit pas uniquement une éthique sociale, elle accorde à cet aspect une place centrale. En choisissant en effet un outil d'analyse qui s'exprime en termes de classes et non de couches sociales, elle modifie les perspectives traditionnelles de la doctrine sociale de l'Église. Cette dernière, qui se reflète généralement dans la pensée sociale des autres

¹ Giulio Girardi, La théologie de la libération et le marxisme

confessions chrétiennes et des religions en général, tend implicitement à analyser la société en termes de groupes sociaux qui se superposent, mais non reliés entre eux de manière structurelle. Il en résulte que le bien commun proposé par l'ensemble des systèmes religieux consiste à demander à chacun de contribuer, à sa place et dans sa situation, au bien-être de l'ensemble, sans remettre explicitement en cause la structure de la société (division de classe), qui attribue une place bien précise à chaque groupe social. C'est pour cette raison que la théologie de la libération adopte une analyse structurelle de la société, où elle reprend le marxisme, pour expliquer les inégalités et les injustices. Mais cette théologie va bien au-delà d'une simple rupture avec le christianisme « institutionnel ». Elle est aussi une christologie, c'est-à-dire une lecture de la vie de Jésus en tant qu'acteur social dans sa société, la Palestine de son temps, et c'est une ecclésiologie, c'est-à-dire une théologie de l'Église, analysée également dans ses réalités historiques et sociales. Elle propose une réflexion sur la liturgie et ses aspects socioculturels, une théologie pastorale qui analyse les moyens d'encadrement religieux dont disposent les Églises, ainsi qu'une spiritualité qui implique une lecture sociale du réel et l'engagement des chrétiens en fonction de leur foi. Il n'est nullement surprenant que la théologie de la libération ait suscité de vives oppositions au sein des Églises chrétiennes et surtout de l'Église catholique. D'une part, ce parcours théologique remettait en question l'ensemble de la lecture dogmatique et donc la position de l'autorité religieuse définie comme la seule et unique garante de l'orthodoxie. Mais d'autre part, l'utilisation de l'analyse marxiste comme outil de découverte et d'explication des sociétés faisait également l'objet d'une contestation radicale fondée sur l'association entre le marxisme en tant qu'outil d'analyse et de changement des sociétés et l'athéisme comme condition de son utilisation.

Dans son passionnant dialogue de 1985 avec Frei Betto, Fidel Castro a justement fait remarquer à ce sujet que, d'un point de vue historique général, *« on ne peut nier que, historiquement, l'Église – disons au moins une certaine Église – ait été aux côtés des conquérants, des oppresseurs et des exploiters. Il n'y a jamais eu de condamnation précise et catégorique de l'esclavage des Noirs et des Indiens, ni même de l'extermination des populations autochtones, ni de toutes les atrocités telles que l'expropriation des terres, des richesses, de la culture et de la vie. Aucune Église n'a condamné ce système qui s'est prolongé pendant des siècles. Peut-être qu'à l'avenir, dans cent ou deux cents ans, quelqu'un déplorera que, pendant des siècles, les Églises des capitalistes n'aient pas condamné le système capitaliste, ni l'impérialisme, tout comme nous devons aujourd'hui reconnaître qu'elles n'ont pas condamné l'esclavage, l'extermination des Indiens et le système colonialiste »*. Ce n'est pas un hasard

si, sur ce point précis, Frei Betto a répondu que « le dieu » (Betto a utilisé la minuscule, et ce n'est pas un hasard) *« que vous, marxistes-léninistes, niez est le même dieu que je nie, le dieu du capital, le dieu de l'exploitation, le dieu au nom duquel fut promue l'évangélisation de l'Amérique latine par l'Espagne et le Portugal, avec le génocide des Indiens qui s'ensuivit ; le dieu qui justifia et bénit les liens entre l'Église et l'État bourgeois ; le dieu qui légitime aujourd'hui des dictatures militaires comme celle de Pinochet. Ce dieu que vous niez et que Marx dénonça en son temps, nous le voyons nous aussi. Ce n'est pas le Dieu de la Bible, ce n'est pas le Dieu de Jésus »*.

Le terme a été introduit par Gutiérrez en 1973 dans son livre « Théologie de la libération ». Parmi les protagonistes de la naissance et du développement de ce courant de pensée figuraient les prêtres Gustavo Gutiérrez (péruvien), Hélder Camara et Leonardo Boff (brésiliens). Parmi les théologiens les plus célèbres, on peut citer : Frei Betto – écrivain, homme politique et théologien brésilien – emprisonné et torturé en 1969 par la dictature militaire brésilienne pour son engagement politique ; Oscar Romero, archevêque de San Salvador, capitale du Salvador, assassiné alors qu'il célébrait la messe en raison de son engagement à dénoncer les violences de la dictature contre le peuple salvadorien. Jon Sobrino, prêtre, religieux et théologien jésuite espagnol naturalisé salvadorien ; Giulio Girardi, ancien professeur d'université, prêtre, théologien et philosophe italien.

Cette doctrine n'a pas pour but de développer un nouveau traité théologique, comme par exemple d'élaborer de nouveaux aspects de l'éthique sociale ecclésiastique. La théologie de la libération est une nouvelle manière de comprendre et de vivre le christianisme dans sa totalité. La libération que Jésus-Christ a promise aux hommes, soutient Leonardo Boff, doit être recherchée tant sur le plan spirituel que par l'action politico-sociale. Les chrétiens, par conséquent, ne doivent pas seulement prêcher l'Évangile, mais aussi lutter.

Parmi les thèses de cette théologie, on trouve :

1. Le salut chrétien ne peut se réaliser sans la libération économique, politique, sociale et idéologique, en tant que signe tangible de la dignité de l'homme.
2. Éliminer l'exploitation, le manque d'opportunités et les injustices de ce monde.
3. Garantir l'accès à l'éducation et à la santé.
4. La libération comme prise de conscience de la réalité socio-économique latino-américaine.
5. Il n'y a pas seulement des pécheurs, il y a des victimes du péché qui ont besoin de justice. Nous sommes tous pécheurs, mais il faut distinguer spécifiquement la victime du bourreau.

6. Prendre conscience de la lutte des classes en optant toujours en faveur des pauvres.
7. Affirmer la centralité de la véritable démocratie parmi les masses, en mettant en évidence leurs véritables ennemis, afin de pouvoir transformer le système socio-économique existant.
8. Créer un homme nouveau, condition indispensable pour assurer le succès des transformations sociales. L'homme solidaire et créatif doit être le moteur de l'activité humaine, en opposition à la mentalité capitaliste de la spéculation et à la logique du profit.
9. Accepter librement la doctrine évangélique, c'est-à-dire assurer avant tout des conditions de vie dignes, puis, si la personne le souhaite, poursuivre l'activité pastorale, contrairement à ce qui se passait auparavant, où tant que les missions chrétiennes nourrissaient les gens, ceux-ci se déclaraient chrétiens.

Les liens avec les courants marxistes furent donc très étroits, même s'ils n'impliquaient pas l'ensemble du mouvement sur le plan organisationnel. Il serait d'ailleurs erroné de considérer la Théologie de la libération comme un ensemble homogène sur les plans théorique, politique et organisationnel. Les relations mêmes avec l'Église de Rome présentent des options différentes, avec divers degrés de critique et d'indépendance.

Ce que nous voulons mettre en avant, ce n'est pas tant la dimension « idéologique » et les auteurs qui ont systématisé la Théologie de la libération sur le plan théorique, mais les militants, ceux qui ont donné vie à des expériences concrètes au sein des mouvements et organisations populaires et révolutionnaires, en partant d'un christianisme révolutionnaire. C'est en ce sens que nous utilisons le terme de christianisme révolutionnaire, qui est d'ailleurs antérieur à la Théologie de la libération proprement dite.

Prenons par exemple la revue argentine des années 60-70, « Cristianismo y revolución », et le Movimiento de Sacerdotes para el Tercer Mundo¹, des expériences qui influenceront de manière déterminante les principales organisations de guérilla argentines : des Montoneros à l'ERP.

Le christianisme révolutionnaire, sinon directement la Théologie de la libération, a également influencé des courants de gauche au sein des mouvements politiques, syndicaux et sociaux entre les années 60, 70 et 80 en

Europe. En France, il a influencé d'importants secteurs syndicaux de la CFDT, ainsi que l'archipel des chrétiens de gauche : Vie Nouvelle, Jeunesse Étudiante Chrétienne (JEC), Action Catholique Ouvrière (ACO), des secteurs du PSU (Parti socialiste unifié) et « Chrétiens pour le socialisme » (CPS). Cependant, ces mouvements, tant par leur diffusion que par la radicalité de leur lutte contre l'impérialisme, resteront des expériences timides si on les compare aux réalités sud-américaines. Sur le plan historique, cela s'explique par plusieurs facteurs : le poids de l'aristocratie ouvrière et des classes moyennes dans les métropoles impérialistes, le poids de l'idéologie des classes dominantes et de l'opportunisme, ainsi que l'absence d'une pratique et d'une théorie de la résistance.

LE VATICAN ET LE POSTMODERNISME

Les courants chrétiens révolutionnaires et la théologie de la libération elle-même ont été, dès leur naissance, fortement combattus par le Vatican. En général, les militants chrétiens catholiques qui donnaient vie ou participaient à des mouvements populaires et de résistance étaient qualifiés de « communistes » et donc exclus de l'Église elle-même... Le Vatican agit en soutien à l'action de l'impérialisme, sur le plan politique et idéologique. Le pape Jean-Paul II (Karol Wojtyła) : lors d'un de ses premiers voyages apostoliques au Mexique, en janvier 1979, il a affirmé que « *la conception du Christ comme figure politique, comme révolutionnaire (...) n'est pas compatible avec les enseignements de l'Église* ». Il a également demandé des études sur la théologie de la libération, confiant cette tâche à la Congrégation pour la doctrine de la foi, alors présidée par le cardinal Joseph Ratzinger.

Deux documents furent élaborés : *Libertatis Nuntius* (1984) et *Libertatis Conscientia* (1986) ; dans les deux, on considérait l'inconciliabilité absolue entre le marxisme et la « *doctrine sociale de l'Église catholique* », en particulier dans la mesure où cette théologie soutenait que la rédemption était accessible par un compromis avec les exigences de libération sociale des pauvres. La charité, c'est bien, mais il faut criminaliser et démoraliser ceux qui posent la question de l'organisation, du pouvoir populaire, de la résistance.

De nombreux représentants de cette doctrine théologique, sous le pontificat de Jean-Paul II, ont été écartés de l'enseignement, réduits au silence et marginalisés, car accusés d'être marxistes. Karol Wojtyła s'est montré particulièrement explicite lors de ses voyages au Nicaragua, un pays où la TdL avait pris racine avec succès : lors de son premier voyage (1983), devant une foule de Nicaraguayens venus écouter de sa bouche une parole d'espoir, il défendit énergiquement l'autorité des évêques (opposés à la révolution sandiniste) en

¹ Le Mouvement des prêtres pour le Tiers-Monde (MSTM) était un mouvement fondé en 1967 au sein de l'Église catholique argentine, qui s'est efforcé de concilier l'idée d'un renouveau de l'Église à la suite du Concile Vatican II avec un engagement politique et social fort. Il était principalement composé de prêtres actifs dans les bidonvilles et les quartiers ouvriers. Un phénomène similaire, celui des « prêtres ouvriers », s'est également produit en Europe. En Italie, certains d'entre eux ont été en première ligne dans les luttes ouvrières en usine dans les années 70.

demandant au peuple de rester « silence, silence, silence ». En substance, il demanda aux Nicaraguayens de se taire face à l'autorité des évêques. Lors de sa deuxième visite au Nicaragua (1996), le pape a célébré la mort du marxisme et de la théologie de la libération, qualifiant la période du gouvernement sandiniste de « nuit obscure » ; une formule qui a été reprise par la propagande réactionnaire et qui a contribué à la victoire électorale du parti libéral, c'est-à-dire des classes dominantes du pays.

Les secteurs conservateurs de l'Église, tels que l'Opus Dei, ont joué un rôle décisif dans la marginalisation des représentants de cette doctrine théologique et politique particulière, en poussant à refuser le soutien du Saint-Siège demandé par Mgr Oscar Romero (archevêque de San Salvador, capitale du Salvador, assassiné alors qu'il célébrait la messe).

Le successeur de Jean-Paul II, Benoît XVI, a promulgué le 13 octobre 2006 une « Notification » condamnant comme « erronées et dangereuses » certaines thèses exposées par le théologien de la libération Jon Sobrino, jésuite basque émigré au Salvador, dans ses deux ouvrages *Jesucristo liberador. Lectura histórico-teológica de Jesús de Nazareth* (1991) et *La fe en Jesucristo. Ensayo desde las víctimas* (1999), qui ont connu un grand succès dans toute l'Amérique latine (et au-delà), ce qui montre à quel point il est difficile d'éradiquer certaines idées de l'esprit des opprimés. Les papes qui leur ont succédé, avec des nuances et des attitudes différentes (pensons au cas du pape François, né Jorge Mario Bergoglio), ont néanmoins maintenu une attitude fortement critique à l'égard de la théologie de la libération et du christianisme révolutionnaire. Une autre attaque contre la Théologie de la libération est venue cette fois-ci de la gauche occidentale (avec toutes les variantes idéologiques du postmodernisme) qui, selon un vieux scénario opportuniste, a commencé à miner « de l'intérieur » les fondements de la Théologie de la libération, en la diluant dans une « pensée faible » multiforme, aussi à la mode qu'inutile sur le plan de la pratique et de l'organisation politique de la résistance...

Ces courants ont monopolisé les intellectuels et les écrivains de la Théologie de la Libération eux-mêmes, allant jusqu'à creuser un véritable fossé entre les groupes intellectuels dits « progressistes » et ceux qui, sur le terrain, tentaient de construire une organisation et une résistance. Les attaques contre la Théologie de la libération et le christianisme révolutionnaire s'inscrivent dans la stratégie de l'impérialisme : détruire toute forme possible de résistance et l'idée même de résistance et de libération... Dans ce cas, les courants conservateurs de l'Église et l'idéologie postmoderne, bien que partant de points diamétralement opposés, convergeaient sur un point précis : l'anticommunisme, la condamnation de ceux

qui voulaient remettre en cause le monopole de la violence, l'excommunication et l'abjuration contre tous ceux qui plaçaient au centre la question du pouvoir populaire, de la rupture révolutionnaire...

Le rôle réactionnaire joué par les différentes Églises évangéliques américaines dans leur tentative de faire reculer le christianisme révolutionnaire et la gauche en général mériterait un chapitre à part. Leur rôle de soutien direct aux dictatures sud-américaines dans une optique anticommuniste et leur travail au sein des quartiers populaires pour « dépolitiser » les masses populaires ont été leur carte de visite... Rappelons une anecdote rapportée par des camarades brésiliens : dans les années 80, des groupes d'évangéliques pénétraient dans les favelas et invitaient les jeunes filles et les jeunes garçons à ne pas fréquenter les écoles populaires organisées par des groupes de la gauche révolutionnaire, souvent liés à des courants chrétiens révolutionnaires, en leur proposant des concerts et des fêtes...

CAMILO TORRES

La figure de Camilo Torres mérite un chapitre à part. Il est mort avant la naissance de la « théologie de la libération » proprement dite, mais il est reconnu comme le créateur de la conjonction entre théorie et pratique du christianisme révolutionnaire moderne et donc comme l'expérience la plus « réelle » de la théologie de la libération elle-même. Camilo Torres est le révolutionnaire qui a ramené le Christ parmi les hommes et les femmes, non pas comme un nouveau « gourou », mais à travers le martyre et le sacrifice révolutionnaire, comme le raconte la magnifique chanson de Victor Jara¹: Camilo Torres, (1969)

Là où Camilo est tombé

Une croix est née

Mais pas de bois

Mais de lumière

Ils l'ont tué alors qu'il allait

Chercher son fusil

Camilo Torres meurt

Pour vivre

On raconte qu'après la balle

On a entendu une voix

C'était Dieu qui criait

¹ Victor Jara (1932-1973), communiste et musicien chilien, torturé et assassiné dans les premiers jours de la dictature d'Augusto Pinochet

« Révolution »

À vérifier la soutane

Mon général

Car dans la guérilla, il y a de la place

Pour un sacristain

Ils l'ont cloué avec des balles

Sur une croix

Ils l'ont traité de bandit

Comme Jésus

Ils l'ont cloué avec des balles

Sur une croix

Ils l'ont traité de bandit

Comme Jésus

Et quand ils sont descendus

Pour son fusil

Ils ont découvert que le peuple

En compte cent mille

Cent mille Camilos prêtres

À combattre

Camilo Torres meurt

Pour vivre

Fils du pédiatre Calixto Torres Umaña et d'Isabel, il est né le 3 février 1929 dans le vieux quartier de La Candelaria à Bogotá, en Colombie. Pendant les deux premières années de sa vie, il vécut avec ses parents dans un appartement attenant au célèbre Hôtel Ritz, propriété de la famille. En 1931, son père prit ses fonctions de représentant de la Colombie auprès de la Société des Nations et la famille s'installa à Genève, en Suisse. En 1934, ils revinrent à Bogotá. En 1937, ses parents divorcèrent et Camilo et son frère Fernando restèrent sous la garde de leur mère. Il termina ses études secondaires au lycée Cervantes et, en 1947, s'inscrivit à l'Université nationale pour étudier le droit, cursus qu'il n'a pas poursuivi lorsqu'il a décidé, encouragé par les promoteurs vocationnels dominicains et contre la volonté de ses parents, d'entrer dans la communauté de Santo Tomás, située dans les Sierras del Chicó. Il est entré au Séminaire conciliaire de Bogotá et a reçu la soutane en septembre 1947. Pendant sept ans, il se

forma au sacerdoce, fut ordonné prêtre le 19 août 1954 et célébra sa première messe le lendemain dans la chapelle du lycée Cervantes, marquant ainsi le début de dix-huit années de ministère sacerdotal. Au séminaire, les étudiants étudiaient la théologie, l'herméneutique, la liturgie et la doctrine catholique, la philosophie et d'autres matières, mais les lectures qui remettaient en question l'injustice sociale, et en particulier celles qui traitaient de la lutte des classes ou de la critique du capital, étaient interdites. Cela n'empêcha pas Camilo Torres de s'intéresser aux causes de la pauvreté dans son pays et, avec son camarade d'études Gustavo Pérez, il forma des groupes d'étude sur les réalités sociales. Cela l'amena à mener des actions de sensibilisation et de transformation parmi les habitants des collines proches du séminaire. Cette interaction enrichit sa formation et sa conviction qu'un véritable Évangile doit être confié aux classes populaires. Un mois après son ordination sacerdotale, il se rendit à Louvain, en Belgique, pour étudier la sociologie. En apprenant les théories et en subissant l'influence des mouvements sociaux, il fut inévitablement attiré par l'activisme de libération sociale. En 1958, il présenta sa thèse de doctorat, « Une approche statistique de la réalité socio-économique de Bogotá », sous la direction du professeur Yves Urbain. Il revint en Colombie en janvier 1959 et entra à l'Université nationale en tant qu'aumônier adjoint. C'est là, avec Orlando Fals Borda, qu'il fonda le département de sociologie, enseignant la sociologie urbaine et le service social. En 1965, sous la pression de l'Église catholique, il se préparait à retourner à Louvain pour obtenir un doctorat en sociologie, mais il n'entreprit pas le voyage, choisissant plutôt une autre voie : la lutte armée. Lors du premier Congrès national de sociologie, qui s'est tenu en 1963, le prêtre Camilo Torres a présenté un essai sur le rôle de la violence dans les contextes socioculturels des zones rurales.

Il y affirmait que la violence était un facteur important pour parvenir au changement social, que les militants révolutionnaires luttèrent pour une nouvelle société et que les chrétiens, qui aspiraient eux aussi à une nouvelle humanité, avaient le devoir de se joindre à ces luttes. En mai de la même année, la République indépendante de Marquetalia fut bombardée et Camilo Torres, accompagné des prêtres Gustavo Pérez et Germán Guzmán Campos, tenta d'entreprendre une mission indépendante pour parvenir à la paix. Le cardinal Concha, qui s'opposait aux positions et aux actions du père Camilo Torres, interdit la participation des prêtres susmentionnés. Cependant, les événements de Marquetalia poussèrent le père Camilo à aller plus loin. En septembre 1964, il participa à un congrès de théologie pastorale, où il proposa que le changement social ne soit pas une simple question de charité chrétienne, mais un changement total des structures de pouvoir. La République de Marquetalia fut

une expérience de pouvoir local révolutionnaire. C'était le nom donné à un territoire situé dans le district de Gaitania, dans la commune de Planadas, département de Tolima. C'est là que vivait une communauté de paysans dirigée par Pedro Antonio Marín Marín, connu sous le pseudonyme de Manuel Marulanda Vélez ou Tirofijo, et par Luis Alberto Morantes Jaimes (Jacobo Arenas), fondateurs et commandants des Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée populaire (FARC-EP). Camilo Torres a vécu de près l'opération Marquetalia, et cette expérience a renforcé son engagement dans la lutte armée pour transformer les structures du pouvoir dans son pays. Le 27 juin 1965, il a été contacté par l'Armée de libération nationale (ELN) et a décidé de quitter la prêtrise. L'ELN venait d'être fondée, en 1964, tout comme d'autres organisations révolutionnaires dans divers pays d'Amérique latine, et était influencée par le marxisme-léninisme, et en particulier par l'expérience cubaine (les théories de la guérilla d'Ernesto Che Guevara) et vietnamienne (du commandant Giap). Le cardinal Luis Concha Córdoba, ultraconservateur et allié de l'oligarchie colombienne, avait déclenché une persécution féroce contre le prêtre Camilo Torres.

Cette même année, dans une interview, il révéla sa vision du christianisme : *« En analysant la société colombienne, j'ai compris la nécessité d'une révolution pour nourrir ceux qui ont faim, désaltérer ceux qui ont soif, vêtir ceux qui sont nus et garantir le bien-être de la majorité de notre peuple. Je crois que la lutte révolutionnaire est une lutte chrétienne et sacerdotale »*. En juillet de la même année, il rencontra le père Gustavo Gutiérrez à Lima. Le père Gutiérrez lui dit que, s'il rejoignait la lutte armée, la meilleure chose qui pourrait lui arriver serait d'être tué par la première balle lors de la première bataille. Le père Gustavo Gutiérrez est reconnu comme l'un des pères de la théologie de la libération et est décédé à Lima en 2024. Dans son livre *« Une théologie de la libération »* (1972), il soutient qu'il s'agit d'une réflexion théologique née de l'expérience partagée d'abolir l'injustice et de construire une société différente, plus libre et plus humaine, où l'expérience directe de Camilo Torres a été fondamentale pour parvenir à théoriser la Théologie de la libération. Camilo Torres Restrepo a embrassé la dimension combative et s'est engagé dans la lutte, conscient que, comme le Christ, il devrait sacrifier sa vie. Camilo avait été le leader du Front uni des mouvements populaires et on lui a demandé de poursuivre son activité politique en ville, en rejoignant les combattants dans les montagnes lorsque cela était nécessaire (les groupes de guérilla directement organisés au sein de l'ELN). On lui confia la tâche de travailler à un journal et d'impliquer des politiciens de tous horizons. Il se consacra de tout son cœur aux tâches que lui avait confiées le Front uni et publia avec succès l'hebdomadaire du mouvement ; la

première édition, à elle seule, fut tirée à 45 000 exemplaires et fut rapidement épuisée. Il rejoignit les groupes de guérilla de l'ELN le 18 octobre 1965 et rendit sa décision publique le 7 janvier 1966. Il fut tué le 15 février 1966, lors de son premier jour de combat.

Gardant une foi inébranlable en Dieu, Torres estimait que la mission terrestre d'un chrétien, et en particulier d'un prêtre, était de s'occuper des êtres humains. Torres insistait sur le fait que sans les mortels, même la figure de Jésus n'aurait eu aucun sens : *« sans l'homme, le Christ serait un rédempteur inutile »*. Torres voulait mettre en œuvre une version radicale du christianisme. En d'autres termes, il voulait *« réaliser dans toute leur ampleur les applications psychologiques, sociologiques et historiques »* du christianisme. Pour lui, le sacerdoce était l'application d'une forme extrême d'amour : le prêtre devait être *« un professionnel de l'amour à plein temps »*. Selon lui, le christianisme signifiait avant tout l'amour du prochain. Cet amour ne devait toutefois pas être abstrait, mais concret et effectif. La *« charité effective »* était selon lui *« la première priorité de la mission apostolique, surtout dans les pays sous-développés »*. La *« charité effective »* dont parlait Torres n'était pas ce que l'on entend communément par charité, mais la révolution, qui était un *« impératif chrétien »*. Cette révolution était nécessairement une action violente et organisée contre les classes dominantes : *« La violence [...] commence à créer une conscience de classe ; elle généralise les relations sociales entre les paysans de presque tout le pays »*.

Il existe des analogies avec la pensée de Frantz Fanon, bien que les deux hommes n'aient eu aucun échange et ne se soient jamais rencontrés. Chez Torres, la perspective socialiste était plus affirmée, mais leur anti-impérialisme, le choix de se ranger du côté des classes populaires et la nécessité de la violence révolutionnaire leur étaient communs¹. Sur le continent sud-américain, l'une des principales organisations de guérilla, l'ELN colombienne, revendique la figure de Camilo Torres, mais son héritage influence encore aujourd'hui une partie importante de la gauche populaire et prolétarienne dans toute l'Amérique du Sud et l'Amérique centrale. Connaître la vie de Camilo Torres et le christianisme révolutionnaire est important pour nous, car nous ne devons pas laisser les nouveaux mouvements réactionnaires de masse en Occident monopoliser la religion chrétienne. S'il existe une dimension conservatrice et réactionnaire dans la religion, c'est à nous de découvrir ou de redécouvrir la partie de rupture, celle qui est révolutionnaire, en valorisant ses expériences concrètes.

¹ Pour une critique « interne » au monde anticolonial et anti-impérialiste des théories sur la violence et du rôle des classes dans le processus révolutionnaire, nous renvoyons au texte publié : F. Fanon et les problèmes de l'indépendance, de Nguyễn Nghê, Éditions Contradiction, 2023

ISLAM ET MARXISME

Leila Ghanem

POURQUOI DÉBATTONS-NOUS DE CE SUJET AUJOURD'HUI ?

Parce que le problème est très actuel et urgent. Il a été mis au premier plan par nos ennemis de classe qui, depuis 2003, utilisent tout leur arsenal pour manipuler les sociétés du Moyen-Orient en utilisant la question religieuse comme un bétail. Cependant, à mon avis, le concept islamique en tant qu'idéologie de lutte contre le pouvoir central a toujours été latent dans les sociétés islamiques, mais il a été associé au socialisme à la fin des années 70, avec l'essor du mouvement de libération nationale dans les « 3A » d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique, qui a culminé à Bandung avec la prédominance du « discours socialiste ».

Il a été suivi d'une nouvelle phase que j'appellerai (en m'inspirant de la caverne d'Ali Baba dans Les Mille et Une Nuits) « Sésame, ouvre-toi ! ». À ce moment-là, l'« ouverture économique » du marché avait sapé le secteur public, l'industrie lourde et la souveraineté alimentaire en faisant échouer la réforme agraire... pour entrer dans le cycle infernal McNamara du duo dette-pauvreté. C'est précisément à ce moment-là qu'a commencé le retour postmoderne à la prédominance du « discours religieux ». Le fait qu'aujourd'hui les États-Unis et Israël désignent la résistance libanaise, en l'occurrence le Hezbollah, comme un ennemi stratégique à abattre en premier lieu, et que l'essentiel de leur politique étrangère soit dirigée contre l'axe Syrie-Iran-résistance libanaise, montre que nous, en tant que marxistes, sommes en retard dans l'analyse des mouvements de résistance actuels qui luttent avec les armes au Liban, en Palestine, en Irak et au Yémen, contre l'impérialisme yankee en premier lieu, contre ses laquais et contre l'État colonial d'apartheid israélien et les monarchies pétrolières du Golfe.

Je citerai brièvement l'exemple du Hezbollah, qui est à l'avant-garde de ces mouvements de résistance.

La question qui se pose à nous, marxistes, est de savoir comment évaluer ces mouvements de résistance anti-impérialiste et quelle attitude nous devons adopter sur la base de cette analyse.

Notons ici qu'il ne s'agit pas seulement d'analyser les théologies de la libération islamique, mais aussi d'évaluer les expériences qui sont jusqu'à présent restées en marge de nos débats, y compris au sein de la gauche arabe, qui a des attitudes perplexes sur le sujet, provenant en partie de l'influence des idées antireligieuses des Lumières dans le milieu des intellectuels de gauche.

LE MARXISME ET LA DIMENSION CULTURELLE

Nous partons du principe que le marxisme ne s'est pas intéressé à la dimension culturelle pour des raisons qui nécessitent une analyse distincte des courants de pensée de l'époque et de la dynamique du mouvement social ; mais ni Marx (contrairement à une lecture dogmatique de

son œuvre) ni les marxistes antidogmatiques ne prétendent que les idées, les religions et les croyances n'ont aucune influence sur le cours de l'histoire. C'est l'une des thèses fondamentales défendues par Maxime Rodinson, qui revendique une filiation marxiste de l'islam en se référant à Karl Marx qui proclamait dans un texte célèbre que « ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est, au contraire, leur être social qui détermine leur conscience ». (Préface à la Contribution à la critique de l'économie politique, Éditions sociales, Paris, 1947). En d'autres termes, ce sont les conditions matérielles dans lesquelles les êtres humains vivent et produisent qui déterminent leur façon de penser (et d'agir). Rodinson souligne que « *ceux qui débattent pour savoir si l'islam a été favorable ou défavorable au capitalisme partagent « la même hypothèse implicite », « que les hommes d'une époque et d'une région données, que les sociétés obéissent strictement à une doctrine préexistante, constituée en dehors d'elles, suivent ses préceptes, imprègnent leur esprit, sans transformation essentielle, sans l'adapter à leurs conditions de vie et aux modes de pensée implicitement suggérés par celles-ci »*. Maxime Rodinson, L'islam et le capitalisme.

Rodinson analyse en détail non seulement la relation entre l'islam et le capitalisme, mais aussi entre le socialisme et l'islam.

Le caractère anticolonial suffit-il pour analyser l'impact de certains mouvements de théologie de la libération, y compris les mouvements de résistance d'obédience islamique, sur la dynamique de l'histoire et la lutte des classes, ou est-il nécessaire que cette dernière ait un programme socio-économique favorable à la répartition des richesses, comme l'affirmation de nombreux partis communistes ?

La question semble cruciale aujourd'hui, compte tenu du fait que les perspectives d'une révolution anticapitaliste semblent lointaines et que l'islamisme radical a pour principal objectif les mouvements anticolonialistes. Je cite ici l'exemple de la bataille meurtrière menée par Daech, Al-Nosra, les Wahhabites et les Frères musulmans contre le Hezbollah, qui n'a pas encore pris fin. Derrière eux se cache le soutien financier et logistique d'une alliance tripartite : l'Occident impérialiste, Israël et les monarchies pétrolières. En d'autres termes, la lutte anticoloniale et anti-impérialiste est-elle indépendante de la question idéologique inscrite dans la lutte des classes ? C'est là l'essence même de notre débat ici.

Ceux qui ont étudié ces questions, en particulier ceux du tiers monde, ont compris la nécessité de poser une autre question déjà formulée au XIXe siècle par le bolchevique tatar Sultan Galiev, sur laquelle nous reviendrons plus tard.

Cette question est la suivante :

LE MARXISME ÉTAIT-IL EUROCENTRIQUE ?

En 1961, dans « Les Damnés de la Terre », Frantz Fanon écrivait : « Les analyses marxistes doivent toujours être légèrement distendues chaque fois que l'on aborde le problème colonial ».

Cette idée est un excellent point de départ pour réexaminer la problématique postcoloniale dans le cadre de ce que l'historien indien Dipesh Chakrabarty a appelé la « provincialisation de l'Europe ». Il existe, d'une part, une conception selon laquelle la provincialisation est synonyme de particularisation, et donc de relativisation, de la « pensée européenne eurocentrique », et en particulier de la pensée marxiste.

Il existe, d'autre part, une conception de la «provincialisation comme détente» qui souligne la nécessité d'un élargissement et d'un déplacement des frontières de la théorie marxiste au-delà de l'Europe comme condition de possibilité d'une véritable universalisation.

C'est pourquoi l'une des questions qu'il convient d'élucider est celle de la nationalisation du marxisme, dont l'identification habituelle à une « simple » question d'« adaptation du marxisme à des conditions singulières » ne rend pas compte de la complexité dans la mesure où, comme l'a démontré Gramsci, cette « nationalisation » implique de véritables processus d'adaptation théorique et pratique. L'exemple le plus célèbre reste celui de la « sinisation du marxisme » entreprise par Mao Zedong. En effet, comme l'écrit Arif Dirlik – qui est également un critique infatigable des études postcoloniales – « l'une des plus grandes forces de Mao en tant que leader était sa capacité à traduire le marxisme dans une langue chinoise ».

SULTAN GALIEV OU LE NATIONAL-COMMUNISME

Dans ce cadre, en analysant le parcours du bolchevique tatar Mirsaid Sultan Galiev, il est intéressant de se référer à une expérience peu connue : celle du « communisme musulman national » tel qu'il s'est développé en Russie soviétique, puis en URSS, de 1917 à la fin des années 1920.

1 – Comme son nom l'indique, il s'agit d'un communisme musulman qui pose plus que jamais la question du rapport entre, d'une part, les mouvements d'émancipation européens ou « d'origine blanche » et, d'autre part, l'islam et les groupes qui le composent en ce qui concerne leurs revendications politiques ;

2- Nous sommes face à un mouvement d'émancipation anti-impérialiste qui s'est développé en lien avec un processus révolutionnaire au cœur même de l'empire (russe), une situation historique dont le précédent le plus illustre est celui du lien entre les révolutions française et haïtienne à la fin des XVIIIe et XIXe siècles ;

À cette époque, Sultan Galiev a posé les fondements théoriques et idéologiques du communisme national musulman, qui peuvent être divisés en trois points :

– Le premier concerne les relations de classe et, corrélativement, la relation entre la révolution sociale et la révolution nationale. Réitérant l'opposition léniniste entre nations oppressives et opprimées, il appelle à « la vengeance des opprimés contre les oppresseurs » et déclare que « tous les peuples musulmans colonisés sont des peuples prolétaires ».

–Le deuxième point concerne la relation entre la révolution socialiste et l'islam. Si Sultan Galiev défend l'idée que « comme toutes les autres religions du monde », l'islam est « condamné à disparaître », il souligne néanmoins que « de toutes les « grandes religions » du monde, l'islam est la plus jeune, donc la plus solide et la plus forte par l'influence qu'elle exerce » et que la loi islamique (la charia) présente des prescriptions véritablement « positives » et progressistes : « l'obligation d'enseigner », « l'obligation de commercer et de travailler », « l'absence de propriété privée de la terre, de l'eau et des forêts », etc., – des prescriptions qui, comme le suggère Sultan Galiev sans le dire explicitement, pourraient être intégrées et soutenir une future société communiste.

– Troisièmement, pour Galiev, la singularité de l'islam réside également dans le fait que « au cours du siècle dernier, tout le monde musulman a été exploité par l'impérialisme de l'Europe occidentale ». L'islam a été et reste une « religion opprimée et poussée à agir sur la défensive », une oppression qui a généré un profond « sentiment de solidarité » associé à un fort désir d'émancipation. Pour Sultan Galiev, il n'y a pas d'incompatibilité entre la révolution socialiste et l'islam : il ne faut pas œuvrer à la destruction de l'islam, mais plutôt à sa déspiritualisation, à sa « marxisation ».

–La dernière approche concerne l'exportation de la révolution bolchevique ou, selon les termes mêmes de Sultan Galiev, la canalisation de « l'énergie révolutionnaire » née en Russie au-delà de ses frontières. Pour Sultan Galiev, le « foyer révolutionnaire » européen s'est déjà éteint, tandis que l'Orient constitue « un matériau très riche et très « inflammable ». Dans cette perspective, la révolution anticoloniale devient la condition de possibilité de la révolution européenne et mondiale, et non l'inverse : « Privé de l'Orient et isolé de l'Inde, de l'Afghanistan, de la Perse et des autres colonies asiatiques et africaines, l'impérialisme occidental périra et mourra de mort naturelle ».

Lénine, Les peuples de l'Orient et la question nationale, 1919

Un cliché persistant veut que, acculé par les défaites de la révolution en Europe après 1917, Lénine se soit tourné vers l'Orient et ait abandonné par dépit l'idée sacrée du « berceau (européen) de la révolution mondiale ».

Pour Matthieu Renault, qui s'est beaucoup intéressé à cette question, il s'agit d'une perception infondée. S'il est vrai que la pensée de Lénine sur les limites de la révolution manifestait une affinité singulière avec ceux qui affirment sans compromis la nécessité d'une « révolution coloniale », il misait en réalité sur les nations opprimées, les paysans pauvres, sur la rupture des relations coloniales, comme condition de la synergie avec la révolution socialiste.

L'intérêt de Lénine pour les luttes de libération nationale remonte à ses premiers écrits sur le développement du capitalisme en Russie, marqués, comme il l'a souligné à juste titre, par C. L. R. James – et ce n'est pas un hasard si c'est un théoricien marxiste non européen, en l'occurrence caribéen, qui l'a souligné – par C. L. R. James – et ce n'est pas un hasard si c'est un théoricien marxiste non européen, en l'occurrence caribéen, qui l'a souligné – par la décentralisation révolutionnaire impérative et

progressive, d'une traduction du marxisme dans un contexte différent de celui de l'Europe occidentale, sans lui être radicalement étranger.

C'est l'itinéraire d'une telle décentralisation qui doit être exploré à travers deux sources : la première concerne les réflexions de Lénine, avant 1917, sur la question de l'autodétermination nationale et les luttes pour l'indépendance, et la seconde, la manière dont, après 1917, il a tenté de répondre à la demande de décolonisation de l'Empire russe à partir du cas des colonies musulmanes d'Asie centrale.

LES LUTTES DE LIBÉRATION NATIONALE, OU LA RÉVOLUTION IMPURE

En juillet 1903, à la veille du deuxième congrès du Parti ouvrier social-démocrate russe (SDPWR), Lénine publia un article dans *Iskra*, « La question nationale dans notre programme », dans lequel il défendait le droit à l'autodétermination des nations, le droit à la séparation politique d'un État, à ne pas confondre avec le (prétendu) droit à l'autonomie nationale et culturelle au sein d'un État, auquel Lénine s'opposait avec véhémence. Le « Droit des nations à l'autodétermination » est une critique puissante de l'eurocentrisme qui régit l'approche de la question nationale par Rosa Luxemburg et ses partisans.

Pour Lénine, « affirmer que l'impérialisme exerce désormais sa domination sur le monde entier en transgressant toutes les limites territoriales établies » ne doit pas conduire à une négation, mais plutôt à une insistance sur l'urgence du problème des « frontières des États établies sur l'oppression nationale ».

Si Lénine ne remet jamais en question le rôle d'avant-garde du « prolétariat avancé », il ne nie pas, dialectiquement, que les guerres nationales et périphériques ont le pouvoir d'introduire des germes de contagion révolutionnaire au cœur même des puissances impérialistes : « *La dialectique de l'histoire fait que les petites nations... jouent le rôle d'un des ferments, d'un des bacilles, qui favorise l'entrée de la force véritablement capable de lutter contre l'impérialisme, à savoir : le prolétariat socialiste.* »

LÉNINE ET LES MUSULMANS DE RUSSIE

Le 20 novembre 1917, au lendemain de la prise du pouvoir par les bolcheviks, Lénine appela « tous les travailleurs musulmans de Russie et de l'Orient » à se joindre à eux dans la révolution en cours :

Musulmans de Russie, Tatars de la Volga et de Crimée, Kirghizes et Sartans de Sibérie et du Turkestan, Turcs et Tatars de Transcaucasie, Tchétchènes et Montagnards du Caucase ! *Vous tous dont les mosquées et les maisons de prière ont été détruites, dont les croyances et les coutumes ont été bafoüées par les tsars et les oppresseurs de Russie ! Désormais, vos croyances et vos coutumes, vos institutions nationales et culturelles sont libres et inviolables. Organisez votre vie nationale librement et sans entraves ! C'est votre droit. Sachez que vos droits, comme ceux de tous les peuples de Russie, sont protégés par le pouvoir de la Révolution, par les soviets des députés ouvriers, soldats et paysans.*

Si les relations entre le pouvoir soviétique et les populations musulmanes de l'empire russe, pendant et après la révolution, se sont avérées beaucoup plus

tumultueuses que ne le suggère cet appel à une union libre (révolutionnaire), celui-ci exprime le désir profond de Lénine d'une rupture radicale avec les politiques d'oppression des minorités nationales et religieuses qui avaient marqué toute l'histoire du tsarisme. Le symbole inaugural de ce désir est la restitution, ordonnée par lui, du Coran d'Othman, l'un des plus anciens exemplaires du texte sacré, aux musulmans de Russie.

Lénine a ensuite joué un rôle important dans les processus plus ou moins tumultueux de création des premières républiques soviétiques musulmanes, en particulier dans la crise du Bachkirie de 1919-1920, mais il s'intéressa particulièrement au cas du Turkestan russe (Asie centrale), conquis dans la seconde moitié du XIXe siècle par les armées tsaristes et soumis à une exploitation coloniale au sens strict. On y observe le développement des monocultures (en particulier du coton), la division spatiale entre les villes-villages des autochtones d'une part, et ceux des colons d'autre part – dont le nombre avait considérablement augmenté après l'achèvement en 1906 de la construction de la ligne de chemin de fer reliant Moscou à Tachkent –, ainsi qu'une opposition frontale entre les uns et les autres – les occupants russes, ukrainiens, allemands (ethniques) et juifs, divisés nationalement dans le reste de la Russie, apparaissant ici surtout unis, comme des Blancs contre des musulmans. Lénine s'est progressivement rendu compte que c'était au Turkestan, plus qu'ailleurs, que le défi de la décolonisation de l'Empire russe devait être relevé.

Le 22 avril 1918, Lénine et Staline envoyèrent un message de salutations « au Congrès des Soviets du territoire du Turkestan à Tachkent », assurant à ce dernier le soutien du Conseil général.

Selon Lénine, le processus révolutionnaire en Asie centrale devait servir de modèle, de source d'inspiration et d'« importation » pour les mouvements de libération nationale au niveau international, en particulier dans l'Orient musulman. C'est un laboratoire de la combinaison indispensable de la révolution socialiste et des luttes anticoloniales. Il ne s'agit pas seulement du renversement du pouvoir bourgeois existant, mais aussi de la destruction définitive de toute trace de l'héritage laissé par les pratiques colonialistes.

Ce sont là des éléments théoriques qui devraient nous permettre d'analyser un mouvement de lutte armée anticoloniale à obédience islamique : le Hezbollah, comme je l'ai annoncé au début.

LE HEZBOLLAH, DERNIÈRE RÉSISTANCE ARMÉE

Le Hezbollah est né en 1982 après l'occupation israélienne du Liban. Ses membres sont des musulmans chiites qui peuplent le sud du Liban et la Bekaa, régions du Liban qui fournissent la majorité absolue de la main-d'œuvre dans l'industrie agricole et le secteur tertiaire. Les chiites du Liban sont principalement d'origine prolétaire ou paysanne. La révolution islamique iranienne menée par l'ayatollah Khomeini contre le Shah d'Iran, marionnette de l'impérialisme et membre de l'OTASE¹ allait servir de

¹ Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est. L'OTASE était un instrument de la politique anticommuniste occidentale en Asie pendant la guerre contre l'URSS

tremplin aux militants chiïtes, jusqu'alors marginalisés et non organisés en syndicats.

Il faut rappeler que cette même population constituait la base des militants de la gauche libanaise. Malheureusement, cette dernière n'avait pas de véritable programme de lutte armée contre l'occupant. En 1982, lors de l'invasion coloniale israélienne du Liban et du départ forcé vers la Tunisie du bras armé de la résistance palestinienne dirigé par Yasser Arafat, exigé par les États-Unis et Israël, alors que les militants de la gauche libanaise jetaient leurs armes dans les rues pour échapper aux représailles, les militants du Hezbollah ont ramassé ces armes pour se préparer au combat.

Le Hezbollah s'est présenté dès le début comme un mouvement de libération nationale et non comme un parti religieux, bien que son discours s'inspire de l'histoire du mouvement chiïte, en particulier de la révolte de Hussein qui s'est soulevé contre le calife omeyyade sur la base de trois grandes lignes directrices :

1-La possession de la terre ;

2-La gestion des finances et des taxes sur le commerce ;

3-La répartition équitable des richesses.

Le chiïsme est contre la propriété privée et en faveur d'une gestion collégiale des finances permettant une répartition équitable des richesses entre tous les musulmans, sans distinction de classe. Pour les Omeyyades, céder du terrain aux insurgés allait à l'encontre du développement de la société et du commerce. Hussein et ses hommes ont été horriblement massacrés à Karbala, en Irak, lors d'un affrontement héroïque, car l'équilibre des pouvoirs ne leur était pas favorable en Irak : depuis cet événement, la bataille de Karbala est entrée dans la mythologie de tous les chiïtes. Lorsque Nassrallah annonce avec fermeté dans ses discours que « nous ne déposerons pas les armes même si tous les impérialistes s'unissent contre nous », il évoque dans l'esprit de ses combattants et de la population protectrice de la résistance l'exemple du martyr Hussein.

Dans la lettre fondatrice du Hezbollah, on trouve des extraits des revendications d'Al-Imam Hussein en matière de justice sociale et de protection des « défavorisés ». Mais le Hezbollah s'est radicalisé sur le terrain en adaptant ses principes aux besoins de l'époque. On constate ainsi un assouplissement du concept religieux (entre la charte de 1985 et celle de 2009). La dernière charte recentre les objectifs et la vision du Hezbollah sur « le rôle des femmes dans la société, l'indépendance du pouvoir judiciaire, la défense du multiconfessionnalisme, la lutte contre la corruption, la décentralisation et la

préservation de toutes les libertés publiques ». Il est aujourd'hui pratiquement le seul mouvement de résistance armée anti-impérialiste d'envergure internationale, dans des conditions difficiles marquées par la mobilisation totale des services de renseignement pour désarmer cette résistance, voire y mettre fin.

Ce mouvement de résistance a réussi à rassembler autour de lui des organisations marxistes, dont le FPLP, qui collaborent étroitement avec lui. Pour le peuple palestinien, le Hezbollah est le véritable porteur d'espoir pour sa libération du joug colonial. Les discours de Nassrallah sont suivis par les militants de base du Hamas, du Jihad et du Fath.

Le Hezbollah est conscient qu'un mouvement révolutionnaire ne peut se limiter à un seul pays, d'où la nécessité d'agir pour faire face à l'impérialisme sur tous les fronts. C'est pourquoi il a envoyé des troupes pour lutter contre l'armée mercenaire de Daech et Al-Nosra, entraînée et financée par la CIA et les monarchies pétrolières du Golfe.

En 2006 et 2009, le Hezbollah a organisé deux forums internationaux pour appeler à la convergence des causes entre les luttes armées anticoloniales au Liban, en Palestine et en Irak, et la lutte des peuples d'Amérique latine contre le capitalisme et l'hégémonie américaine, les luttes contre le système capitaliste qu'il qualifie dans son jargon de « source du mal » ; plus de 400 délégations étaient présentes.

Le Hezbollah n'a pas pu réagir à temps lors des grandes manifestations de 2019 pour des raisons de sécurité. Il est resté sceptique face à un mélange disparate d'une véritable révolte sociale et de la présence active d'ONG payées par les ambassades, en particulier américaines, pour expulser le Hezbollah du gouvernement : cela a provoqué un grand débat parmi les partisans de la résistance. La résistance est active dans le domaine social à travers des hôpitaux, des écoles et des orphelinats. Début 2006, selon un rapport de l'IRIN, le mouvement finançait 4 hôpitaux, 12 cliniques, 12 écoles, 2 centres d'équipement agricole, des programmes sociaux et environnementaux, fournissant des services gratuits ou à faible coût à certaines des régions les plus défavorisées du pays. L'une de ses institutions, la Jihad al-binâ, a joué un rôle important dans la reconstruction du Sud et des quartiers chiïtes de Beyrouth.

Cet article est inclus dans le livre « Marxismes et pensée critique dans le Sud global », coordonné par Néstor Kohan et Nayar López Castellanos et publié en 2023 par les éditions Akal. Leila Ghanem est une anthropologue marxiste libanaise

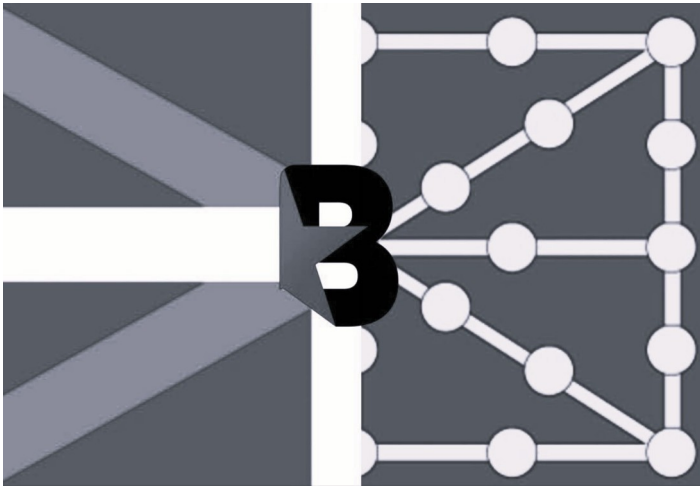


**CONTRE LES PRISONS IMPÉRIALISTES, FASCISTES ET SIONISTES
DÉFENDRE LA VIE ET L'IDENTITÉ POLITIQUE DES PRISONNIERS
RÉVOLUTIONNAIRES**

INTERNATIONAL SOLIDARITY FOR POLITICAL PRISONERS
is4pp.org

ENTRETIEN AVEC BULTZA EHM-L

organisation marxiste-léniniste du Euskal Herria



1. Reconstruire une perspective marxiste-léniniste signifie placer la « politique » au centre. Quelles sont les principales caractéristiques de votre projet politico-organisationnel ?

Tout d'abord, merci de votre intérêt et de nous donner la parole. Bultza était une petite organisation locale de Bilbao, à laquelle nous avons décidé, il y a un peu plus d'un an, de donner une dimension plus ambitieuse. Nous avons décidé de nous constituer en organisation marxiste-léniniste, nous nous sommes dotés d'un programme politique, nous nous organisons peu à peu au niveau national dans tout l'Euskal Herria et nous avons mis sur la table une proposition d'unité (EHM-L) autour du marxisme-léninisme dans notre nation, à l'intention de toutes les organisations ou personnes qui en ressentent le besoin. Nos principales caractéristiques s'articulent autour de la libération nationale de notre peuple, c'est-à-dire l'indépendance d'Euskal Herria, la lutte pour le socialisme et la lutte anti-impérialiste et internationaliste. Ces trois axes sont liés de manière dialectique, politique et stratégique. Nous ne souhaitons pas une indépendance au sens strict, qui nous libérerait de l'Espagne et de la France, mais pas de l'exploitation capitaliste. Nous ne concevons pas non plus une révolution sociale qui nous libérerait du capital, mais qui ne nous permettrait pas d'être libres en tant que nation. Il s'agit d'une lutte

simultanée et dialectique. Face au nationalisme basque bourgeois ou au socialisme étatiste, nous incarnons le patriotisme révolutionnaire basque, internationaliste et anti-impérialiste. Nous considérons la lutte révolutionnaire basque comme faisant partie intégrante de la lutte révolutionnaire internationale pour le socialisme et la libération nationale de tous les peuples du monde. Notre objectif, en tant qu'organisation communiste, est la révolution socialiste, la prise du pouvoir par la classe ouvrière, l'imposition à la bourgeoisie de la dictature du prolétariat et, par le biais de la démocratie populaire, la garantie d'une République socialiste basque réunifiée et euskaldune. Et pour tout cela, nous devons d'abord rompre tous les liens avec l'impérialisme : il est impossible d'être libres si nous restons liés et soumis aux structures impérialistes de l'UE, l'OTAN et les États espagnol et français.

2. La question nationale revêt, dans la phase impérialiste, une importance vitale pour définir une stratégie révolutionnaire. Pouvez-vous nous parler des caractéristiques spécifiques de la cause basque et des principales transformations qu'a connues la société basque ces dernières années ?

Comme nous le disons, dans ce pays, la lutte pour le socialisme et la lutte pour la libération nationale ont toujours été liées, et nous pensons qu'il doit en rester ainsi, car il s'agit d'une nation opprimée tant sur le plan national que social. Par conséquent, nous définissons l'Euskal Herria, ses sept Herrialdes, comme un cadre national autonome pour le développement de la lutte des classes, et le peuple travailleur basque comme un sujet politique révolutionnaire.

Comme le disait Argala, « ce que nous partageons avec les ouvriers d'Espagne ou de France, ce n'est pas l'appartenance à une même nation, mais à une même classe sociale ». Et comme le disait Txabi Etxebarrieta, « la situation d'oppression nationale et sociale crée une classe ouvrière dotée d'une conscience de classe nationale ». L'Euskal Herria est une nation issue de la

Basconie, de tribus et de peuples unis par une caractéristique commune qui les maintiendrait unis au fil des siècles et forgerait leur principal étendard, l'euskara. En effet, être euskaldún (basque) signifie « celui qui possède l'euskara ». Une langue et une identité populaire qui ont résisté, comme nous le disons, au fil des siècles. Pour résumer très succinctement, après la perte du statut de royaume indépendant de Navarre, son partage entre l'Espagne et la France, puis la révolution industrielle bourgeoise et la création du concept bourgeois de nation, nous en sommes arrivés à notre situation actuelle. Une nation opprimée et morcelée par deux États impérialistes qui lui ont imposé leur système économique, leurs langues, leurs cultures, etc., et dont nous voulons nous libérer tant sur le plan national que social, économique et culturel.

Quant à l'expérience historique communiste, nous estimons qu'il existe des expériences d'organisations et de processus dont nous devons nous revendiquer comme héritiers. La première fut la Fédération communiste basque-navarraise du début des années 1930, dissoute après la création du Parti communiste d'Euskadi en 1935. Nous estimons que cette organisation a correctement repris les fondements du marxisme-léninisme et les suggestions de l'Internationale communiste contenues dans la célèbre lettre de Manuïlsky qui proposait aux camarades basques : « L'objectif du Parti communiste doit être de créer, sur les ruines de l'État espagnol, la libre fédération ibérique de républiques ouvrières et paysannes de Catalogne, du Pays basque, d'Espagne, de Galice et du Portugal »

Nous adhérons à sa ligne telle qu'elle est énoncée dans son document programmatique de 1933, qui s'ouvrait ainsi : « La fédération communiste du Pays basque, (...) invite les masses populaires basques à lutter de manière révolutionnaire contre le pouvoir impérialiste espagnol et ses agents infiltrés dans le mouvement nationaliste basque, qui servent les intérêts des capitalistes basques alliés au pouvoir impérialiste d'Espagne, en faveur du programme révolutionnaire de lutte suivant pour notre véritable libération du Pays basque ». De même, nous revendiquons ces premières années du Parti communiste du Pays basque et son action pendant la guerre antifasciste, avec la création de 17 bataillons communistes, jusqu'à son absorption par le PCE, les deux partis sombrant peu après dans la dégénérescence vers le révisionnisme et la trahison. Quant à la question nationale, c'est dans les années 60 que le Mouvement de libération nationale basque a commencé à se structurer et que, autour de lui, se sont développés différents types de luttes et de fronts, avec leurs réussites et leurs erreurs, auxquels tant des organisations que des personnalités communistes ont également participé d'une manière ou

d'une autre. Ce mouvement a perduré jusqu'à ce que, suite à un processus de capitulation d'une partie du mouvement – celle qui est aujourd'hui dirigée par SORTU/BILDU –, une rupture se produise, un nouveau cycle s'ouvre et nous arrivions à la situation actuelle. Lorsque nous parlons de processus de capitulation et de reddition, nous ne faisons pas uniquement et surtout référence à la fin de la lutte armée ; les processus armés vont et viennent en s'adaptant aux réalités matérielles et aux niveaux de conscience des peuples et des classes, Ce qui a été véritablement néfaste et traître, c'est le processus de désarmement idéologique qui a mis fin à des décennies d'une ligne de confrontation avec les États oppresseurs et qui a tout misé sur le jeu électoral et social-démocrate, jusqu'à devenir ce qu'ils sont aujourd'hui : une social-démocratie autonomiste, pilier du gouvernement au sein du Parlement espagnol. En d'autres termes, la lutte pour l'indépendance et le socialisme a été conduite dans une impasse à la manière du « Sinn Féin », sans aucune issue pour le peuple travailleur basque, au point que même l'EPPK (collectif des prisonniers politiques basques) a fini par signer sa capitulation, en demandant pardon et en acceptant de se plier à toutes les exigences que le pacte entre l'État et la gauche abertzale officialiste leur a imposées. Le désastre de la « paix contre les prisonniers » n'a apporté la paix qu'à l'État, et seuls ceux qui ont signé et demandé pardon ont été libérés. Ceux qui portent haut le drapeau de la dignité et de la résistance ont quitté l'EPPK ou n'ont pas signé, et ce groupe, comme nous le disons, représente aujourd'hui en prison toute la dignité de notre peuple et de sa lutte. Si l'on ajoute à cela le changement de cycle historique, également au niveau mondial, après la chute de l'URSS et du bloc socialiste, et ce que cela a signifié pour la conscience de classe et la lutte ouvrière, alors le tableau se complique encore davantage. Nous traversons donc aujourd'hui une période difficile, un changement de cycle où il a d'abord fallu rompre avec toute la frange capitularde du MVLN et où il s'agit désormais, comme le dit notre slogan, de se remettre debout. Il faut reconstruire tous les outils de lutte et rechercher l'unité autour de principes clairs et fermes. Bien sûr, il reste encore des organisations qui ne se sont pas engagées dans ce processus et, au cours de cette dernière décennie, des pas ont également été faits dans cette direction et de nouvelles organisations ont vu le jour, mais il n'y a pas d'avant-garde pour mener un mouvement populaire fort et le faire avancer. De plus, nous estimons que certaines de ces nouvelles organisations ne sont pas seulement loin d'être la solution, mais qu'elles constituent à notre avis un obstacle pour repartir dans la bonne direction, car elles introduisent des thèses révisionnistes, « marxistes-occidentalistes » ou trotskistes. Par conséquent, face à ce panorama, il ne reste plus qu'à rompre avec tout ce qui ne

contribue pas à aller dans la bonne direction, à se remettre sur pied, à forger l'unité d'action avec ceux qui la recherchent et à emprunter ensemble une voie révolutionnaire qui nous mènera à l'instauration de la République socialiste basque.

3. En France, la question basque et le territoire occupé par l'État français ont été totalement occultés. En quoi consiste et comment s'exerce le contrôle de l'impérialisme français, ainsi que son soutien aux politiques « nationalistes-chauvines espagnoles » ?

Comme tu le dis, selon le territoire dans lequel nous avons été divisés, on vit une réalité ou une autre. En Ipar Euskal Herria ou Iparralde, dans les trois Herrialde sous occupation française, l'euskara n'est ni langue officielle ni même co-officielle comme en Navarre, et l'État français traite l'Iparralde comme une destination de vacances aux coutumes régionales exotiques. La « Communauté d'agglomération du Pays basque », créée en 2017, n'est rien d'autre qu'une nouvelle façon de nous maintenir sous occupation, mais sous une forme différente : une tentative d'adoucir l'occupation en nous accordant certaines compétences « autonomes » à l'image des communautés autonomes de l'État espagnol, mais guère plus. Peut-être que la politique de collaboration entre les États espagnol et français contre EH, la plus importante et la plus néfaste pour nous, a commencé lorsque l'État français s'est mis à collaborer avec la justice fasciste espagnole de l'Audiencia Nacional et à livrer des réfugiés, s'engageant ainsi dans un collaborationnisme absolu, tant policier que judiciaire, collaborationnisme qui perdure encore aujourd'hui.

4. Dans la métropole impérialiste, la crise touche certains secteurs de la classe ouvrière et l'on assiste à une lente érosion des classes moyennes ; cependant, il existe toujours une vaste aristocratie ouvrière et une classe moyenne qui défendent bec et ongles leurs privilèges impérialistes, constituant ainsi la base sociale des nouveaux mouvements réactionnaires de masse. Quels sont, selon vous, les liens qui peuvent se tisser entre le prolétariat des métropoles impérialistes et la résistance des peuples du Sud ?

C'est en effet un sujet important, car il faut savoir bien manier la dialectique. D'une part, il y a notre lutte des classes interne, nationale et étatique qui, en tant qu'ouvriers et communistes, nous place dans la défense des intérêts des travailleurs face à nos bourgeoisies, tant basque qu'espagnole et française. Cela inclut la défense de la petite bourgeoisie (petits agriculteurs et éleveurs, travailleurs indépendants, petits commerçants urbains, etc.) qui est également touchée par les politiques de

l'oligarchie, de la grande bourgeoisie et de l'État ; elle constitue un allié naturel de la classe ouvrière et fait partie du peuple travailleur basque et des couches populaires. D'autre part, il y a la question suivante : dans la division internationale du travail mise en place par l'impérialisme, la plus-value et les profits maximaux ne reviennent plus aux impérialistes, aux entreprises transnationales, par le vol de leurs classes populaires, en particulier de leur prolétariat, comme c'était le cas auparavant. Désormais, cette extraction de plus-value, dans le cadre de la division internationale du travail, s'est déplacée du centre impérialiste vers la périphérie et la semi-périphérie, par le biais d'échanges inégaux et du pillage direct résultant d'invasions et de guerres. Et grâce à ces profits extraits à l'étranger, ils achètent chez eux le silence et le conformisme d'une couche privilégiée de travailleurs permanents et bien rémunérés que, depuis l'époque de Marx et d'Engels, nous appelons l'aristocratie ouvrière. Autrement dit, la contradiction travail-capital / prolétariat-bourgeoisie s'exprime désormais plus fortement entre l'impérialisme et les peuples et nations qu'il néocolonise, assujettit, occupe, attaque... ce qui constitue une nouvelle expression de la contradiction capital-travail provoquée par la division internationale du travail, où les pays centraux se spécialisent dans les industries à forte valeur ajoutée, tandis que les pays périphériques sont relégués à la production de matières premières avec des salaires bas et des conditions de travail précaires. Lénine disait que : « la vaste politique coloniale a en partie conduit le prolétariat européen à une situation où ce n'est pas son travail qui fait vivre l'ensemble de la société, mais celui des indigènes coloniaux, presque réduits à l'esclavage. La bourgeoisie anglaise, par exemple, tire davantage de revenus des dizaines et centaines de millions d'habitants de l'Inde et de ses autres colonies que des ouvriers anglais. Dans ces conditions, s'instaure dans certains pays la base économique permettant d'imprégner de chauvinisme colonial le prolétariat de tel ou tel pays (...) qui tire certains avantages de sa situation privilégiée et tend par conséquent à oublier les exigences de la solidarité internationale de classe » Par conséquent, en appliquant les théories de l'échange et du développement inégal, nous restons fermement attachés au marxisme-léninisme et à l'analyse que Lénine avait déjà menée avec justesse. Quelle est l'influence de tout cela sur le mouvement ouvrier et communiste du centre impérialiste ? Eh bien, si nous voulons maintenir une praxis révolutionnaire, internationaliste et anti-impérialiste, nous devons

mener à la fois une lutte pour les droits de notre classe ouvrière afin de la conduire vers la prise du pouvoir, vers le socialisme, mais nous devons également lui faire prendre conscience de sa situation de « privilège occidental » face à la classe ouvrière et paysanne des

nations du Sud global. Et cela ne concerne pas seulement l'aristocratie ouvrière « de manuel », c'est-à-dire ce travailleur en CDI, fortement syndiqué, bénéficiant de salaires élevés et de meilleurs droits du travail (qui, bien sûr, ont souvent été acquis grâce à la lutte syndicale), mais l'ensemble des travailleurs bénéficie du transfert de valeur Sud-Nord à l'échelle mondiale et de ce fameux « État-providence », de plus en plus chétif et qui couvre de moins en moins de travailleurs, mais qui sert et a servi d'amortisseur aux contradictions internes de classe et d'effet aliénant, démobilisateur et déclassant. Il faut lutter contre ces deux formes d'exploitation : celle que subit notre classe de la part de notre bourgeoisie et celle que subissent les classes populaires du Sud global de la part de nos États impérialistes. C'est notre devoir, en tant que communistes, de dénoncer et de combattre ces deux formes d'exploitation jusqu'à y mettre fin.

5. Une dernière question : quelle est la situation politique et sociale des prisonniers politiques basques et quelles sont les formes de solidarité permettant de défendre leur vie et leur identité politique révolutionnaire ?

Actuellement, comme nous l'avons évoqué dans une autre question, les prisonniers politiques basques, à l'instar du mouvement auquel ils appartiennent, se sont divisés entre, d'une part, ceux qui ont décidé, plus ou moins trompés ou en toute conscience, de baisser les drapeaux

et de renoncer à leurs principes en échange de permissions et d'une légalité permettant à leur appareil social-démocrate de se présenter légalement devant leurs parlements bourgeois et, d'autre part, ceux qui continuent de brandir haut les drapeaux nationaux et de classe et qui préservent la dignité des prisonniers politiques basques révolutionnaires. Les chiffres varient désormais plus rapidement en raison précisément de ces libérations et de ces passages en régime de troisième degré accordés à l'EPPK, mais le nombre total se situe plus ou moins autour de 100 prisonniers. Parmi eux, le mouvement révolutionnaire basque revendique actuellement, si ma mémoire est bonne, 16 d'entre eux ; certains des nôtres sortent parfois aussi, certes, mais à la fin de leur peine, et non grâce à des mesures pénitenciaires. Quant à leur situation, ils se trouvent désormais presque tous dans les prisons basques ; c'est-à-dire que le seul point positif est que la dispersion a pris fin pour la quasi-totalité d'entre eux. Mais nous tenons à rappeler que Saioa Sánchez et Mikel Karrera sont toujours emprisonnés en France, et d'ici, nous exigeons non seulement leur transfert vers le Pays basque, mais aussi, bien sûr, l'amnistie pour tous et toutes les prisonniers politiques basques sans distinction, ainsi que pour tous les prisonniers politiques révolutionnaires du monde entier.

Pour en savoir plus sur notre ligne : Bultza.eus

Qui sommes-nous ?



Bultza EHM-L est une organisation marxiste-léniniste d'Euskal Herria. Nous nous définissons comme communistes et défendons farouchement les positions marxistes-léninistes fondées sur le matérialisme dialectique et historique, ainsi que la lutte contre le réformisme, l'opportunisme et le révisionnisme sous toutes leurs formes.

Notre objectif est la révolution socialiste, la prise du pouvoir par la classe ouvrière, l'instauration de la dictature du prolétariat face à la bourgeoisie et, par le biais de la démocratie populaire, la garantie d'une République socialiste basque réunifiée et euskaldune.

ENTRETIEN AVEC L'ORGANIZACIÓN DE LUCHA POR LA EMANCIPACIÓN POPULAR (OLEP) - MEXIQUE



1. Pourriez-vous présenter votre organisation ?

L'Organisation de lutte pour l'émancipation populaire (OLEP) est une organisation populaire et marxiste-léniniste, basée au Mexique. Notre objectif est, comme son nom l'indique, l'émancipation du peuple, et nous y travaillons à travers la transformation socialiste de la société et la construction de la démocratie populaire, sachant que cela ne sera possible que par une transformation en profondeur mettant fin à l'exploitation capitaliste, à l'oppression et au pillage. Nous sommes une organisation indépendante. Cela signifie : indépendance idéologique, économique et politique vis-à-vis de la classe bourgeoise et petite-bourgeoise, selon le principe que le peuple travailleur est et doit être l'artisan de son propre destin. De même, nous faisons partie du Mouvement démocratique indépendant.

Nous nous sommes constitués fin 2013, dans le contexte du mandat d'Enrique Peña Nieto (2012-2018), un gouvernement ouvertement néolibéral qui a renforcé cette politique au Mexique par le biais de réformes structurelles mises en œuvre sous le couvert du terrorisme d'État, ce qui a signifié une guerre contre le peuple qui s'est traduite par des disparitions forcées, des exécutions extrajudiciaires et des détentions arbitraires, entre autres violations graves des droits de l'homme.

Parallèlement à l'OLEP est né le journal FRAGUA, né de la nécessité de créer une tribune populaire qui se fasse l'écho des revendications les plus pressantes et qui explique, à partir de notre conception marxiste-léniniste, les contradictions et les phénomènes qui touchent l'ensemble de la classe ouvrière. En ce sens, le journal n'est pas seulement un moyen de diffusion, mais il offre également une alternative pour l'organisation du peuple et l'élargissement immédiat de ses droits.

En tant qu'organisation, nous avons mené différentes luttes, parmi lesquelles celle visant à obtenir la présentation, sains et saufs, des détenus-disparus, un problème qui s'est

aggravé au début du siècle actuel et qui reste à ce jour sans solution ; le chiffre officiel avancé par le gouvernement mexicain s'élève à 134 000 disparus et détenus-disparus. Depuis notre création en tant qu'organisation, nous nous sommes joints à la Campagne nationale contre les disparitions forcées, qui met en avant différents cas, parmi lesquels celui des militants révolutionnaires du Parti démocratique populaire révolutionnaire - Armée populaire révolutionnaire (PDPR-EPR) : Edmundo Reyes Amaya et Gabriel Alberto Cruz Sánchez, détenus-disparus le 25 mai 2007 dans la ville d'Oaxaca. Malgré la lutte et les mobilisations des organisations solidaires et des proches, et bien que leur affaire ait été portée devant la Cour suprême de justice de la Nation, la plus haute instance judiciaire du pays, aucune avancée substantielle n'a été enregistrée quant à leur réapparition sains et saufs.

De même, nous promouvons la défense des droits du travail de la classe ouvrière, qui, au fil des ans, a perdu de nombreux droits acquis grâce aux luttes populaires. La preuve en est que 55 % des travailleurs mexicains se trouvent dans le secteur informel (sans droits du travail). Face à cette situation, nous avons mis en place ces dernières années des Écoles des droits humains et du travail que nous avons baptisées « Ricardo Flores Magón », en hommage à l'héritage historique d'un révolutionnaire mexicain, précurseur des droits du travail et organisateur des classes populaires. Ces écoles ont été organisées dans différents États de la République mexicaine dans le but d'organiser la classe ouvrière autour de la défense de ses droits et de la transformation de la société capitaliste. L'OLEP mène la lutte pour les revendications immédiates du peuple, mais en les reliant toujours à la nécessité d'une transformation structurelle de la société. Nous considérons que l'organisation indépendante des masses constitue le principal outil pour affronter le capitalisme et l'impérialisme, non seulement au Mexique, mais dans le monde entier.

2. Le Mexique semble avoir pris un « nouveau cap », celui de la souveraineté et de l'indépendance. Le nouveau gouvernement mexicain jouit d'un grand prestige au sein de la gauche occidentale. Quelles sont, en réalité, les contradictions du nouveau gouvernement « social-démocrate » mexicain vis-à-vis de l'impérialisme et des classes populaires au Mexique ?

Claudia Sheinbaum (2024-2030) gouverne actuellement le Mexique, dans la continuité du gouvernement d'Andrés Manuel López Obrador (2018-2024), tous deux se présentant comme des gouvernements de transformation

et de gauche sous la bannière du parti-mouvement Morena. De notre point de vue, ces gouvernements représentent une social-démocratie qui gère le capitalisme au Mexique et qui, par conséquent, ne cherche pas à mettre fin à ce mode de production. Il convient toutefois de souligner qu'il existe effectivement des différences importantes par rapport au néolibéralisme qui a précédé Morena : depuis 2018, ils ont mis en œuvre des mesures qui ont immédiatement profité à la classe ouvrière, parmi lesquelles diverses aides économiques gouvernementales et une augmentation significative du salaire minimum. Pour autant, ils n'ont pas rompu avec le néolibéralisme dans les faits. Ils ne limitent pas les profits de la classe bourgeoise transnationale, dont les richesses ont encore davantage augmenté au Mexique par rapport à leur croissance sous d'autres gouvernements.

Or, il existe bel et bien une contradiction entre l'impérialisme américain et l'État mexicain. Ce dilemme se pose entre subordination et souveraineté. L'impérialisme cherche à subordonner le Mexique à tous les égards – économique, politique et militaire –, une subordination ouverte et sans détours ; l'État mexicain cherche à défendre la souveraineté nationale, mais finit par céder sur les points fondamentaux face au chantage des États-Unis, ce qui explique que notre souveraineté soit limitée.

On peut citer quelques exemples de cette subordination dans le domaine alimentaire : nous ne sommes pas autosuffisants dans la production de céréales de base telles que le blé, le riz, les haricots et le maïs jaune. Sur le plan économique, le gouvernement Trump prône la non-ratification de l'Accord de libre-échange, ou du moins s'en sert pour faire chanter le gouvernement mexicain par le biais de révisions annuelles, de droits de douane, etc. Ne pas ratifier cet accord porterait atteinte aux intérêts économiques des grands entrepreneurs détenteurs de capitaux transnationaux d'origine mexicaine et de marques telles que Bimbo et Maseca, car en ne pouvant plus exporter vers les États-Unis, ils perdraient au moins 45 % de leurs bénéfices. La dépendance économique vis-à-vis des États-Unis se manifeste également par le fait que le Mexique, loin d'être un pays industrialisé, est depuis les années 90 une usine bon marché au service de l'impérialisme.

Ainsi, bien que le discours gouvernemental revendique la souveraineté nationale et la justice sociale, les grands monopoles nationaux et étrangers continuent de concentrer d'énormes richesses, les rapports de production capitalistes restent intacts et l'exploitation de la classe ouvrière continue de constituer le fondement du fonctionnement économique. Sur le plan idéologique, le gouvernement mexicain se qualifie lui-même d'anti-impérialiste, souverainiste, progressiste et de gauche ; cependant, cela entre en contradiction flagrante avec sa position économique : lutter pour le maintien de l'Accord de libre-échange entre le Mexique, les États-Unis et le Canada (T-MEC), pour la subordination économique, pour le « libre-échange », pour conserver l'actuelle division internationale du travail qui nous place dans la position d'une main-d'œuvre surexploitée. Cette réalité présente de profondes

contradictions qui s'inscrivent dans l'évolution de l'époque, car le gouvernement mexicain est un plus fervent défenseur du « libre-échange » néolibéral que les États-Unis eux-mêmes, qui promeuvent aujourd'hui des mesures protectionnistes comme outil de l'impérialisme.

Enfin, les réformes sociales peuvent améliorer temporairement les conditions de vie du peuple, mais elles ne modifient pas l'essence du système. Par conséquent, la tâche historique de la classe ouvrière reste la construction du socialisme.

3. L'impérialisme se manifeste non seulement par la domination économique et sociale, mais aussi par la domination idéologique (individualisme, hégémonie, passivité, etc.), détruisant la mémoire de classe et les communautés populaires. Quelle est votre analyse et comment intervenez-vous pour contrer l'idéologie impérialiste ?

L'histoire du Mexique est marquée par des interventions impérialistes, principalement de la part des États-Unis, de l'Espagne et de la France, ce qui a ancré un sentiment nationaliste chez le peuple mexicain, qui a du mal à accepter ouvertement une intervention américaine. Cependant, les rapports sociaux de production au Mexique reproduisent l'idéologie bourgeoise, individualiste et égoïste, qui trouve différentes expressions au sein de la population.

Un exemple particulièrement néfaste de cette idéologie, que l'on observe beaucoup en ce moment, est la criminalisation de la contestation, dans les médias – des journaux télévisés nationaux aux bots sur les réseaux sociaux –, qui se reflète dans le discours quotidien et dans le rejet de nombreux individus à l'égard des mouvements populaires. Cette domination idéologique s'exprime à travers les grands groupes de communication, dans l'industrie culturelle et sur les plateformes numériques, qui promeuvent l'individualisme, le consumérisme, la concurrence entre travailleurs et, surtout, l'idée qu'il n'existe aucune alternative au capitalisme. Cela vise à effacer la mémoire historique de la lutte de notre peuple, à démanteler l'organisation collective et à transformer les individus en simples consommateurs passifs, objets d'exploitation. D'autre part, au sein du mouvement populaire et de notre propre organisation, nous ne sommes pas à l'abri de reproduire cette idéologie, ce qui se reflète dans notre travail ; c'est pourquoi il est très important pour nous de mener la bataille idéologique, car elle va de pair avec la lutte politique.

En ce sens, nous considérons que l'idéologie bourgeoise doit être combattue au quotidien et sans relâche, sur deux plans principaux : à l'intérieur et à l'extérieur de notre organisation.

En interne, l'une des façons de combattre cette idéologie passe par la formation politique, à travers l'étude de la théorie marxiste-léniniste et des luttes menées par les peuples du monde entier pour leur émancipation, comme à

Cuba, au Vietnam ou en Palestine, qui nous enseignent que le peuple organisé peut vaincre la bête impérialiste. Nous ne négligeons pas non plus les enseignements tirés des luttes du peuple mexicain, telles que la guerre d'indépendance, la guerre de la Réforme et la Révolution mexicaine, ainsi que les luttes plus contemporaines, comme celles menées par notre Mouvement démocratique indépendant, qui lutte pour la démocratie populaire et le socialisme. Parallèlement à la formation politique, l'idéologie bourgeoise est combattue sur le plan pratique et organisationnel, à travers le centralisme démocratique, l'éducation populaire, le travail bénévole, la critique et l'autocritique, ainsi que la solidarité avec ceux qui luttent pour les causes justes du peuple. Ces méthodes combattent concrètement les idées bourgeoises selon lesquelles la transformation du capitalisme serait impossible et l'être humain serait égoïste par nature.

Une manière concrète d'y parvenir est par le biais du journal, dans lequel non seulement nous couchons sur le papier l'idéologie populaire, mais où nous essayons également de la diffuser au sein des brigades, lors des réunions publiques, en discutant avec les personnes qui viennent à notre rencontre ; tandis qu'au sein de l'organisation, nous cherchons toujours à pratiquer la critique et l'autocritique entre nous afin de changer ces traits qui nous empêchent d'avancer tant sur le plan personnel qu'en tant qu'organisation ; nous maintenons la formation politique, nous encourageons l'esprit collectif, et nous nouons et entretenons également des liens avec d'autres organisations populaires pour apprendre d'elles.

À l'extérieur de l'organisation, nous combattons l'idéologie bourgeoise par l'exemple, car nous, les socialistes, sommes les démocrates les plus cohérents ; et par le biais de l'information, de l'agitation et de la propagande à caractère prolétarien. Tout cela se reflète dans la construction de collectivités régies par les principes méthodologiques mis en pratique par Anton Makarenko. Nous y contribuons par le biais de différentes activités, telles que des ateliers sur les droits du travail, des brigades d'information dans le métro et dans l'espace public, des mobilisations, un travail permanent de formation politique marxiste-léniniste, d'histoire du Mexique et des mouvements qui ont lutté pour la libération des peuples à travers le monde, ce qui permet de retrouver la mémoire historique des luttes populaires et de favoriser l'organisation directe au sein des masses.

Nous considérons que la conscience révolutionnaire ne naît pas spontanément ; elle doit au contraire être développée par un travail systématique d'organisation, d'éducation politique et de participation aux luttes concrètes du peuple.

4. La question des drogues, tant dans les centres impérialistes que dans les pays du Sud, est une arme de l'impérialisme contre les classes populaires. Quelle est votre position sur cette problématique ?

En effet, la question des drogues est une arme de l'impérialisme. Il est important de rappeler cette réalité que nous révèle l'analyse marxiste face à d'autres

interprétations de la question. D'autres interprétations conduisent à des analyses insuffisantes, comme celle de l'État défaillant ou du narco-État, courantes au Mexique, ou carrément à des interprétations superficielles mais commodes, comme réduire la question à un problème éthique ou à un manque de valeurs.

L'industrie moderne du trafic de drogue est née par et pour l'impérialisme, avec les « guerres de l'opium » en Chine provoquées par l'Empire britannique. Le trafic de drogue ne peut être compris comme un phénomène étranger au capitalisme, mais comme l'une de ses expressions les plus violentes et les plus dégradantes. En Amérique latine, la question des drogues doit être analysée dans le cadre de la contre-insurrection menée contre les mouvements populaires et de la domination impérialiste des États-Unis. Dans l'immédiat, les drogues touchent principalement les classes populaires en nuisant à leur santé. Mais au-delà de cela, ce qui est déjà en soi extrêmement grave, l'industrie de la drogue détruit des communautés, fragmente et entrave l'organisation sociale, et exploite le peuple.

La soi-disant « guerre contre la drogue » menée par les États-Unis a servi à justifier des processus de militarisation, des interventions impérialistes et des mécanismes de contrôle social. La version mexicaine de cette guerre a été mise en œuvre sous le gouvernement de Felipe Calderón (2006-2012), un gouvernement qui a approfondi le néolibéralisme au Mexique et qui était étroitement aligné sur les intérêts américains. Le résultat : d'un côté, plus de 100 000 Mexicains tués, des dizaines de milliers de disparus et autant de personnes déplacées ; de l'autre, les cartels de la drogue se sont professionnalisés, renforcés et diversifiés. Il ne fait aucun doute que le capital transnational est le grand gagnant de cette fausse guerre : accumulation par spoliation, recul du mouvement social, précarisation salariale et professionnelle, destruction des économies locales, renforcement du capital financier par le blanchiment d'argent, etc. C'est pourquoi nous affirmons que cette soi-disant « guerre contre le narcotrafic » était en réalité une « guerre contre le peuple ». Aujourd'hui, l'impérialisme trumpiste ouvre un nouveau chapitre dans l'utilisation de la drogue comme arme contre les peuples. Nous le constatons au Venezuela, en Équateur, à Cuba, en Colombie. Nous le voyons contre le Mexique, qui vit actuellement dans une tension constante, entre escalades et désescalades des menaces d'intervention militaire. Bien sûr, tout le discours selon lequel le Mexique est contrôlé par des cartels et que cela justifie une intervention militaire américaine en est le fer de lance. C'est le prétexte qui soutient les gros titres des médias et les déclarations gouvernementales, comme ce furent autrefois d'autres justifications à travers le monde : les armes biochimiques, les armes nucléaires, le communisme, l'autoritarisme, l'absence de liberté ou de démocratie. Aujourd'hui, en Amérique, c'est le trafic de drogue et le terrorisme. Bien sûr, l'empire prétend lutter d'une main contre le trafic de drogue tandis que, de l'autre, il l'alimente et l'arme. La grande industrie de la drogue est un élément fondamental de son appareil de contre-insurrection. C'est l'autre facette de sa véritable politique étrangère. La complexité, parmi d'autres contradictions que cette question incarne, réside

dans le fait que ces mêmes organisations de trafiquants sont également utiles à l'État mexicain. Elles sont également des outils de sa contre-insurrection interne, elles font partie de son appareil paramilitaire. Sans la complicité de l'État mexicain, on ne peut tout simplement pas imaginer l'existence des cartels de la drogue ; c'est quelque chose que tout le peuple mexicain sait, car nous en avons fait l'expérience à nos dépens.

La complexité réside dans la compréhension de ces contradictions, de ces relations et de ces processus internes. Le marxisme nous fournit les outils pour les analyser. C'est délicat, car dans notre contexte, affirmer le lien entre l'État mexicain et le trafic de drogue — si cela n'est pas expliqué correctement au peuple — peut être interprété comme une adhésion à la position de l'impérialisme américain. Si Trump affirme que les cartels gouvernent le Mexique et que nous dénonçons le fait que l'État entretient des relations avec eux... Eh bien, on peut déjà entrevoir les mauvaises interprétations et les critiques qui en découlent. Mais en même temps, nous ne pouvons pas nier la réalité : il existe bel et bien un lien entre l'État et le trafic de drogue. Le nier relèverait du délire. Comme nous l'avons dit, le peuple mexicain en a fait les frais, comme en témoigne la crise des disparitions systématiques : plus de 130 000 disparus, selon le chiffre officiel du gouvernement actuel. Ces disparitions ne trouvent pas de justice, car elles mettent pour la plupart en évidence les différents liens entre l'État et le crime organisé. C'est pourquoi nous rejetons l'explication de « l'État défaillant » ou du « narco-État ». Nous soutenons que la question du trafic de drogue est une conséquence du capitalisme et qu'elle est fonctionnelle à l'État mexicain ; il ne s'agit pas d'une sorte de divergence, de dysfonctionnement ou de corruption de celui-ci. En tant que matérialistes dialectiques, nous observons et analysons le réel, et non ce qui « devrait être » ou ce que nous aimerions qu'il soit. L'État ne « fait pas défaut » en matière de trafic de drogue ; les deux se servent mutuellement à différents niveaux, dans le cadre de la gestion du capitalisme. Bien sûr, tout cela doit être analysé concrètement, aux différents niveaux de gouvernement, du municipal au fédéral, dans les différentes entités de la République mexicaine, sous les gouvernements des différents partis et mandats présidentiels, mais l'État mexicain, en ce qui concerne ses objectifs et sa continuité historique, reste le même État. Et en fin de compte, notre position est que le problème des drogues et du trafic de drogue ne pourra être résolu tant que persisteront les conditions structurelles qui le génèrent : pauvreté, exploitation, exclusion sociale, destruction des communautés et subordination impérialiste ; c'est-à-dire le capitalisme.

5. Comment faut-il, selon vous, considérer la drogue ? Faut-il considérer toutes les substances de la même manière ? Le prohibitionnisme auto-organisé est-il une solution ? Dans les mouvements révolutionnaires européens, à l'époque où des organisations révolutionnaires étaient actives, notamment en Italie, en Irlande et en Grèce, une véritable guerre a-été menée contre les trafiquants pour libérer les quartiers de la

drogue. Quelle est la tradition et la pratique au Mexique concernant cette problématique ?

Toutes les substances ne produisent pas les mêmes effets et n'ont pas les mêmes conséquences sociales. Cependant, le problème principal ne réside pas uniquement dans les substances elles-mêmes, mais dans les relations sociales qui organisent leur production, leur circulation et leur consommation. En ce sens, la drogue fonctionne comme un moyen de désorganisation et de contrôle du peuple qui empêche l'établissement de relations d'organisation saines. Telle est la principale conséquence ou, pourrions-nous dire, la fonction de l'industrie de la drogue que nous observons. Au sein de notre organisation, la consommation de drogues illégales est interdite. Leurs méfaits sont trop nombreux. Outre les conséquences sur la santé physique et mentale causées par les drogues les plus nocives, ces substances ont été utilisées par l'État pour criminaliser la contestation et procéder à des arrestations illégales. Au Mexique, la pratique dite de la « siembra » (fabrication de preuves) est très courante : elle consiste, pour la police, à placer des paquets de drogue dans vos effets personnels ou dans vos poches au moment de votre arrestation. C'est un moyen facile de justifier n'importe quelle arrestation. Nous savons que, dans ce contexte, le fait que vous consommiez ou non des drogues n'a aucune importance pour l'État : il peut vous « piéger » de n'importe quelle manière, mais il est pertinent de mentionner que cela se produit et que c'est aussi pour cette raison, entre autres, que nous n'autorisons pas ces substances au sein de notre organisation. Il existe toute une gamme de positions politiques au sein du mouvement social concernant la consommation : ceux qui, comme nous, l'interdisent au sein de l'organisation ; ceux qui ne prennent pas position ; ceux qui s'auto-fabriquent de la drogue pour éviter de s'approvisionner auprès des trafiquants ; ceux qui militent pour la légalisation et le droit à la consommation ; et même ceux qui tolèrent à contrecœur la consommation récréative comme moyen de cohésion au sein de leurs communautés. Il y a de tout. Mais il est important de préciser que pour nous, il s'agit davantage d'une question politique que d'une question morale ou éthique. Quant aux substances légales, comme l'alcool et le tabac, nous les interdisons tout simplement dans le cadre de nos relations entre camarades. Pour nous, il est important de ne pas boire d'alcool dans le cadre de la vie entre camarades, de dissocier totalement ces pratiques des activités organisées. Nous n'interdisons pas leur consommation, sauf lors d'activités organisées. Certes, certaines franges du mouvement populaire trouvent ces positions étranges et rigides, mais nous avons également constaté que ces pratiques, si elles s'installent comme mode de vie entre camarades, deviennent un facteur de décomposition.

Quant à l'autre partie de la question, dans notre pays, il n'y a pas eu de confrontation ouverte des organisations populaires face à la vente et à la consommation de drogues. Certaines communautés ont chassé le crime organisé ou en ont empêché l'entrée en formant ce qu'on appelle des « polices communautaires » ou des « groupes d'autodéfense », mais pas principalement pour une question de consommation, plutôt parce que les organisations

criminelles cherchent à s'approprier leurs communautés, leurs forêts, leurs rivières, leurs mines, leurs terres, leurs collectivités locales, etc.

6. Le Mexique est en proie à diverses contradictions sociales et politiques, dans lesquelles interviennent la répression étatique et celle des organisations criminelles. Quels sont les points de contact entre ces deux éléments et comment affectent-ils les mouvements populaires et les organisations révolutionnaires ?

Au Mexique, il existe une longue histoire de liens entre le gouvernement, l'armée, les groupes d'affaires et les organisations criminelles ou paramilitaires. Sous le capitalisme, les entrepreneurs, les cartels et l'État s'accordent pour défendre les intérêts de la bourgeoisie. Le crime organisé (trafic de drogue, traite des êtres humains, trafic d'armes) n'est pas un phénomène isolé, mais naît et se développe selon la logique d'accumulation du capitalisme ; l'argent généré par ces activités clandestines est blanchi et intégré dans l'économie légale par le biais du commerce, du secteur bancaire et des entreprises ; il est financiarisé sous forme de capital. Il existe donc une complicité et un lien étroit entre les réseaux criminels et les pouvoirs politiques et économiques, allant de la tolérance à la pleine collaboration et à l'omission. Le crime organisé sert à l'État comme moyen de réprimer le peuple, tout en le dégageant commodément de toute responsabilité, et en étant financé, formé, armé et protégé par celui-ci. C'est pourquoi nous affirmons qu'il fait partie intégrante de l'État. La corruption, l'impunité et le recours à des groupes paramilitaires contre les mouvements populaires ont été largement documentés. L'État du Chiapas est un exemple clair de la manière dont les groupes paramilitaires agissent en toute impunité ; les forces de police bénéficient de la collaboration et de la formation d'Israël. Les Pakales (Force de réaction immédiate Pakal, FIRP), une prétendue police d'élite créée au Chiapas pour lutter contre le crime organisé, ont été mis en cause pour leurs liens avec le Cartel de Jalisco Nouvelle Génération (CJNG) et font l'objet de graves accusations de torture, d'extorsion et d'abus d'autorité à l'encontre de la population. C'est cette force de police, la FIRP, qui, le 20 février 2026, a mené une opération politico-militaire à Río Florido, au Chiapas, dans le but d'intimider les membres d'une organisation sœur, le Front national de lutte pour le socialisme (FNLS), lors d'un rassemblement politique. Un autre exemple récent concerne le secteur minier : des membres du Syndicat national des mineurs ont dénoncé le fait que les sociétés minières transnationales engagent des membres du crime organisé pour intimider la base ouvrière lors des périodes d'élections syndicales, le tout sous le silence de l'État qui, bien qu'en ayant connaissance de la situation, n'intervient pas. Comme nous l'avons indiqué dans la question précédente, la militarisation du pays ne vise pas à éradiquer le trafic de drogue ; ensemble, ces forces remplissent une fonction politique de contrôle social et de contre-insurrection. Depuis le soulèvement zapatiste de 1994, l'État a mis en œuvre des stratégies de guerre de faible intensité pour surveiller, réprimer et démanteler les processus d'organisation populaire qui menacent les

intérêts des grands entrepreneurs. Le crime organisé et les forces armées agissent comme les deux faces d'une même médaille pour défendre l'accumulation du capital ; cette situation constitue une forme complexe de violence contre-insurrectionnelle et de contrôle territorial qui entrave l'organisation indépendante du peuple. En revanche, la contestation et la lutte sociale sont sanctionnées. Des militants sociaux sont emprisonnés, comme l'indigène Higinio Bustos Navarro, contre lequel des preuves ont été fabriquées de toutes pièces ; l'Organisation des Nations unies, par l'intermédiaire du Groupe de travail sur la détention arbitraire, a conclu que sa détention était arbitraire et violait divers droits humains internationalement reconnus, et pourtant il est toujours en prison. Face à ce constat, l'alternative ne réside pas dans la résignation, mais dans l'organisation consciente du peuple travailleur, la solidarité de classe et la lutte active pour transformer les conditions de pauvreté et d'inégalité : résister et construire le socialisme. Nous réaffirmons la nécessité de renforcer l'organisation populaire indépendante, la solidarité entre les luttes et l'indépendance politique des mouvements sociaux.

7. Enfin, nous souhaitons vous demander quel est le lien, s'il existe, entre les luttes contre l'ICE aujourd'hui aux États-Unis et les mouvements populaires ainsi que les organisations syndicales et sociales au Mexique ?

Il existe un lien profond entre ces deux luttes. La migration massive des Mexicains vers les États-Unis est une conséquence directe du développement capitaliste dépendant, de la spoliation territoriale, de la crise rurale, de la précarisation du travail et de la subordination économique du Mexique à l'impérialisme américain. Les travailleurs migrants font partie d'une même classe ouvrière internationale. Les politiques répressives de l'ICE visent à discipliner des millions de travailleurs migrants, dont beaucoup sont mexicains. Cependant, la lutte contre l'ICE comporte ses propres défis : il faut renforcer la cohésion avec les luttes sur le territoire national, lutter contre le spontanéisme et l'opportunisme, et élever les revendications immédiates au rang de revendications politiques. Ce sont là des problèmes propres à toutes les luttes. C'est pourquoi nous considérons qu'il est fondamental de renforcer la solidarité internationaliste entre les organisations populaires, de créer des syndicats indépendants qui veillent réellement aux intérêts des travailleurs, indépendants de la bourgeoisie, des deux côtés de la frontière. La lutte contre toute forme d'exploitation capitaliste et contre l'impérialisme est nécessairement internationale.

site web: olep.org.mx/



ENTRETIEN AVEC LE PAN- AFRICAN PROGRESSIVE FRONT (PPF) – GHANA



1. Pourriez-vous nous parler de votre organisation ?

Le Front progressiste panafricain (PPF) est une organisation dont le siège se trouve à Accra, au Ghana. Il est à l'avant-garde de la lutte pour l'unification de l'Afrique et s'engage à coordonner et à soutenir les mouvements progressistes à travers l'Afrique et la diaspora, afin de promouvoir les véritables intérêts et l'avenir du continent. S'inspirant de Kwame Nkrumah, Patrice Lumumba et d'autres, le PPF estime que le destin de l'Afrique doit être entre les mains de ses propres peuples et que son avenir réside dans l'unité politique et économique, fondement de la souveraineté continentale. Ainsi, dans la pratique, le PPF fonctionne comme une plateforme de coordination plutôt que comme une organisation ou un parti centralisé ; il rassemble des partis politiques, des syndicats, des mouvements sociaux, des groupes de jeunes et de femmes, des universitaires et des organisations de la diaspora.

Notre initiative phare récente a été la conférence d'Accra de novembre 2025, commémorant le 80e anniversaire du Congrès panafricain de Manchester de 1945, qui a réuni des délégués de plusieurs pays et abouti à l'adoption de la « Déclaration d'Accra » sur l'intégration, les réparations, l'emploi des jeunes et un programme économique commun pour l'Afrique. Nous avons également été actifs sur la question des réparations, en menant des recherches, en publiant des lettres d'information et des

déclarations, et en organisant ou en participant à des conférences, d'Accra à Malabo en passant par Genève.

2. Aujourd'hui, l'Afrique connaît de nouveaux développements : l'indépendance des pays du Sahel, la résurgence et la consolidation d'organisations socialistes et communistes dans divers pays, ainsi qu'un renouveau du panafricanisme. Que pensez-vous de ces évolutions ?

La rupture au Sahel n'est pas une anomalie régionale. C'est la réapparition, sous une nouvelle forme, de la même contradiction qui a donné naissance aux luttes passées en Afrique : l'impossibilité d'une véritable souveraineté au sein d'une architecture néocoloniale conçue pour exploiter, et non pour développer. Il est réjouissant de voir le Sahel démanteler l'échafaudage institutionnel qui le maintenait enchaîné à Paris.

Ce qui rend ce moment significatif, c'est la rapidité et la cohérence de la mise en place des institutions. En moins de trois ans, l'AES a mis en place une présidence tournante opérationnelle, un traité de confédération, un passeport biométrique commun, une banque d'investissement, un droit de douane commun, un drapeau, un hymne, une chaîne de télévision et un commandement militaire unifié fort de 5 000 hommes, porté par la suite à 15 000 soldats. C'est cette même pression historique, l'épuisement de l'ordre postcolonial, l'échec manifeste du multilatéralisme libéral à garantir tant la sécurité que le développement, qui sont à l'origine de la montée en puissance des formations de gauche et communistes dans la région. L'impérialisme ne se contente pas de survivre à ses contradictions ; il fabrique les conditions de sa propre opposition. À l'avenir, nous ne devons pas considérer le Sahel

comme une simple question de sécurité, ce qui est pourtant la manière dont la plupart des médias occidentaux le présentent. C'est une question de souveraineté, et une question de classe. Les insurrections que les juntas invoquent pour justifier le maintien du régime militaire n'ont, en toute honnêteté, pas été vaincues ; cet échec est réel et mérite d'être nommé sans illusion. Mais l'énergie politique libérée, les foules à Niamey scandant des slogans contre l'impérialisme, l'accueil populaire réservé à la sortie de la CEDEAO en tant qu'acte décolonial, tout cela n'est pas fabriqué de toutes pièces. Cela reflète un véritable appétit pour le panafricanisme. Ce qu'il faut, c'est la formation d'organisations d'avant-garde pour guider les activités politiques au Sahel.

3. L'impérialisme est le principal ennemi des peuples du monde ; comment le néocolonialisme impérialiste se développe-t-il en Afrique aujourd'hui ?

Je suis d'avis que l'indépendance formelle n'a jamais signifié une véritable souveraineté, et que le néocolonialisme opère aujourd'hui sur plusieurs fronts qui se recoupent, comme la présence militaire et les bases en Afrique, ou encore les systèmes monétaires et économiques tels que le système colonial du franc CFA. Un nouvel aspect de l'impérialisme réside dans la manière dont les données africaines ont été compromises et sont devenues une marchandise

Le néocolonialisme en Afrique opère aujourd'hui à travers trois mécanismes qui se renforcent mutuellement, chacun remplissant le rôle qu'assumait autrefois la domination coloniale directe.

La dimension militaire est la plus visible. La France maintient des bases et des forces de déploiement rapide à travers l'Afrique de l'Ouest et centrale sous le prétexte d'un soi-disant partenariat de lutte contre le terrorisme, tandis que l'AFRICOM étend cette même logique sous le drapeau américain. Il ne s'agit pas là de postures défensives. Ce sont des garanties, appuyées par la force, que les flux de ressources et les alignements politiques ne s'éloigneront pas trop des intérêts occidentaux. L'expulsion des troupes françaises du Sahel a été significative précisément parce qu'elle a rompu cette garantie pour la première fois depuis des décennies.

La dimension monétaire est plus ancienne et plus profonde. Le système du franc CFA oblige 14 États africains à détenir des réserves au Trésor français et à indexer leur monnaie sur la politique monétaire d'une ancienne puissance coloniale. C'est une mise en scène de la souveraineté : drapeaux, hymnes, parlements, mais aucun contrôle sur la masse monétaire, les taux d'intérêt ou la fuite des capitaux. Un État incapable d'émettre sa propre monnaie de manière indépendante ne peut planifier son propre développement. C'est pourquoi la question du franc CFA n'est pas une simple note de bas de page technique, mais le cœur même du système néocolonial.

Le tout dernier front concerne les données. Les États africains génèrent d'énormes volumes de données via la banque mobile, les systèmes d'identification biométrique, la surveillance agricole, les dossiers médicaux, mais l'infrastructure qui stocke, traite et tire profit de ces données se trouve dans la Silicon Valley et sur des serveurs cloud européens. L'Afrique produit la matière première et réimporte les informations transformées, souvent à un certain prix, suivant exactement le modèle extractif qui a défini l'économie coloniale du cacao, du coton et du cuivre. Les données ne sont que la nouvelle matière première extraite sans captation locale de la valeur, et celui qui contrôle l'infrastructure contrôle les conditions de dépendance pour le siècle à venir, tout comme celui qui contrôlait la monnaie contrôlait le siècle dernier.

4. L'influence de la gauche occidentale, par le biais du réformisme, des ONG et autres, a toujours été un cancer pour la gauche anti-impérialiste. La gauche « occidentale » rejette le marxisme-léninisme, ainsi que le socialisme lui-même en tant que pouvoir populaire. Comment la gauche africaine se défend-elle contre les influences « bourgeoises » de la gauche occidentale ?

La défense de la gauche africaine repose sur quelques pratiques fondamentales. La plus importante d'entre elles est la clarté idéologique. Cela signifie que nous devons proclamer avec audace le marxisme-léninisme et le pouvoir populaire comme référence, plutôt que d'accepter le vocabulaire social-démocrate et réformiste des ONG – gouvernance, société civile et démocratie – qui

dépolitise souvent la lutte en la réduisant à la simple prestation de services

De plus, une gauche anti-impérialiste doit se doter de ses propres sources de financement – cotisations des adhérents, réseaux de solidarité, soutien de l'État lorsque cela est possible – afin d'éviter cette mainmise et de se affranchir du financement occidental.

Il est également nécessaire d'instaurer une discipline par le biais de structures d'avant-garde ou de cadres, d'une éducation politique et du centralisme démocratique, plutôt que de suivre le modèle de coalition lâche, horizontaliste et axé sur un seul enjeu, courant dans les milieux de gauche occidentaux. C'est en partie pour cette raison que des formations telles que les « juntas » de l'AES, quelles que soient leurs limites, sont prises au sérieux par une partie de la gauche africaine : elles incarnent un pouvoir d'État organisé contre l'impérialisme, ce que l'activisme de type ONG ne peut offrir.

5. À propos du Ghana à partir de votre analyse de classes sociales, quelles sont selon vous les contradictions fondamentales et comment les forces politiques de la gauche populaire et révolutionnaire se positionnent ?

La formation sociale du Ghana est un cas classique de capitalisme dépendant et extraverti greffé sur des relations précapitalistes survivantes. La production s'organise autour de produits d'exportation comme l'or, le pétrole et le cacao, qui dominent ensemble les exportations de marchandises, tandis que l'économie nationale, qui emploie en réalité la plupart des Ghanéens, reste informelle, fondée sur la petite exploitation et sous-capitalisée. Il en résulte une structure de classes avec, au sommet, une bourgeoisie compradore, liée aux multinationales minières, aux opérateurs pétroliers et au capital financier plutôt qu'à un quelconque projet industriel national ; une classe bureaucratique d'État qui gère la dette, les conditionnalités du FMI et les investissements étrangers au nom de ce système ; une petite classe ouvrière formelle dans les secteurs minier, portuaire et des services ; et un vaste prolétariat et une paysannerie informels, composés de mineurs artisanaux, de producteurs de cacao et de commerçants, qui produisent la majeure

partie de la richesse réelle tout en captant la plus petite part.

La contradiction centrale oppose le développement national à la poursuite de l'extraction : les recettes issues de l'or et du cacao quittent le pays en grande partie sans avoir été transformées, tandis que le « galamsey », l'exploitation minière artisanale illégale, a connu une explosion précisément parce que l'économie formelle n'offre aucun moyen de subsistance alternatif, dévastant au passage les rivières et les terres agricoles. Une deuxième contradiction oppose Accra et le sud, où se concentrent les investissements, au nord, où la pauvreté et le sous-développement persistent par choix, un schéma spatial colonial que l'État postcolonial n'a jamais rompu. Une troisième concerne la dette : le gouvernement actuel a hérité d'un programme du FMI et d'une crise monétaire, et sa « reprise » repose sur le même cycle d'emprunts et de conditionnalités qui a provoqué le dernier effondrement, ce qui signifie que la souveraineté budgétaire reste formelle, et non réelle.

La vie politique ghanéenne est dominée par deux partis bourgeois, le NDC et le NPP, qui se succèdent au pouvoir mais convergent vers le même modèle libéral, extractif et aligné sur les bailleurs de fonds ; l'actuel gouvernement du NDC, dirigé par Mahama, se présente comme un parti social-démocrate tout en poursuivant des partenariats public-privé et en courtisant les mêmes investisseurs. Le Convention People's Party, le parti d'origine de Nkrumah, ne survit plus que sous la forme d'un vestige marginal.

Le Mouvement socialiste du Ghana s'impose comme une véritable gauche populaire et révolutionnaire au Ghana. Sa base est constituée du prolétariat et de la paysannerie, des petits artisanaux, des producteurs de cacao, des marchandes et des travailleurs urbains précaires, dont l'exploitation est la plus directe et dont les intérêts sont structurellement opposés tant au capital qu'à l'économie extractive. Sa mission consiste à organiser cette base indépendamment des réseaux clientélistes du NDC et du NPP, et à mettre en évidence la contradiction inhérente au capitalisme.

Web: pp-front.com/

DROIT, DICTATURE, ET DÉMOCRATIE

Cette année, dans un entretien avec des média burkinabés, Ibrahim Traoré a déclaré « La démocratie c'est pas pour nous ». La presse bourgeoise s'est ruée sur cette déclaration pour dépeindre le capitaine Traoré comme un tyran, tronquant malhonnêtement ses propos en résumant une entrevue de plus de deux heures à cette simple ligne sans contexte.

« La démocratie, » nous dit le capitaine, « tue ». Ses propos reflètent l'expérience que les peuples du Sud global ont pu avoir de ce concept tel qu'il leur a été imposé par les pays impérialistes. Ces mêmes peuples se retrouvent attaqués par nos média dès qu'ils « osent » rejeter la démocratie

Dans les nations impérialistes, on nous inculque que la démocratie est un concept merveilleux, associé à la liberté de l'individu, l'épanouissement, l'égalité, la justice et la paix. En nous présentant des pays « privés » de telles libertés, notre presse appelle au syndrome paternaliste blanc soi-disant protecteur. Ce syndrome est profondément ancré dans une sorte de consensus culturel qui sert avant tout à assurer la collaboration de classe, y compris sous une forme passive face à l'agression des peuples du Sud global

Mais derrière le terme de démocratie se cache une vérité bien différente que ce qui nous est présenté par nos écoles et dans nos média abrutissants. Tout comme la réalité des rapports de la production capitaliste reste cachée derrière le fétichisme de la marchandise, la dictature de la bourgeoisie se dissimule derrière ce beau mot de démocratie.

Il s'agit là d'un fait reconnu par l'ensemble des communistes depuis Marx et Engels. La classe capitaliste dissimule sa réalité derrière un masque de bienveillance pour mieux maintenir sa domination et ne s'en prive à aucune occasion. Toutefois, il est important de bien comprendre la relation entre démocratie et dictature, que les deux concepts ne sont pas diamétralement opposés, même s'ils existent dans une relation dialectique, comme le décrivait Lénine :

« Car, dans (...) aucun pays capitaliste, il n'existe de démocratie en général : il n'y a que la démocratie bourgeoise. (...) L'histoire enseigne qu'aucune classe opprimée n'est jamais parvenue à la domination (...) sans passer par une période de dictature pendant laquelle elle s'empare du pouvoir politique et abat par la force la résistance désespérée, exaspérée, qui ne s'arrête devant aucun crime, qu'ont toujours opposée les exploités. La bourgeoisie dont aujourd'hui la domination est soutenue par les socialistes qui pérorant sur la dictature en général et qui se démènent en faveur de la démocratie en général a conquis le pouvoir (...) au prix d'une série d'insurrections, de guerres civiles, de l'écrasement par la force – des rois, des nobles, des propriétaires d'esclaves – et par la répression des tentatives de restauration.

(...) les socialistes de tous les pays ont expliqué au peuple le caractère de classe de ces révolutions bourgeoises (...) C'est pourquoi cette défense actuelle de la démocratie

bourgeoise au moyen de discours sur la « dictature en général », tous ces cris et ces pleurs contre la dictature du prolétariat sous prétexte de condamner « la dictature en général », ne sont qu'une trahison véritable du socialisme, qu'une désertion caractérisée au profit de la bourgeoisie, qu'une négation du droit du prolétariat à sa révolution prolétarienne... » V. I. Lénine, Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne, 1919.

Lénine nous montre ici que démocratie et dictature ne sont rien d'autre que deux mécanismes du processus de construction d'État, qui peuvent rapidement se succéder voire se chevaucher comme en témoigne la fascisation actuelle du centre impérialiste. Même si notre classe dirigeante se distancie officiellement du terme dictature, préférant l'assigner à ses ennemis, elle n'hésite pas à faire recours à des méthodes dictatoriales dès qu'elle sent sa mainmise sur le pouvoir menacée, la répression violente des mouvements propalestinien en étant une preuve accablante.

Car la dictature aujourd'hui n'est rien d'autre que la violence interne inhérente à l'État rendue explicite.

En tant que marxistes-léninistes, notre but est le socialisme, pour parvenir à l'abolition des classes sous le communisme. Mais selon la logique démontrée ici par Lénine, la dictature du prolétariat est une étape nécessaire pour la sauvegarde d'un État socialiste. Car tout comme l'aristocratie au temps de l'absolutisme a lutté lorsque les bourgeois les ont renversés, notre classe dirigeante ne laissera pas les communistes mettre fin à leur État comme elle le prouve maintenant depuis plus d'un siècle et demi au travers de ses attaques répétées contre le socialisme.

Devons-nous pour autant abandonner le terme de démocratie ?

Même l'utilisation de mots simples cache une lutte idéologique pour l'hégémonie culturelle, qui est elle aussi une lutte des classes.

Le simple mot « bourgeois », par exemple, est trop souvent entendu en France comme désignant une personne au salaire élevé, et non pas comme un détenteur des moyens de productions, ce qui dissimule la réalité des rapports de production, et de force. La bourgeoisie, au travers de sa propagande, est experte en ces détournements : liberté, la résistance, terrorisme, etc...

Nous devons donc nous assurer de bien comprendre les termes politiques dont nous nous servons, peu importe leur source, afin de mieux définir nos idées, de s'assurer d'être compris par nos interlocuteurs, mais aussi de combattre les attaques réactionnaires cachées dans le langage.

En ce qui concerne la démocratie, le problème repose donc sur la façon dont nous avons de l'interpréter et de l'utiliser. Autrement dit : « La question essentielle qui doit être posée lorsque des systèmes sociaux semblent inclure à la fois des éléments de démocratie et de

dictature est « Pour qui y a-t-il une démocratie ? » et « Sur qui exerce-t-on une dictature ? »¹

DROIT OU GARANTIE ?

Si dictature et démocratie sont deux mécanismes d'État, le droit en est un autre, bien que dans l'imaginaire populaire son bon fonctionnement soit souvent associé à la démocratie, et ses défaillances à de la dictature. En réalité, il peut faciliter l'un ou l'autre au besoin et selon la classe des personnes impliquées. La seule constante en ce qui concerne le droit dans le cadre de la société bourgeoise, c'est que nous soyons égaux face à lui :

« L'expression fondamentale qui condense toute la portée du concept d'égalité est « la loi est égale pour tous » (...) En ce sens, la loi doit être appliquée de manière égale à des individus juridiquement égaux. »

L'affirmation de Fausto Marini peut sembler douteuse lorsqu'on pense à des exemples récents tels que Sarkozy, sorti de prison après moins d'un mois malgré sa condamnation à cinq ans, ou de Marine Le Pen, autorisée à se porter candidate pour les présidentielles alors qu'elle avait été condamnée à l'inéligibilité pour ses détournements de fonds. Là où un sans domicile écope de deux mois de prison ferme pour le vol de moins de 2 euros.

Pourtant, Marini est correct, nous sommes effectivement égaux face à la lettre de la loi, car les textes et la jurisprudence en place ne font pas de distinction.

Le problème se trouve dans la mise en pratique, car l'égalité face à la loi prend fin dès que l'on considère les moyens à la disposition de l'individu pour faire valoir son droit. Un bourgeois a à sa disposition une fortune personnelle, une armée d'avocats, des connexions politiques. Un policier bénéficie du système politique qu'il défend par son activité. Les prolétaires n'ont pas accès à de tels moyens et ne sont souvent même pas conscients de l'existence de leurs droits, ou ne les comprennent pas entièrement et peuvent difficilement disposer de personnes en mesure de les leur expliquer et de les défendre. Sans parler du coût financier direct de procédures légales, du temps nécessaire à la construction d'un dossier.

La lutte des classes est ainsi présente dans la question du droit : « ... les droits représentent la forme la plus avancée de la liberté bourgeoise, ils devraient définir les limites de la liberté (...) Le droit est toutefois lui-même un concept limité (...), il constitue un frein à la liberté absolue et ne peut donc pas être la base du développement de l'idéologie du prolétariat, mais seulement une référence pour sa construction. Dans la pratique historique, les droits effectivement exerçables sont toujours le résultat des rapports de force entre les classes et témoignent d'un niveau déterminé de ces rapports de force. (...) Les classes dominantes, (...) ne voient dans les droits que la limite de cette liberté. (...) Pour un capitaliste, le droit à l'existence ne constitue rien d'autre que la limite inférieure en dessous de laquelle il ne peut abaisser le niveau de l'exploitation. »

Cette limite n'est pas intangible. Elle représente le niveau de nos acquis en matière de droits. Acquis obtenus au

bout de luttes acharnées contre les classes dominantes et qui peuvent être perdus, souvent bien plus facilement qu'ils ont été gagnés étant donné la mainmise de la bourgeoisie sur les institutions de l'État. Il suffit d'observer des exemples récents comme les tentatives du gouvernement français de transformer des jours de congés en journées de travail gratuites « offertes » par les travailleurs pour s'en rendre compte. Le droit obtenu par le sang des travailleurs se voit effacé par l'encre bourgeois.

Par conséquent, malgré les racines capitalistes du droit actuel, les travailleurs ne peuvent pas se permettre de le rejeter entièrement car comme le dit Marini, il s'agit d'une référence pour la construction d'un rapport qui répondra mieux à leurs besoins et attentes.

Comment définir ce rapport ? Marini nous propose le concept de garantie, à construire à partir du droit tout en le dépassant. Le droit ne disparaît pas, mais sous le socialisme il donne naissance à une garantie inaliénable et universelle. Le logement, la nourriture, l'occupation, et tout autre élément essentiel à l'existence et à la production deviennent garantis et leur perte n'est plus à craindre.

Ce concept, une élaboration du principe d'« à chacun ses besoins », est quelque chose que les travailleurs réclament déjà sous d'autres formes. Le mot de garantie nous permet toutefois de plus facilement transmettre cette idée et de ne pas stagner en ne luttant que pour les droits sans regarder au-delà.

L'impérialisme se sait menacé, que ce soit au Burkina Faso, en Iran, mais aussi à domicile. Il ne peut se permettre que ses propres citoyens décident de suivre l'exemple de ses ennemis. Car la perte de nos acquis doit se comprendre comme partie intégrante de la fascisation occidentale, qui se manifeste aussi par l'apparition de droits aberrants : légalisation du « droit de tuer » par la police et la facilitation de l'État de déclarer un état d'urgence.

Ces droits ne représentent pas une référence de construction pour le socialisme, car ils servent la dictature capitaliste en s'attaquant aux intérêts des travailleurs, dont le combat pour la garantie doit inclure une lutte contre ces manifestations purement bourgeoises du droit. Un combat qui passe notamment par le soutien aux forces opposées à l'impérialisme, même quand elles doivent rejeter la démocratie « bourgeois » comme au Burkina Faso.

Bibliographie

V.I. Lénine, « Démocratie et dictature », 1918

V. I. Lénine, Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne, 1919.

Fausto Marini, Dal regno della libertà a quello della garanzia, 2002.

Karl Marx, Critique du programme de Gotha, 1875.

Pat Sloan, Soviet Democracy, 1937.

Mao Zedong, De la dictature démocratique populaire, 1949

Fidel Castro, discours de constitution de l'Assemblée nationale, 1976

Domenico Losurdo, Contre-histoire du libéralisme, 2013

¹ Pat Sloan.

AGIT-PROP

Au cours de ces derniers mois, nous avons lancé sur notre site (revuesupernova.com) un projet intitulé « Agit-Prop ».

L'agitprop était l'abréviation de « agitation et propagande » (agitatsiya i propaganda), un terme né en Russie soviétique et lié à l'organisation du Parti communiste. Entre 1917 et 1925, l'agitprop bolchevique cherchait à faire sortir la politique des cercles restreints du parti pour l'amener dans les usines, les villages, les casernes et les rues. Pendant la guerre civile russe (1918-1921), des trains spéciaux destinés à la propagande et à l'éducation politique furent mis en place. Un train pouvait contenir : une imprimerie, des journaux et des tracts, des affiches, une bibliothèque, une salle de cinéma ainsi que des groupes d'agitateurs et de propagandistes. Le train se rendait dans une zone déterminée et les militants organisaient des réunions, des projections, des spectacles et distribuaient du matériel politique. L'idée était très concrète : au lieu d'attendre que la population se rende dans les centres politiques, c'était la propagande qui allait à la rencontre de la population.

L'agitprop avait deux fonctions complémentaires :

L'agitation : inciter les gens à agir politiquement, par le biais de discours, de manifestations, de slogans, de tracts, de journaux, de théâtre, etc.

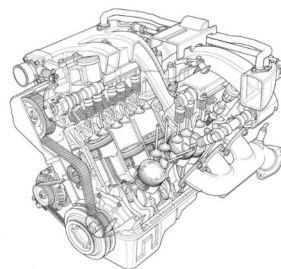
La propagande : expliquer et diffuser des idées, des principes et des programmes politiques, en formant la conscience politique.

Au sein du Parti communiste russe (bolchevique), il existait des structures spécifiquement dédiées à l'agitation et à la propagande. Le système fut progressivement organisé et développé. Un exemple important fut le Glavpolitprosvet, l'organisme d'État chargé de l'éducation politique et culturelle, dirigé par Nadejda Krupskaya.

Pour nous, le projet « agitprop » est certes moins ambitieux que l'agitprop soviétique, mais il repose sur le même principe : comment parvenir à surmonter la barrière du « nouvel alphabétisme » et contrer les narrations et les idéologies dominantes. Agir est fondamental, mais cela vaut également pour la lecture et l'étude. Aujourd'hui, dans la modernité impérialiste, nous assistons à un nouvel alphabétisme de masse : tout devient « technique » ou lié au « particulier », au détriment de la vision d'ensemble. C'est également l'un des effets des cultures et idéologies postmodernes qui, au nom du « particulier », ont perdu de vue la dimension globale, ce qui se traduit sur le plan politique par l'incapacité à se doter d'un programme. Un autre facteur c'est le pouvoir de l'hégémonie culturelle exercé par l'impérialisme, qui domine la vie sociale et culturelle, qui favorise le conformisme, la passivité et la résignation.

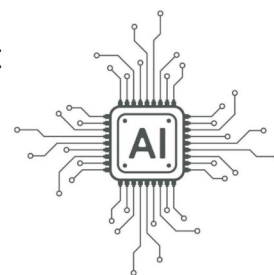
Supernova est fondamentalement une revue théorique et d'enquête ; cependant, en tant que rédaction, nous pensons que la lutte idéologique signifie aussi parvenir à trouver des outils qui rompent avec le conformisme et donc avec l'analphabétisme moderne. Comment donc inciter les camarades, les prolétaires, à lire, à se réapproprier de l'arme de la critique ?

Le projet "Agitprop", consiste en la création et la publication quotidiennes de bandes dessinées (6 à 10 planches maximum) pour présenter des livres, des écrits, des biographies et des concepts du marxisme-léninisme, du mouvement anti-impérialiste et prolétarien. Peu de temps après le lancement de ce projet, nous avons pu constater qu'il commençait à porter ses fruits. Nous avons réussi à obtenir plus de 100 000 vues sur certaines « bandes dessinées », comme par exemple celle consacrée au concept d'accumulation capitaliste chez Karl Marx. Les bandes dessinées sont rédigées par la rédaction et leur conception graphique est assurée par l'IA. L'idée d'utiliser l'IA, en renversant son utilisation habituelle, nous est venue grâce aux camarades italiens de « Gli artisti che non abbiamo ». Un groupe de camarades qui produit de la musique « militante » à l'aide de l'IA (nous avons réalisé une interview de ce groupe dans le n° 1 de la nouvelle série de Supernova). Nous savons qu'il s'agit là d'une modeste tentative, mais elle a néanmoins réussi à dépasser les limites étroites dans lesquelles est aujourd'hui confinée la gauche prolétarienne et communiste.



Les ouvriers ne sont pas contre les machines, mais contre ceux qui les obligent à travailler

L'automatisation des machines, et aujourd'hui l'IA, est au service du capital ; c'est à la lutte des classes qu'il revient de renverser cette domination et de mettre fin à l'exploitation. Il n'y a pas de retour en arrière possible : nous voulons un avenir où le travail n'est pas une condamnation, gouverner la modernité par le socialisme !



 **SUPERNOVA**
revue marxiste-léniniste

1) LES MARXISTES-LÉNINISTES EN FRANCE

Nés dans la lutte contre le révisionnisme et l'opportunisme, les marxistes-léninistes en France cherchent à reconstruire un parti révolutionnaire au service de la classe ouvrière et des peuples en lutte.



2) LA CRISE DU MOUVEMENT COMMUNISTE APRÈS LA MORT DE STALINE

La naissance du mouvement marxiste-léniniste français est liée à la crise provoquée par la mort de Staline en 1953 et au tournant révisionniste au sein du mouvement communiste international. Le XX^e Congrès du PCUS et la « déstalinisation » ont alimenté la rupture de nombreux militants avec la direction du PCF.



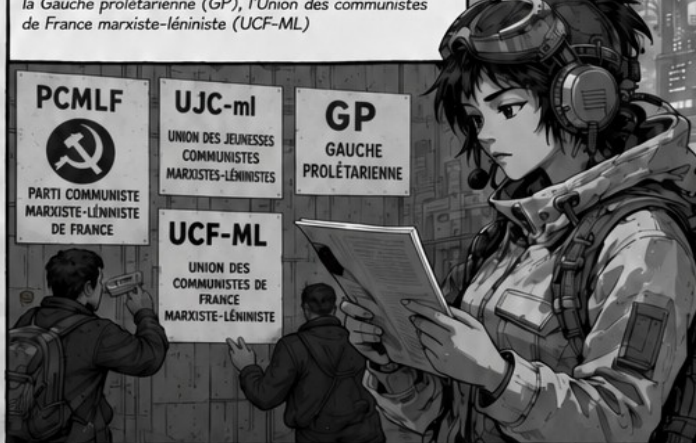
3) LA GUERRE D'ALGÉRIE ET LA LUTTE CONTRE LE COLONIALISME

La guerre d'Algérie marque un tournant décisif dans la radicalisation d'une partie des communistes français. La solidarité avec la lutte de libération algérienne et l'opposition au colonialisme français contribuent à l'émergence de positions marxistes-léninistes indépendantes de la ligne officielle du PCF.



4) LA NAISSANCE DES ORGANISATIONS MARXISTES-LÉNINISTES

Entre les années 1960 et 1970, plusieurs organisations se forment pour contester le révisionnisme du PCF et se réclamer du marxisme-léninisme, du stalinisme puis, par la suite, du maoïsme. Parmi celles-ci figurent le Parti communiste marxiste-léniniste de France, l'Union des Jeunes communistes marxistes-léninistes (UJC-ml), la Gauche prolétarienne (GP), l'Union des communistes de France marxiste-léniniste (UCF-ML).



5) LE MAOÏSME ET LA RADICALISATION DES ANNÉES 70

Après mai 68, le mouvement se développe à travers différentes organisations maoïstes et marxistes-léninistes, qui interviennent dans les usines, les quartiers populaires, parmi les immigrés et dans les luttes anticoloniales et anti-impérialistes. La question centrale devient la reconstruction d'un parti révolutionnaire, la lutte contre le révisionnisme et le développement de l'autonomie prolétarienne vis-à-vis de l'État impérialiste français.



6) CRISE, FRAGMENTATION ET CONTINUITÉ DU MOUVEMENT

À partir de la fin des années 70 et surtout dans les années 80, de nombreuses organisations entrent en crise, se divisent ou se dissolvent, notamment en raison des transformations internationales et des processus de restructuration de l'organisation du travail. Aujourd'hui, plusieurs courants marxistes-léninistes coexistent, réactualisant l'analyse de la lutte des classes, de l'impérialisme et de la nécessité d'une transformation révolutionnaire et socialiste de la société. Le développement du mouvement marxiste-léniniste est l'objectif principal de la revue Supernova.



MARX, LES NOUVELLES TECHNOLOGIES ET LA NOUVELLE SOCIÉTÉ

revue supernova
revuesupernova.com

Marx n'a pas connu internet ni l'intelligence artificielle. Mais ses idées nous aident à comprendre le monde d'aujourd'hui.

1. LA TECHNOLOGIE N'EST PAS NEUTRE

Pour Marx, la technologie fait partie des forces productives. Mais elle dépend des rapports sociaux.



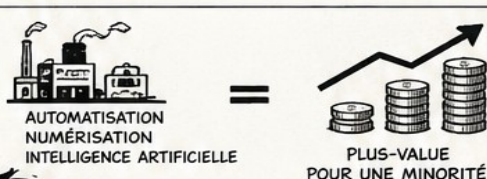
RAPPORTS SOCIAUX

QUI POSSÈDE ?
QUI CONTRÔLE ?
QUI PROFITE ?

BIG DATA
= PROFIT

2. LE CAPITALISME UTILISE LA TECHNOLOGIE POUR LE PROFIT

Les nouvelles technologies augmentent la productivité, mais dans le capitalisme, elles servent surtout à accroître les profits, pas à satisfaire les besoins humains.



Résultat : plus de richesse pour les capitalistes, mais précarité et chômage pour des millions de travailleurs.

3. ALIÉNATION 2.0

Aujourd'hui, le travail peut être plus abstrait et numérique, mais l'aliénation demeure.



→ Le travailleur est séparé du produit de son travail (logiciels, données, contenus...).



→ Son activité est contrôlée par des algorithmes et une surveillance permanente.

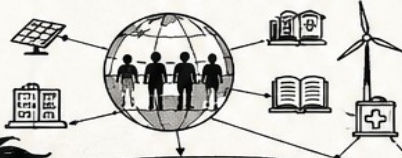


→ Il devient une donnée parmi d'autres, remplaçable à tout moment.

Même dans le numérique, le travailleur n'est pas libre : il est exploité.

4. LES TECHNOLOGIES CONTIENNENT UN POTENTIEL ÉMANCIPATEUR

Marx pensait qu'en dépassant le capitalisme, les immenses forces productives créées par l'humanité permettraient d'abolir la pénurie et d'ouvrir la voie à une société d'abondance et de liberté.



Les technologies peuvent libérer du temps, développer la créativité, améliorer la vie de tous... à condition de changer qui décide et comment.

5. VERS UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ

Une société socialiste et communiste déciderait collectivement de l'usage des technologies, en fonction des besoins humains et du respect de la planète.



La technologie n'est pas notre avenir. C'est la société que nous construisons ensemble qui le sera.

CHANGER LE MONDE, PAS SEULEMENT LA MACHINE.



RÉPRESSION DU SOUTIEN À LA PALESTINE : CRÉATION D'UN COMITÉ UNITAIRE POUR FAIRE FRONT

Le 16 juin à 6h, 30 policiers du RAID et de la PJ ont arrêté Diego et Lidia, militants syndicaux et politiques marseillais, et perquisitionné le local Ghassan Kanafani où se tiennent des permanences syndicales (détails complets en ligne). Membres de la revue marxiste-léniniste Supernova, ils sont poursuivis pour « apologie de terrorisme » le premier groupe politique marseillais visé de la sorte. Mais ce qu'on leur reproche réellement, c'est d'avoir fait l'apologie de la Palestine.

Ces attaques se multiplient partout dans le pays. Face à cette offensive, nous lançons un comité unitaire pour défendre le droit de faire l'apologie de la Palestine. Saisissons-nous de ce premier cas marseillais, premier maillon visible d'une répression plus vaste, pour faire front dès maintenant.

Cette répression est le symptôme d'une fascisation plus large. Partout dans le monde, l'impérialisme se heurte à une résistance féroce des peuples, les rébellions contre la Françafrique en sont une bonne illustration. Ici, on nous attaque pour mettre au pas toute voix dissidente contre un système de prédation et d'exploitation guerrier.

Face à cette offensive, un comité unitaire vient de se constituer. Nous sommes plusieurs organisations et, malgré nos différences idéologiques, nous avons décidé de les mettre de côté pour lutter ensemble contre la répression. Car c'est bien l'unité qui manque le plus à ceux qui cherchent à nous diviser pour mieux nous réduire au silence. Nous rassemblons nos forces sur une base claire : défendre celles et ceux qui sont frappés aujourd'hui, parce que demain n'importe qui d'entre nous peut l'être. Rejoins-nous : viens à nos réunions, fais circuler cet appel autour de toi, et prends part à la riposte.

Chaque voix qui s'ajoute est une force de plus contre l'intimidation.

NOUS NE NOUS LAISSERONS PAS INTIMIDER LA SOLIDARITÉ EST L'ARME DU PEUPLE





La cause
palestinienne n'est
pas la cause des
seuls Palestiniens,
mais la cause de tout
révolutionnaire, où
qu'il soit, en tant que
cause des masses
exploitées et
opprimées de notre
époque
Ghassan Kanafani

5 euros